Quatre-vingt-septième année. — N° 279. Le Numéro: 15 francs. Dimanche 27 Novembre 1955.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES


| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Documents administratifs | DÉBATS | | | Conseil économique | | Documents | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Assemblée nationale | Conseil de la République | Assemblée Union française | Avis et Rapports | Bulletin | Assemblée nationale | Conseil de la République | Assemblée Union fr. |
| C. C. P. : 9063.13, Paris | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN |
| | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS |
| Métropole et Outre-mer. . | 3.450 | 1.800 | 950 | 300 | 800 | 600 | 400 | 250 | 550 | 1.000 | 500 | 250 |
| Etranger. . . . . | 6.600 | 3.400 | 1.750 | 500 | 2.100 | 1.600 | 800 | 450 | 850 | 1.700 | 800 | 400 |

L'Édition des **LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

Les Éditions des **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprennent le compte rendu *in extenso* des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

Éditions du **CONSEIL ÉCONOMIQUE** { Avis et rapports : Bulletin analytique des séances.

Les Éditions des **DOCUMENTS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

L'Édition des **DOCUMENTS ADMINISTRATIFS** comprend les rapports et statistiques des administrations.

*Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.*

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 31, Quai Voltaire, Paris (7e). — Tél. : LIT 27-91


*En vente:*

**INCORPORATION DU CONTINGENT**

Décrets n° 55-931 du 13 juillet 1955 (*Journal officiel* du 14 juillet 1955) et n° 55-1467 du 9 novembre 1955 (*Journal officiel* du 13 novembre 1955) concernant la **composition**, les **cités d'appel** et les **obligations d'activité** du **deuxième contingent 1955** et du **premier contingent 1956.**

(Fascicule n° **55-183 S.** — Prix : **10** F.)

*(Règlement par mandat-poste, chèque bancaire ou chèque postal [C. C. P. 9063-13, Paris].)*

## SOMMAIRE


### LOIS

*Loi* n° 55-1528 du 25 novembre 1955 modifiant la loi du 27 janvier 1940 relative à la prorogation des délais des protêts et des actes destinés à conserver les recours en matière de valeurs négociables (p. 11515).

### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

**Présidence du conseil.**

*Décrets* du 21 novembre 1955 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 11515).

*Liste* d'admissibilité à l'école nationale d'administration (premier concours 1955) (rectificatif) (p. 11515).

**Ministère de la justice.**

*Décret* du 26 novembre 1955 nommant un commissaire du Gouvernement près l'assemblée plénière du conseil d'Etat statuant au contentieux (p. 11515).

*Arrêté* du 12 novembre 1955 modifiant la date du concours pour le recrutement d'interprètes judiciaires suppléants d'Algérie (p. 11515).

*Arrêté* du 22 novembre 1955 autorisant l'ouverture de concours pour le recrutement de sténodactylographes des services judiciaires (p. 11516).

*Arrêté* portant mutation (greffiers) (p. 11516).

**Ministère de l'intérieur.**

*Decrets* des 25 et 26 novembre 1955 portant nominations et conférant l'honorariat (administration préfectorale) (p. 11516).

*Arrêtés* portant détachements et modifiant les dispositions d'un précédent arrêté :

Personnel du cadre des préfectures (p. 11516).

Sûreté nationale (p. 11517).

Tribunaux administratifs (p. 11517).

**Ministère de la défense nationale et des forces armées.**

*Arrêté* du 25 octobre 1955 portant création d'un office des logements maritimes en Afrique centrale (p. 11517).

*Arrêté* du 22 novembre 1955 portant ouverture de crédits (fonds de concours) (p. 11518).

*Arrêté* du 22 novembre 1955 modifiant l'arrêté du 25 avril 1952 concernant une régie d'avances (p. 11518).

*Arrêté* portant délégations de signature (p. 11518).

*Arrêté* annulant les dispositions d'un précédent arrêté (études et fabrications d'armement) (p. 11519).

**Ministère des finances et des affaires économiques.**

*Arrêté* du 26 novembre 1955 fixant le taux des frais d'assiette et de perception de la cotisation visée à l'article 13 de la loi n° 51-591 du 10 avril 1951 (p. 11519).

*Arrêté* modifiant les articles 94, 96, 107, 114 et 121 A de l'annexe IV au code général des impôts (rectificatif) (p. 11519).

*Arrêté* portant nominations (contrôle des assurances) (p. 11519).

*Circulaire* du 24 novembre 1955 relative à l'application du décret n° 55-1487 du 14 novembre 1955 pris en exécution de l'article 11, alinéa I, de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 et portant application du système de la gestion (p. 11519).

**Ministère de la France d'outre-mer.**

*Arrêté* du 14 novembre 1955 fixant, pour l'année 1955, les emplois et les effectifs maxima, par territoire, du personnel du cadre général des mines et des techniques industrielles (chimistes) et du cadre général des géologues de la France d'outre-mer (p. 11522).

*Arrêté* du 17 novembre 1955 approuvant des comptes du chemin de fer franco-éthiopien (exercices 1949, 1950, 1951 et 1952) (p. 11522).

*Arrêté* portant mise en position de mission en France du haut commissaire de la République à Madagascar et dépendances (p. 11522).

*Arrêtés* portant inscription au tableau d'avancement, promotion, intégrations, réintégration, détachement, mises en position de mission, admission au bénéfice de l'invalidité temporaire et acceptation de démission:

Administrateurs (p. 11522).

Administration centrale (p. 11522).

Agriculture (p. 11522).

Eaux et forêts (p. 11522).

Inspection des chasses et protection de la faune (p. 11523).

Office de la recherche scientifique et technique outre-mer (p. 11523).

Travaux publics (p. 11523).

**Ministère de l'éducation nationale.**

*Liste* d'admission au concours d'entrée en première année (ingénieurs) à l'école technique supérieure du laboratoire (p. 11523).

**Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.**

*Décret* du 22 novembre 1955 autorisant la chambre de commerce de Morlaix à contracter un emprunt (p. 11523).

*Arrêté* du 12 novembre 1955 portant affectation provisoire au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme de la casemate « C », à Avesnes-sur-Helpe (Nord) (p. 11523).

*Arrêté* du 12 novembre 1955 fixant le taux de la redevance à percevoir sur les aéroports de la métropole pour l'usage des installations aménagées pour la réception des passagers (p. 11524).

*Décision* du 12 novembre 1955 fixant, pour certains aéroports, la date d'application des redevances à percevoir pour l'usage des installations aménagées pour les passagers (p. 11524).

**Ministère de l'industrie et du commerce.**

*Arrêté* du 21 novembre 1955 prorogeant la validité d'un permis d'exploitation de minerai d'uranium (p. 11524).

*Arrêtés* du 21 novembre 1955 modifiant le nombre des membres du comité de coordination de la recherche industrielle et portant nomination (p. 11525).

*Arrêté* nommant un rapporteur de la commission des marchés de Gaz de France (p. 11525).

*Arrêtés* portant inscriptions à un tableau d'avancement, promotions et détachements:

Administrateurs civils (p. 11525).

Administration centrale (p. 11525).

Mines (p. 11525).

INFORMATION

*Décret* du 26 novembre 1955 nommant le président directeur général et le président directeur général honoraire de la société nationale des entreprises de presse (p. 11526).

*Arrêté* nommant les membres de la commission mixte de protection des réceptions de radiodiffusion et de télévision (p. 11526).

**Ministère de l'agriculture.**

*Décret* du 26 novembre 1955 concernant l'encépagement et le degré alcoolique de certaines appellations contrôlées de la Gironde (p. 11527).

*Arrêté* du 1 novembre 1955 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'un maître de conférences à l'école nationale vétérinaire de Lyon (p. 11527).

*Arrêté* du 7 novembre 1955 portant ouverture de crédits sur exercice clos (p. 11527).

*Arrêtés* portant nominations, mutations, détachements, additif et rectificatif:

Eaux et forêts (p. 11527).

Ecoles nationales d'agriculture (p. 11527).

Ecoles nationales vétérinaires (p. 11528).

Enseignement ménager agricole (p. 11528).

Services vétérinaires (p. 11528).

*Circulaire* du 17 novembre 1955 concernant l'immatriculation des fruitières, des ramasseurs et des ateliers de traitement du lait, en application du décret du 21 mai 1955 relatif aux laits destinés à la consommation humaine (p. 11528).

**Ministère du travail et de la sécurité sociale.**

*Arrêté* portant détachement (services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre) (p. 11528).

**Ministère de la reconstruction et du logement.**

*Arrêté* du 10 novembre 1955 déclarant d'utilité publique et urgente l'acquisition de terrains situés à Sarralbe (Moselle) et supportant des constructions allemandes (p. 11528).

*Arrêtés* du 16 novembre 1955 concernant la délimitation de terrains favorables à la création de zones d'habitations (p. 11529).

*Arrêté* du 17 novembre 1955 ordonnant la revision du projet de reconstruction et d'aménagement de Cabourg (Calvados) (p. 11529).

*Arrêtés* portant détachements (administration centrale et services extérieurs) (p. 11529).

**Ministère de la santé publique et de la population.**

*Arrêtés* portant détachements (administration centrale et inspection de la population et de l'aide sociale) (p. 11529).

**Ministère des anciens combattants et victimes de guerre.**

*Arrêté* portant détachement (services extérieurs) (p. 11529).

*Liste* d'aptitude à l'emploi d'expert vérificateur auxiliaire (p. 11529).

**Suspension** temporaire de fonctions (p. 11529).

**Nominations à des emplois réservés** (p. 11530).


## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES


**Assemblée nationale.** — Ordre du jour. — Modifications aux listes électorales des membres des groupes. — Convocations de commissions. — Rectification au compte rendu *in extenso* de la séance du mercredi 23 novembre 1955 (p. 11530).

**Conseil de la République.** — Ordre du jour. — Convocations de commissions (p. 11531).


## INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE


Ordre du jour (p. 11532).


## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES


*Avis* aux importateurs de produits originaires et en provenance d'Espagne (p. 11533).

*Avis* aux importateurs de produits originaires et en provenance des Pays-Bas (p. 11535).

*Statistique* mensuelle des vins (octobre 1955) (rectificatif) (p. 11535).


MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE


*Avis* relatif à l'ajournement du concours pour le recrutement d'un professeur de lettres des écoles nationales d'ingénieurs arts et métiers (p. 11531).

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

*Avis* aux importateurs de produits originaires et en provenance d'Espagne (p. 11533).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

*Avis* aux importateurs de produits originaires et en provenance d'Espagne (p. 11533).

*Avis* d'ouverture, en 1956, d'une session du cours de mutualité et de coopération agricoles (p. 11535).

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

*Avis* aux importateurs de produits originaires et en provenance d'Espagne (p. 11533).

MINISTÈRE DE LA MARINE MARCHANDE

*Avis* aux importateurs de produits originaires et en provenance d'Espagne (p. 11533).

**Annonces** (p. 11536).

# LOIS

## LOI n° 55-1528 du 25 novembre 1955 modifiant la loi du 27 janvier 1910 relative à la prorogation des délais des protêts et des actes destinés à conserver les recours en matière de valeurs négociables (1).

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1er. — Est abrogé l'alinéa 2 de l'article 1er de la loi modifiée du 27 janvier 1910 relative à la prorogation des délais des protêts et des actes destinés à conserver les recours en matière de valeurs négociables.

Art. 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 25 novembre 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil des ministres,*

EDGAR FAURE.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

SCHUMAN.

*Le ministre de l'intérieur,*

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*

PIERRE PFLIMLIN.

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*

ANDRÉ MORICE.

Loi n° 55-1528. TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

*Assemblée nationale :*

Projet de loi (n° 11681) ;

Rapport de M. Minjoz au nom de la commission de la justice (n° 11874) ;

Adoption le 18 novembre 1955

*Conseil de la République :*

Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale (n° 161, session 1955-1956) ;

Rapport oral de M. Marcilhacy au nom de la commission de la justice.

*Assemblée nationale :*

Acte pris de l'adoption conforme le 25 novembre 1955.

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PRESIDENCE DU CONSEIL

### Décrets du 21 novembre 1955 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 21 novembre 1955, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, vu la délibération du conseil de l'ordre du 10 novembre 1955 portant que la présente promotion est faite en conformité des lois et règlements en vigueur, le conseil des ministres entendu, est promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur :

*Au grade d'officier.*

M. Metayer (Jean), chef adjoint du cabinet du président du conseil. Chevalier de la Légion d'honneur du 8 août 1918. Titres exceptionnels.

Par décret du Président de la République en date du 21 novembre 1955 rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, vu la délibération du conseil de l'ordre du 10 novembre 1955 portant que les présentes promotions ou nominations sont faites en conformité des lois et règlements en vigueur, sont promus ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur :

*Au grade d'officier.*

MM.

Yvon (Jacques), chef du département des études de pile au commissariat à l'énergie atomique. Chevalier de la Légion d'honneur du 27 novembre 1946.

Sciari (Elie), administrateur de sociétés. Chevalier de la Légion d'honneur du 23 juillet 1932.

*Au grade de chevalier.*

MM.

Belorgey (Jean), industriel; 34 ans de services militaires et d'activité professionnelle.

Delafosse (Charles), chargé de mission à la présidence du conseil; 26 ans de services militaires et civils.

Taranger (Pierre), directeur industriel au commissariat à l'énergie atomique; 21 ans de services militaires, d'activité professionnelle et de services civils.

### Ecole nationale d'administration.

Rectificatif au *Journal officiel* du 19 novembre 1955 : page 11281, 1re colonne, au lieu de : « Bourgeois (Christian) », lire : « Bourgois (Christian) ».

## MINISTERE DE LA JUSTICE

### Décret du 26 novembre 1955 nommant un commissaire du Gouvernement près l'assemblée plénière du conseil d'Etat statuant au contentieux.

Par décret en date du 26 novembre 1955, M. Kahn, maître des requêtes au conseil d'Etat, est nommé commissaire du Gouvernement près l'assemblée plénière du conseil d'Etat statuant au contentieux, la section du contentieux et ses sous-sections, en remplacement de M. Nicolay, qui est déchargé, sur sa demande, de l'exercice desdites fonctions.

### Concours pour le recrutement d'interprètes judiciaires suppléants d'Algérie.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n° 52-1060 du 25 août 1952 portant règlement d'administration publique relatif au statut des interprètes judiciaires suppléants de la cour d'appel et des juridictions du ressort d'Alger, notamment en ses articles 7 et suivants;

Vu l'arrêté du 27 juillet 1955 portant fixation de la date des concours pour le recrutement d'interprètes judiciaires suppléants d'Algérie de 1re et de 3e classe,

Arrête :

Art. 1er. — La date d'ouverture du concours pour le recrutement d'interprètes judiciaires suppléants d'Algérie de 3e classe, fixée aux 14 et 15 novembre 1955, est reportée aux 16 et 17 janvier 1956.

Art. 2. — La date d'ouverture du concours pour le recrutement d'interprètes judiciaires suppléants d'Algérie de 1re classe, fixée aux 16 et 17 novembre 1955, est reportée aux 18 et 19 janvier 1956.

Art. 3. — Les dispositions du présent arrêté seront publiées au *Journal officiel* de la République française et insérées au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 12 novembre 1955.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

Par délégation:

*Le directeur du personnel et de la comptabilité,*
LÉO-HENRI FÉNÉ.

### Concours pour le recrutement de sténodactylographes des services judiciaires.

Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'article 29 de la loi n° 51-598 du 24 mai 1951;

Vu le décret n° 51-705 du 6 juin 1951, et notamment son article 15, 2°, modifié par le décret n° 55-999 du 7 octobre 1954;

Vu le décret n° 55-792 du 15 juin 1955;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1954 fixant la nature et les modalités de correction des épreuves des concours pour l'emploi de sténodactylographe,

Arrêtent:

Art. 1er. — Est autorisée l'ouverture, dans le courant de l'année 1956, de concours pour le recrutement de quarante sténodactylographes au Conseil supérieur de la magistrature et dans les cours d'appel et tribunaux de la métropole, à l'exception de la cour d'appel de Colmar.

Art. 2. — En outre, quatre emplois seront réservés aux personnels des services des affaires allemandes et autrichiennes et des services français en Sarre, dans les conditions prévues par le décret n° 55-792 du 15 juin 1955.

Art. 3. — Le directeur du personnel et de la comptabilité au ministère de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 novembre 1955.

Pour le garde des sceaux, ministre de la justice, et par délégation:

*Le directeur du personnel et de la comptabilité,*
LÉO HENRI FÉNÉ.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:

*Le directeur de la fonction publique,*
PIERRE CHATENET.

### Greffiers.

Par arrêté en date du 21 novembre 1955, M. Oberhoffer (Louis-Michel), greffier du tribunal cantonal de Dieuze, est muté, sur sa demande, en qualité de greffier du tribunal cantonal de Lauterbourg, en remplacement de M. Bloch, qui a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

### Décrets du 25 novembre 1955 portant nomination de préfets honoraires.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de l'intérieur,

Vu l'article 139 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. Robert (Franz), préfet en retraite, est nommé préfet honoraire.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 novembre 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil des ministres,*
EDGAR FAURE.

*Le ministre de l'intérieur,*
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de l'intérieur,

Vu l'article 139 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. Maillard (Henri), préfet en retraite, est nommé préfet honoraire.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 novembre 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil des ministres,*
EDGAR FAURE.

*Le ministre de l'intérieur,*
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de l'intérieur,

Vu l'article 139 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. Chassaigne (André), préfet en retraite, est nommé préfet honoraire.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 novembre 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil des ministres,*
EDGAR FAURE.

*Le ministre de l'intérieur,*
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

### Décret du 26 novembre 1955 portant nomination de sous-préfets.

Par décret en date du 26 novembre 1955:

M. Arnaud (Raymond), sous-préfet de Provins (hors-classe personnel), est nommé sous-préfet de Cholet.

Dans ce poste, M. Arnaud bénéficiera de la hors-classe à titre personnel.

M. Villatte (François), secrétaire général du Calvados (1re classe), est élevé à la hors-classe et nommé sous-préfet de Provins.

Dans ce poste, M. Villatte bénéficiera de la hors-classe à titre personnel.

M. André (Charles), sous-préfet de Cholet (1re classe), est élevé à la hors-classe et nommé secrétaire général du Calvados.

Dans ce poste, M. André bénéficiera de la hors-classe à titre personnel.

### Personnel du cadre des préfectures.

Par arrêté du 23 novembre 1955, M. Blottin (Eugène), chef de division de 1er échelon, placé en position de service détaché depuis le 20 juin 1945 pour exercer les fonctions de secrétaire général auprès de la mairie de Poitiers, est maintenu dans cette position pour une nouvelle période de cinq ans, à compter du 20 juin 1955.

Par arrêté du 23 novembre 1955, M. Brun (René), chef de division 1er échelon, placé en position de service détaché depuis le 1er septembre 1950 pour exercer les fonctions de chargé de mission auprès de la présidence du conseil (secrétariat général permanent de la défense nationale), est maintenu dans cette position pour une nouvelle période de cinq ans, à compter du 1er septembre 1955.

Par arrêté du 23 novembre 1955, les dispositions de l'article 1er de l'arrêté interministériel en date du 26 juin 1955 sont modifiées ainsi qu'il suit:

« M. Jean Le Petit, attaché de préfecture de 2e classe, 3e échelon (préfecture du Puy-de-Dôme), est placé en position de service détaché, pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 1953, auprès de la mairie de Fontainebleau: du 1er janvier 1953 au 30 septembre 1954 pour exercer les fonctions de secrétaire général adjoint; à compter du 1er octobre 1954 pour exercer les fonctions de secrétaire général. »

Par arrêté du 23 novembre 1955, M. Kerguenou (Charles), secrétaire administratif de 1re classe, 5e échelon, à la préfecture d'Ille-et-Vilaine, est placé en position de service détaché pour une durée de cinq ans, à compter du 1er janvier 1955, auprès de la mairie de Paramé, pour exercer les fonctions de secrétaire général.

Par arrêté du 23 novembre 1955, M. Paul (Gilbert), secrétaire administratif de 2e classe, 3e échelon (préfecture de l'Oise), est placé en position de service détaché pour une durée de cinq ans, à compter du 1er février 1955, auprès de la mairie de Compiègne, pour exercer les fonctions de secrétaire général adjoint.

Par arrêté du 23 novembre 1955, Mlle Maillard (Denise), sténodactylographe de 5e échelon à la préfecture de l'Yonne, nommée après concours secrétaire administratif de préfecture stagiaire, est placée en position de service détaché à compter du 4 juillet 1955, pour une période d'un an, durée du stage qu'elle doit accomplir avant sa titularisation dans son nouvel emploi.

### Sûreté nationale.

Par arrêté du 23 novembre 1955, M. Le Friec (Roger), commissaire de la sûreté nationale de 8e échelon, en position de détachement auprès du ministère de la France d'outre-mer (Afrique occidentale française), est maintenu dans les mêmes fonctions dans cette position pour la période du 25 mai 1955 au 10 septembre 1955.

### Tribunaux administratifs.

Par arrêté du 23 novembre 1955, le détachement de M. Veyret (Louis), conseiller de tribunal administratif de 2e classe, dans les fonctions de directeur général des hospices civils de Lyon, est renouvelé pour une période de cinq années au maximum, à compter du 6 septembre 1955.

Dans cette position, M. Veyret continuera à acquérir des droits à la retraite sous réserve du versement par ses soins des retenues pour pension civile calculées au taux légal sur la base du traitement d'activité afférent au grade de conseiller de tribunal administratif de 2e classe, conformément aux dispositions de l'article 109 de la loi du 19 octobre 1946.

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

### Création d'un office des logements maritimes en Afrique centrale.

Le ministre de la défense nationale et des forces armées, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la France d'outre-mer et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu l'article 40 de la loi n° 55-1044 du 6 août 1955,

Arrêtent:

Art. 1er. — Il est créé à Dakar un office des logements maritimes en Afrique centrale (O. L. M. A. C.) qui constitue un établissement public, dont la compétence s'étend à tous les territoires placés sous l'autorité du commandant de la marine en Afrique centrale.

Art. 2. — L'office a pour but de réaliser, au profit des personnels civils et militaires de la marine nationale en Afrique centrale, la construction, la location et exceptionnellement la vente d'habitations saines et à bon marché, ainsi que leurs dépendances ou annexes, l'amélioration ou l'assainissement d'habitations existantes.

Il peut, à cet effet, acquérir tous terrains et biens mobiliers, construire, aliéner, donner en location et faire tous travaux d'entretien.

L'office peut, dans le même but, contracter des emprunts en vue de la construction d'immeubles, en particulier lorsqu'il s'agira de l'habitat africain; les emprunts seront autorisés par décision du ministre de la défense nationale et des forces armées sur avis conforme du ministre des finances et des affaires économiques.

Les habitations ci-dessus peuvent comprendre des locaux à usage commun, tels que buanderies, garages, bains-douches, dispensaires, écoles, garderies d'enfants, terrains de jeux, jardins.

Il peut être exceptionnellement annexé des boutiques à destination commerciale, pourvu qu'il n'y soit pas vendu de boissons alcooliques.

Par convention à passer avec le département de la marine nationale, l'office recevra compétence exclusive pour prendre en gérance l'ensemble des immeubles d'Etat affectés au logement des personnels de ce département et s'occuper de toute autre question relative au problème du logement du personnel de la marine en Afrique centrale.

Art. 3. — L'administration de l'office est confiée à un conseil d'administration composé ainsi qu'il suit:

Président:

Le commandant de la marine en Afrique centrale.

Membres:

Le directeur des constructions et armes navales.
Le directeur des travaux maritimes de la marine en Afrique centrale.
Le chef du service du commissariat de la marine en Afrique centrale.
Le médecin chef de la marine en Afrique centrale.
Le commandant de l'aéronautique navale en Afrique centrale.
Le commandant de l'unité marine.
Un commandant de bâtiment basé sur Dakar.

Un représentant du haut commissaire de la République en Afrique occidentale française et le directeur du contrôle financier en Afrique occidentale française assistent avec voix consultative aux séances du conseil d'administration.

Les membres de droit peuvent, en cas d'empêchement, se faire représenter aux réunions du conseil d'administration par un fonctionnaire ou officier de leur service.

En cas d'absence du commandant de la marine, la présidence sera valablement assurée par le commandant de la marine par intérim.

Un officier ou un fonctionnaire, agréé par le conseil, remplit les fonctions de secrétaire; il n'est pas obligatoirement membre du conseil d'administration.

Les délibérations du conseil sont prises à la majorité absolue des voix et le conseil pourra se faire assister de membres à voix consultative. En cas de partage des voix, la voix du président sera prépondérante.

Art. 4. — Le conseil d'administration règle par ses délibérations, dans le cadre des règlements financiers en vigueur, des affaires portant sur les objets suivants:

1° Projet de budget primitif, supplémentaire ou rectificatif;
2° Acceptation ou refus de dons et legs;
3° Compte administratif et de gestion;
4° Mode d'administration des biens;
5° Emprunt à long ou court terme;
6° Baux ou locations d'immeubles;
7° Acquisition, aliénation et échange d'immeubles et de valeurs mobilières;
8° Projet, plans, devis, grosses réparations;
9° Transaction;
10° Toutes les questions concernant l'activité de l'office telle qu'elle est définie à l'article 1er.

Toutefois, les décisions relatives aux affectations hypothécaires, aux aliénations d'immeubles, aux emprunts, aux transactions, aux actions en justice (sauf pour toute mesure d'urgence ou de caractère conservatoire), à l'acceptation des dons et legs, ne seront exécutoires qu'après avoir été approuvées par arrêté du ministre chargé de la marine.

Art. 5. — Le directeur des travaux maritimes exerce en principe les fonctions d'administrateur délégué. Il assure la préparation et l'exécution des délibérations du conseil d'administration.

Il représente l'office en justice et dans tous les actes de la vie civile. Il a autorité sur le personnel de l'office et assure la direction des travaux. Il engage seul les dépenses et est seul chargé de la liquidation et de l'ordonnancement des dépenses ainsi que de l'établissement et de la transmission des titres de recettes à l'agent comptable.

Un administrateur délégué suppléant désigné par le commandant de la marine en Afrique centrale, sur proposition du conseil d'administration, peut recevoir la délégation d'une partie des attributions de l'administrateur délégué. Il les exerce sous l'autorité de cet administrateur et assiste, à ce titre, aux réunions du conseil d'administration sans voix délibérative, à moins qu'il n'en soit membre à un autre titre. Il est délégué dans ses fonctions pour une période d'un an, renouvelable après consultation du conseil d'administration. Ce fonctionnaire remplace l'administrateur délégué en cas d'absence ou d'empêchement.

Art. 6. — Les ressources initiales de l'office se composent d'une dotation de 5 millions de francs métropolitains attribuée à titre de subvention et déléguée sur les crédits du budget du département de la marine.

Art. 7. — Les recettes ordinaires de l'office sont constituées par:

1° Les revenus des fonds placés;
2° Les loyers des logements loués par l'office et, d'une manière générale, de tous les revenus de l'actif de cet établissement.

Les recettes extraordinaires de l'office sont constituées par:

1° Le produit des emprunts qu'il pourra réaliser;
2° Les subventions, avances et fonds de concours qui pourront lui être accordés;
3° Les dons et legs;
4° Les produits divers autres que ceux énumérés ci-dessus.

Art. 8. — Les dépenses ordinaires comprennent:

1° Les frais de fonctionnement de l'office;
2° Les frais d'aménagement et de grosses réparations, d'entretien et de gestion des immeubles lui appartenant;
3° Le service des intérêts et amortissements des avances et emprunts.

Les dépenses extraordinaires comprennent:

1° Les acquisitions et les frais de construction d'immeubles;
2° Le remboursement anticipé des emprunts.

Art. 9. — L'office est doté de l'autonomie financière. La comptabilité sera tenue dans des formes à fixer par un règlement intérieur approuvé par décision conjointe du ministre chargé de la marine et du ministre des finances et des affaires économiques.

Le budget de l'office, qui s'exécute par gestion annuelle du 1er janvier au 31 décembre, est préparé par l'administrateur délégué, soumis à l'examen du conseil d'administration, à l'avis du directeur du contrôle financier en Afrique occidentale française et approuvé par le commandant de la marine en Afrique centrale.

Les opérations de recettes et de dépenses sont effectuées par un agent comptable chargé, sous sa responsabilité, d'assurer le recouvrement de tous droits, produits et revenus de l'office, ainsi que de payer, dans la limite des crédits régulièrement ouverts, les dépenses ordonnancées par l'ordonnateur. L'agent comptable est placé sous la surveillance du trésorier général de l'Afrique occidentale française.

L'agent comptable de l'office est nommé par le ministre chargé de la marine, avec l'agrément du ministre des finances et des affaires économiques, sur proposition du conseil d'administration. Il fournit, en garantie de sa gestion, un cautionnement dont le montant est fixé par décision conjointe du ministre chargé de la marine et du ministre des finances et des affaires économiques, sur proposition du conseil d'administration. Ce cautionnement peut être constitué en numéraire, en rentes sur l'Etat ou remplacé par la garantie fournie par l'affiliation à une association française de cautionnement mutuel agréée.

La gestion de l'agent comptable est soumise aux vérifications du corps de contrôle de la marine nationale.

Les fonds libres appartenant à l'office doivent être, sauf dérogation accordée par le ministre des finances et des affaires économiques, déposés au Trésor.

En fin d'exercice, l'ordonnateur produit un compte administratif qu'il soumet pour visa au directeur du contrôle financier.

Le compte administratif ainsi que le compte de gestion du comptable sont soumis à l'examen du conseil d'administration et transmis à la cour des comptes avec les observations du conseil.

Le directeur du contrôle financier ou son représentant suit toutes les délibérations relatives à la gestion financière. Il peut prendre connaissance de toutes pièces et tous documents intéressant l'objet de sa mission et reçoit obligatoirement communication de tous les marchés et contrats.

Art. 10. — Dans le cas où les opérations de l'office prendraient fin, sa dissolution serait prononcée par un acte identique dans sa forme à l'acte de création.

A la dissolution, l'actif subsistant après liquidation et règlement du passif sera attribué à l'Etat français.

Art. 11. — L'office donne chaque année un compte rendu de ses travaux, dans un rapport d'ensemble adressé par le président du conseil d'administration au ministre chargé de la marine après visa du contrôleur de la marine, chef du groupe de contrôle Afrique.

Art. 12. — Le directeur central des travaux immobiliers et maritimes du département de la marine, le directeur du budget et le directeur de la comptabilité publique du ministère des finances et des affaires économiques et le directeur des affaires économiques et du plan au ministère de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et à celui de l'Afrique occidentale française.

Fait à Paris, le 25 octobre 1955.

*Le ministre de la défense nationale et des forces armées,*

Pour le ministre et par délégation:
*Le délégué du ministre (marine),*
ROBERT COUSIN.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*

Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
PIERRE BESSE.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*

Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ADOLPHE TOUFFAIT.

*Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,*
GILBERT-JULES.

## Fonds de concours.

Par arrêté interministériel en date du 22 novembre 1955, il a été ouvert au ministre de la défense nationale et des forces armées un crédit de payement de 6.669.853 F au titre du chapitre 31-51: « Entretien du matériel des transmissions » du budget de la défense nationale et des forces armées (section Guerre) pour l'exercice 1955.

Il sera pourvu à cette dépense au moyen de la recette d'égal montant constatée à la ligne « Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public ».

## Régies d'avances.

Le ministre de la défense nationale et des forces armées et le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'arrêté du 25 avril 1952 portant création d'une régie d'avances auprès du secrétariat général permanent de la défense nationale;

Vu l'arrêté du 27 avril 1955 autorisant le payement des dépenses occasionnées par les voyages d'études des auditeurs de l'Institut des hautes études de la défense nationale;

Vu le décret n° 51-135 du 5 février 1951 relatif aux régies d'avances et aux régies de recettes instituées pour le payement de dépenses ou la perception de recettes imputables au budget de l'Etat, aux budgets annexes, aux budgets des établissements publics nationaux ou aux comptes spéciaux du Trésor, modifié et complété par le décret n° 53-1271 du 24 décembre 1953;

Vu l'arrêté du 12 septembre 1952 fixant les taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor, ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté du 25 avril 1952 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes:

« *Art.* 2. — Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1 million de francs.

« Une avance supplémentaire est accordée au régisseur lors des voyages d'études visés au premier alinéa de l'article 3 *bis* ci-dessous, dans les limites prévues par l'arrêté du 27 avril 1955.

« Les pièces justificatives des dépenses payées au moyen de cette avance doivent être remises à l'ordonnateur dans le délai maximum d'un mois à compter de la date des payements.

« *Art.* 3. — Le régisseur, nommé par arrêté du ministre de la défense nationale et des forces armées, est assujetti à la constitution d'un cautionnement qui peut être réalisé en numéraire, en rentes sur l'Etat ou remplacé par la garantie fournie par l'affiliation à une association française de cautionnement mutuel agréée et perçoit une indemnité de responsabilité.

« Le montant de ce cautionnement et de cette indemnité est fixé dans les conditions prévues par l'arrêté du 12 septembre 1952.

« *Art.* 3 bis. — Les dépenses effectuées au cours des voyages d'études des auditeurs de l'Institut des hautes études de la défense nationale en métropole, en Afrique du Nord, dans les départements et territoires d'outre-mer, sont réglées, dans les limites prévues à l'article 1er de l'arrêté du 27 avril 1955, par un sous-régisseur désigné par le directeur de l'Institut avec l'assentiment du régisseur. Dès la fin de chaque voyage, le sous-régisseur remet au régisseur les pièces justificatives des dépenses effectuées.

« Les dépenses effectuées au cours des voyages d'études à l'étranger des auditeurs de l'Institut des hautes études de la défense nationale sont réglées dans les limites prévues à l'article 1er de l'arrêté du 27 avril 1955 par un agent désigné par le directeur de l'Institut, qui est pécuniairement responsable des fonds qui lui sont remis. Dès la fin de chaque voyage, les pièces justificatives des dépenses effectuées sont remises à l'ordonnateur ».

Art. 2. — Le secrétaire général permanent de la défense nationale et le directeur de la comptabilité publique au ministère des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 novembre 1955.

*Le ministre de la défense nationale et des forces armées,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
GUILLAUME WIDMER.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur de la comptabilité publique,*
G. DEVAUX.

## Délégations de signature.

Le ministre de la défense nationale et des forces armées,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature;

Vu le décret du 1er avril 1950, modifié par le décret du 5 juin 1950, relatif à la réorganisation de la défense nationale;

Vu les décrets des 23 février 1955, 1er mars 1955 et 6 octobre 1955 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret du 2 avril 1955 portant nomination du secrétaire général permanent de la défense nationale;

Vu le décret du 20 octobre 1955 relatif à la composition du Gouvernement;

Vu le décret n° 55-1432 du 4 novembre 1955 portant délégation d'attributions au ministre de la défense nationale et des forces armées;

Vu le décret du 9 novembre 1955 portant nomination du secrétaire général adjoint de la défense nationale.

Arrête :

Art. 1er. — Délégation permanente est donnée à M. Chodron de Courcel (Geoffroy), secrétaire général permanent de la défense nationale, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions, au nom du ministre de la défense nationale et des forces armées :

1° Tous actes, arrêtés, décisions, en matières administratives et financières, à l'exclusion des décrets;

2° Toutes ordonnances de payement, de virement, de délégation, toutes pièces justificatives de dépenses, tous ordres de recettes, toutes décisions portant engagement de dépenses, tous marchés de fournitures, conventions, contrats et avenants, les arrêtés de débets et états exécutoires, les arrêtés de répartition de crédits et, en général, toutes opérations comptables.

Art. 2. — En cas d'empêchement de M. Chodron de Courcel, la délégation prévue à l'article 1er sera exercée par M. le général de brigade aérienne Andrier (Gilbert-Louis-Joseph-Marie), secrétaire général adjoint de la défense nationale.

Art. 3. — En cas d'empêchement de M. Chodron de Courcel et de M. le général de brigade aérienne Andrier, la délégation prévue à l'alinéa 2 de l'article 1er du présent arrêté sera exercée par M. le lieutenant-colonel Vaillant (Paul).

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 novembre 1955.

PIERRE BILLOTTE.

### Etudes et fabrications d'armement.

Par arrêté en date du 25 octobre 1955, l'arrêté du 18 septembre 1945 portant licenciement sans indemnité ni pension de M. Lauth (Jean), ingénieur civil au service des fabrications dans l'industrie d'Agen, est annulé avec toutes conséquences de droit.

## MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

### Taux des frais d'assiette et de perception de la cotisation visée à l'article 13 de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954.

Le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu l'article 13 de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954;
Vu le code général des impôts,

Arrêtent :

Art. 1er. — Sur le montant des encaissements effectués à partir de 1954 par les services des contributions indirectes, de l'enregistrement et des douanes et droits indirects au titre de la cotisation instituée par l'article 13 de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954, il est effectué un prélèvement de 3 p. 1.000 pour frais d'assiette et de perception qui est versé au Trésor et comptabilisé au titre des produits divers du budget.

Art. 2. — Le directeur général des impôts, le directeur général des douanes et droits indirects, le directeur du budget et le directeur de la comptabilité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 novembre 1955.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur du cabinet,*
PIERRE BESSE.

*Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,*
GILBERT-JULES.

### Modification des articles 94, 96, 107, 114 et 121 A de l'annexe IV au code général des impôts.

Rectificatif au *Journal officiel* du 25 novembre 1955 : page 11421, 2e colonne, article 2, 1re ligne, au lieu de : « l'annexe III », lire : « l'annexe IV ».

### Contrôle des assurances.

Par arrêté en date du 23 novembre 1955, MM. Roques (Paul-Louis-Pierre) et Picot (Jean), anciens élèves de l'école polytechnique, classés dans le corps de contrôle des assurances, ont été nommés élèves commissaires contrôleurs adjoints des assurances au ministère des finances à compter du 1er octobre 1955.

### Circulaire n° 2574 C I-1393 C 3 D 02 A-12 B 53 11-7 du 24 novembre 1955 relative à l'application du décret n° 55-1487 du 14 novembre 1955 pris en exécution de l'article 11, alinéa 1, de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 et portant application du système de la gestion.

*Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques à Messieurs les ministres et secrétaires d'Etat.*

L'article 11, alinéa 1, de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 portant redressement économique et financier stipule que « le système de la gestion sera substitué à celui de l'exercice et que des décrets préciseront les conditions et les modalités d'application de cette réforme ainsi que les dispositions transitoires ».

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur le décret n° 55-1487 du 14 novembre 1955, publié au *Journal officiel* du 18 novembre 1955, page 11235, pris en exécution de l'article 11, alinéa 1, de la loi du 11 juillet 1953 qui a pour objet d'assurer une application générale du système de la gestion pour les recettes et dépenses de l'Etat à compter du 1er janvier 1956.

En application des dispositions du titre Ier du décret du 14 novembre 1955, désormais, les opérations de recettes et de dépenses des budgets s'exécuteront du 1er janvier au 31 décembre de l'année (art. 1er et 2 du décret).

Toutefois, est fixée au 30 novembre la date jusqu'à laquelle pourront être engagées les dépenses ordinaires autres que les dépenses de personnel, sauf cas de nécessité dûment justifiée (art. 4 du décret).

Quant aux opérations de régularisation, elles pourront être effectuées au titre de la gestion précédente :

Par tous les comptables, notamment par le payeur général de la Seine et les trésoriers-payeurs généraux, jusqu'au 31 janvier;

Par l'agent comptable central du Trésor et les agents comptables spéciaux désignés par arrêté, jusqu'au dernier jour du mois de février (art. 3 du décret).

En outre, les ordonnances ou mandats établis pour le payement des dépenses ordinaires et se rapportant à des droits constatés au cours de l'année pourront être acceptés par les comptables assignataires jusqu'au 20 janvier suivant et pris en compte par eux dans les mêmes conditions que les opérations de régularisation (art. 2, *in fine*, du décret).

Dans son titre II, le décret du 14 novembre 1955 énumère les éléments de la comptabilité administrative, dont la comptabilité des engagements fera désormais partie intégrante (art. 7 du décret); il prescrit la tenue d'une comptabilité spéciale de certains engagements de dépenses de plus de 500.000 F, suivie contradictoirement par les services ordonnateurs, d'une part, et les contrôleurs des dépenses engagées, d'autre part (art. 8 du décret).

Les conditions d'application du décret du 14 novembre 1955 feront l'objet d'instructions détaillées, actuellement à l'étude et qui vous seront données prochainement. Mais l'article 11 du décret stipulant que les dispositions de ce texte entreront en vigueur le 1er janvier 1956 et s'appliqueront aux recettes et dépenses de l'exercice 1955, il est nécessaire de vous faire connaître sans plus attendre les mesures à prendre pour assurer la transition entre l'ancienne et la nouvelle procédure.

Tel est l'objet de la présente circulaire.

I. — *Champ d'application du décret.*

Il est fait observer que le régime de la gestion a déjà été substitué à celui de l'exercice par le décret n° 53-1267 du 22 décembre 1953 pris en application de l'article 11, alinéa 1, de la loi du 11 juillet 1953, en ce qui concerne les dépenses d'investissement de l'Etat des services civils (titres V, VI et VII du budget général) (cf. circulaire n° 72-21 B-1 du 24 décembre 1953, publiée au *Journal officiel* du 25 décembre 1953, page 11571). Le décret du 22 décembre 1953 est abrogé par le décret du 14 novembre 1955 qui est applicable à toutes les opérations de recettes et de dépenses du budget de l'Etat, qu'il s'agisse du budget général ou des budgets annexes.

Les nouvelles dispositions à prendre s'appliquent *donc pour la première fois* aux dépenses du budget de l'année 1955, *autres* que les dépenses d'investissement des services civils, c'est-à-dire aux dépenses ordinaires des services civils ou militaires, aux dépenses en capital des services militaires et aux dépenses effectuées sur ressources affectées.

Il est rappelé que *les dépenses ordinaires* comprennent les dépenses imputables sur les chapitres des titres suivants du budget général :

Titre Ier — Dette publique et dépenses en atténuation de recettes.
Titre II. — Pouvoirs publics.
Titre III. — Moyens des services.
Titre IV. — Interventions publiques

Quant aux dépenses en capital des services militaires, elles comprennent les dépenses imputables sur les chapitres ouverts pour les services militaires aux titres suivants:

Titre V. — Equipement.

Titre VI A. — Investissements exécutés avec le concours de l'Etat.

Les dépenses effectuées sur ressources affectées font l'objet du titre VIII.

Il est précisé, d'autre part, que la date et les conditions d'application du système de la gestion aux établissements publics de l'Etat à caractère administratif feront l'objet en tant que de besoin, de dispositions particulières à intervenir ultérieurement.

II. — *Engagement des dépenses.*

La règle générale posée par l'article 4 du décret est la suivante:

« Les engagements de dépenses s'imputent sur les crédits du budget de l'année en cours et *en ce qui concerne les dépenses ordinaires* (titres I à IV du budget général), ils stipulent l'exécution du service le 31 décembre au plus tard de cette même année ».

« Sauf le cas de nécessité dûment justifiée, la période d'engagement des dépenses ordinaires, autres que les dépenses de personnel, est close le 30 novembre. »

Toutefois, le décret du 14 novembre 1955 ne s'appliquant qu'à compter du 1er janvier 1956, les dépenses ordinaires, autres que les dépenses de personnel, du budget de l'année 1955 pourront être engagées jusqu'à la date fixée par le décret du 25 juin 1934, c'est-à-dire jusqu'au 15 décembre 1955.

De même, les dispositions du premier alinéa de l'article 5 du décret relatives à l'engagement des dépenses ordinaires, autres que les dépenses de personnel, à partir du 1er novembre de chaque année au titre du budget de l'année suivante, n'ont pas à être appliquées en 1955.

Le deuxième alinéa de l'article 5 du décret dispose: « Les engagements, dont l'exécution, prévue pour le 31 décembre au plus tard, n'a pu intervenir à cette date ou dont l'ordonnancement n'a pu être opéré avant la clôture de la gestion, seront réimputés sur les crédits du budget de l'année suivante et, le cas échéant, des années subséquentes. En cas de disparition du chapitre au titre duquel la dépense aurait dû être payée, l'imputation sera fixée par décision du ministre des finances ».

Ces engagements seront, en principe, imputés d'office sur les crédits de l'année suivante.

Lorsqu'il s'agit de *dépenses ordinaires*, les crédits disponibles correspondant à ces engagements ne pourront faire l'objet de reports que pour les chapitres énumérés dans un état annexé à la loi de finances (art. 6, premier alinéa, du décret). Si vous estimez qu'il y a lieu de modifier l'état F annexé à la loi de finances de 1955, il conviendra d'adresser vos propositions de toute urgence à mon département sous le timbre de la direction du budget, 2e bureau.

En ce qui concerne *les dépenses en capital et les dépenses sur ressources affectées*, la règle demeure que les crédits disponibles peuvent donner lieu à report (art 6, premier alinéa, du décret).

En outre, pourront continuer à être engagées et ordonnancées avant l'intervention du report, et dans la limite des deux tiers des crédits disponibles de l'année 1955, *les dépenses se rapportant à la poursuite des opérations en capital* en cours d'exécution au 1er janvier 1956 (art. 6, dernier alinéa, du décret).

III. — *Comptabilité spéciale des engagements prévue par l'article 8 du décret.*

Afin d'assurer une application correcte des dispositions ci-dessus visées du 2e alinéa de l'article 5 du décret du 14 novembre 1955, les ordonnateurs primaires et secondaires devront, conformément à l'article 8, tenir une comptabilité spéciale des engagements de plus de 500.000 F *concernant les dépenses ordinaires*. Par engagement, il faut entendre « évaluation d'une obligation contractée par un service à l'égard d'un tiers et imputable sur un chapitre déterminé ».

Chaque ordonnateur primaire ou secondaire devra, à l'aide des documents ou dossiers dont il dispose, établir un relevé des engagements de l'espèce dont le montant est supérieur à 500.000 F, qui présentera les engagements groupés par chapitre et dans l'ordre de la nomenclature.

Ce relevé devra être établi conformément au modèle A ci-annexé en un nombre suffisant d'exemplaires pour qu'il en soit adressé:

Pour les ordonnateurs primaires:

Un exemplaire au contrôleur des dépenses engagées.

Pour les ordonnateurs secondaires:

Un exemplaire à l'administration centrale dont relève l'ordonnateur;

Un exemplaire au contrôleur des dépenses engagées;

Un exemplaire au comptable assignataire.

Dès le début du mois de janvier 1956, les ordonnateurs, à l'exception de ceux qui résident dans les territoires d'outre-mer qui, à titre provisoire, sont dispensés de tenir la comptabilité spéciale, inscriront les engagements de plus de 500.000 F pris sur le budget de 1955 et pour lesquels le service n'aura pas été exécuté au 31 décembre 1955. Après le 20 janvier 1956, cette liste sera complétée par les engagements de plus de 500.000 F pour lesquels le service aura été exécuté avant le 1er janvier 1956, mais dont l'ordonnancement n'aura pu intervenir avant la clôture de la gestion.

Il est précisé qu'en ce qui concerne les engagements ayant déjà fait l'objet d'un ordonnancement partiel, seuls les engagements pour lesquels il reste à ordonnancer une somme d'au moins 500.000 F devront figurer sur le relevé.

Il pourra être établi plusieurs relevés numérotés suivant une série continue. Tous les relevés seront récapitulés dans un bordereau (modèle B ci-annexé) qui devra indiquer, par chapitre, le montant total des ordonnancements ou mandatements intervenus du 1er janvier 1955 jusqu'au 20 janvier 1956 sur le budget de l'année 1955.

Au début du mois de janvier 1956, les ordonnateurs secondaires adresseront au comptable assignataire un exemplaire de chacun des relevés *au fur et à mesure de leur établissement*.

Dans un délai aussi court que possible après le 20 janvier 1956, ils enverront, en trois exemplaires, le bordereau récapitulatif au comptable assignataire.

Ce dernier aura à s'assurer que le montant des ordonnancements ou des mandatements indiqués pour mémoire sur le bordereau correspond aux dépenses constatées dans ses écritures. Toute discordance devra être signalée directement au contrôleur des dépenses engagées.

Après visa, le comptable assignataire enverra deux exemplaires du bordereau récapitulatif à l'ordonnateur secondaire qui les fera parvenir à son administration centrale après y avoir joint les relevés correspondants, également en deux exemplaires.

Les ordonnateurs primaires remettront au contrôleur des dépenses engagées, le 10 février 1956 au plus tard, un exemplaire des relevés et du bordereau établis par leur service de comptabilité centrale et par chacun des ordonnateurs secondaires relevant de leur autorité avec un état récapitulatif des bordereaux (ceux des ordonnateurs secondaires et celui de l'administration centrale) faisant apparaître, par chapitre, le total des engagements non exécutés ou non suivis d'ordonnancement ou de mandatement et indiquant, pour mémoire, le montant des ordonnancements ou mandatements intervenus du 1er janvier 1955 au 20 janvier 1956.

Les contrôleurs des dépenses engagées s'assurent après rapprochement avec leur propre comptabilité que le montant des engagements accusés par l'état récapitulatif et ajouté à celui des ordonnancements ou mandatements n'excède pas les autorisations budgétaires.

Les instructions ultérieures indiqueront comment les engagements faisant l'objet des relevés seront repris dans la comptabilité administrative de l'année 1956.

D'ores et déjà, il est précisé que les ordonnances ou mandats émis sur l'exercice 1956 en exécution desdits engagements pris en 1955 devront porter une référence au relevé et indiquer le numéro d'ordre de l'engagement porté sur ce relevé.

Enfin, j'appelle votre attention sur le fait que, dans le cas où l'ordonnateur secondaire n'assume pas également les fonctions d'administrateur, c'est-à-dire n'a pas qualité pour engager les dépenses, les fonctionnaires des services extérieurs chargés de cette fonction devront recevoir de votre part les instructions nécessaires pour mettre l'ordonnateur secondaire, avec lequel ils sont en rapport, en mesure de tenir la comptabilité des engagements visés par l'article 8 du décret et d'établir les relevés prévus par le présent paragraphe.

L'insertion de la présente lettre au *Journal officiel* permettra à l'ensemble des services ordonnateurs d'avoir connaissance des premières mesures d'application qu'appelle le décret du 14 novembre 1955.

Je vous serais obligé de bien vouloir adresser de toute urgence aux services ordonnateurs dépendant de votre autorité les commentaires que vous jugeriez utile de leur donner au sujet de ces mêmes mesures. J'attacherais du prix à recevoir copie en deux exemplaires de ces commentaires sous le timbre de la direction du budget, 3e bureau.

Par ailleurs, je vous prie de bien vouloir examiner d'urgence toutes difficultés d'application qui pourraient se présenter et, si besoin est, de prendre immédiatement contact, sans recourir aux correspondances officielles, avec M. le chef du 3e bureau de la direction du budget.

GILBERT-JULES.

MINISTERE
de .....
—
ORDONNATEUR SECONDAIRE:
.....
—
Relevé n° .....

MODÈLE A

**Dépenses supérieures à 500.000 F engagées sur les crédits du budget de 1955 et non ordonnancées au 20 janvier 1956.**

| NUMÉRO du chapitre. | LIBELLÉ du chapitre | DÉSIGNATION du créancier. | OBJET de l'engagement. | NUMÉRO de l'engagement (1). | DATE de l'engagement. | MONTANT de l'engagement. | TOTAL par chapitre. | MONTANT de l'ordonnancement (2). | DATE de l'ordonnancement (2). | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 |
| | | | | | | | | | | |
| Total général du relevé..... | | | | | | | | | | |

(1) Suivant une série ininterrompue.
(2) Ces colonnes réservées aux comptables ne peuvent être servies par l'ordonnateur.

MINISTERE
de .....
—
ORDONNATEUR SECONDAIRE:
.....

MODÈLE B

**Bordereau récapitulatif par chapitre des relevés de dépenses supérieures à 500.000 F engagées sur les crédits du budget de 1955 et non ordonnancées au 20 janvier 1956.**

| NUMÉRO du chapitre. | LIBELLÉ du chapitre. | NUMÉRO du relevé. | MONTANT par chapitre et pour chaque relevé. | TOTAL des engagements par chapitre. | MONTANT des ordonnancements par chapitre. | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 |
| | | | | | | |
| Total pour le bordereau (1)..... | | | | | | |

(1) Ce total doit être égal au total des relevés inclus dans le présent bordereau .....

Soit relevé n° 1..... .....
Soit relevé n° 2..... .....
Soit relevé n° 3..... .....
..... .....
Total ..... .....

# MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

## Emplois et effectifs maxima par territoire du personnel du cadre général des mines et des techniques industrielles (chimistes) et du cadre général des géologues de la France d'outre-mer, pour l'année 1955.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 14 novembre 1955, les emplois susceptibles d'être normalement attribués au personnel du cadre général des mines et des techniques industrielles de la France d'outre-mer et au personnel du cadre général des géologues de la France d'outre-mer, ainsi que les effectifs maxima correspondants de ces personnels, compte tenu du personnel en congé, ont été fixés et répartis comme suit pour l'année 1955 dans les territoires de la France d'outre-mer:

A. — NOMBRE DES EMPLOIS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ATTRIBUÉS AU PERSONNEL

I. — *Cadre général des mines de la France d'outre-mer.*

*a)* Service des mines.

Ingénieurs en chef. — Afrique occidentale française: 2; Madagascar: 1; Afrique équatoriale française: 1. Total: 4.

Ingénieurs principaux. — Afrique occidentale française: 6; Madagascar: 2; Cameroun: 2; Afrique équatoriale française: 4; Nouvelle-Calédonie: 1; Togo: 1. Total: 16.

Ingénieurs et ingénieurs adjoints. — Afrique occidentale française: 21; Madagascar: 6; Cameroun: 3; Afrique équatoriale française: 8; Nouvelle-Calédonie: 1; Togo: 2. Total: 41.

*b)* Autres services (hydraulique).

Ingénieurs et Ingénieurs adjoints. — Afrique occidentale française: 2. Total: 2. Total général: 43.

II. — *Cadre général des techniques industrielles (chimistes).*

Ingénieurs en chef. — Afrique équatoriale française: 1. Total: 1.

Ingénieurs principaux. — Afrique occidentale française: 1; Madagascar: 1. Total: 2.

Ingénieurs et ingénieurs adjoints. — Afrique occidentale française: 4; Madagascar: 3; Cameroun: 3; Afrique équatoriale française: 5; Nouvelle-Calédonie: 1. Total: 16.

III. — *Cadre général des géologues.*

Géologues en chef. — Afrique occidentale française: 1; Madagascar: 1; Afrique équatoriale française: 1. Total: 3.

Géologues principaux. — Afrique occidentale française: 4; Madagascar: 4; Cameroun: 1; Afrique équatoriale française: 5. Total: 14.

Géologues et géologues assistants. — Afrique occidentale française: 30; Madagascar: 11; Cameroun: 8; Afrique équatoriale française: 25; Nouvelle-Calédonie: 1. Total: 78.

B. — EFFECTIFS MAXIMA

I. — *Cadre général des mines.*

Ingénieurs en chef. — Afrique occidentale française: 2; Madagascar: 2; Afrique équatoriale française: 1. Total: 5.

Ingénieurs principaux. — Afrique occidentale française: 9; Madagascar: 2; Cameroun: 2; Afrique équatoriale française: 4; Nouvelle-Calédonie: 1; Togo: 1. Total: 19.

Ingénieurs et ingénieurs adjoints. — Afrique occidentale française: 30 (dont 2 détachés au service de l'hydraulique); Madagascar: 7; Cameroun: 4; Afrique équatoriale française: 8; Nouvelle-Calédonie: 1; Togo: 3. Total: 53.

II. — *Cadre général des techniques industrielles (chimistes).*

Ingénieurs en chef. — Néant.

Ingénieurs principaux. — Afrique occidentale française: 1; Madagascar: 2; Afrique équatoriale française: 1. Total: 4.

Ingénieurs et ingénieurs adjoints. — Afrique occidentale française: 4; Madagascar: 3; Cameroun: 3; Afrique équatoriale française: 5; Nouvelle-Calédonie: 1. Total: 16.

III. — *Cadre général des géologues.*

Géologues en chef. — Afrique occidentale française: 1; Madagascar: 1; Afrique équatoriale française: 1. Total: 3.

Géologues principaux. — Afrique occidentale française: 5; Madagascar: 4; Cameroun: 1; Afrique équatoriale française: 4. Total: 14.

Géologues et géologues assistants. — Afrique occidentale française: 58; Madagascar: 14; Cameroun: 12; Afrique équatoriale française: 25; Nouvelle-Calédonie: 1. Total: 91.

## Approbation de comptes du chemin de fer franco-éthiopien (exercices 1949, 1950, 1951 et 1952).

Par arrêtés en date du 17 novembre 1955, le ministre de la France d'outre-mer a approuvé les comptes de premier établissement et les comptes d'exploitation des exercices 1949, 1950, 1951 et 1952 du chemin de fer franco-éthiopien.

## Mise en position de mission en France du haut commissaire de la République à Madagascar et dépendances.

Par arrêté du 18 novembre 1955, M. Soucadaux (Jean-Louis-André), gouverneur général de la France d'outre-mer, haut commissaire de la République à Madagascar et dépendances, est placé dans la position de mission à Paris, pour la période du 21 septembre au 11 octobre 1955, afin de régler diverses questions administratives relatives à Madagascar.

## Administrateurs.

Par arrêté du 28 octobre 1955, M. Colombani (Don-Jean), administrateur en chef de 3e échelon de la France d'outre-mer, délégué à Dakar du gouvernement du Sénégal, est placé dans la position de mission en France pour une durée maximum de trois mois à compter du 9 septembre 1955 afin de régler, en liaison avec les services du département, différentes affaires concernant la circonscription de Dakar.

Par arrêté du 28 octobre 1953, M. Rivière (Jean), administrateur en chef de classe exceptionnelle de la France d'outre-mer, directeur des finances et de la comptabilité du haut commissariat de Madagascar, est placé dans la position de mission en France pour compter du 10 septembre 1955 et pour une durée maximum d'un mois, pour traiter, en liaison avec les services du département, diverses questions financières intéressant le territoire.

Par arrêté du 31 octobre 1955, M. Roux (Lucien), administrateur adjoint, 4e échelon, de la France d'outre-mer, placé dans la position de mission dans la métropole à compter du 26 mars 1955 et jusqu'au 25 septembre 1955 par arrêtés nos 709 du 13 mai 1955 et 1145 du 9 août 1955, est maintenu dans cette position pour une nouvelle période d'un mois à compter du 26 septembre 1955, pour étudier diverses questions intéressant le territoire de Madagascar.

## Administration centrale.

Par arrêté du 23 novembre 1955, Mlle Martynoff (Micheline), employée de bureau dactylographe, 1er échelon, de l'administration centrale du ministère de la France d'outre-mer, est placée en position de service détaché auprès de la caisse de retraites de la France d'outre-mer, pour une période maximum de cinq ans, pour compter du 22 avril 1955.

## Agriculture.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 14 novembre 1955, a été acceptée la démission de son emploi offerte par M. Dartevelle (Jacques), ingénieur de 2e classe, 2e échelon, d'agriculture de la France d'outre-mer.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 17 novembre 1955, M. Fernier (Henri), chef de travaux de laboratoire de 3e classe d'agriculture d'outre-mer, a été placé dans la position de mission au Cameroun pour compter du 8 septembre 1955 et pendant une durée maximum de quinze jours en vue d'étudier la protection du cacaoyer.

## Eaux et forêts.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 14 novembre 1955:

MM. Alba (Paul), inspecteur général des eaux et forêts (3e échelon) de la France d'outre-mer;
Gaudy (Maurice), ingénieur en chef d'agriculture (2e échelon) de la France d'outre-mer;
Charreau (Claude), chef de travaux de laboratoire d'agriculture de 2e classe de la France d'outre-mer,

en service en Afrique occidentale française, ont été placés en position de mission en Golds Coaste, pour compter du 17 octobre 1955 et pour une durée maximum de quinze jours, en vue de se rendre à Kumasi pour assister à la réunion du comité de l'Ouest africain pour la conservation et l'utilisation des sols.

### Inspection des chasses et protection de la faune.

TABLEAU D'AVANCEMENT POUR L'ANNÉE 1955

*Pour la 1re classe du grade d'inspecteur principal.*

M. Quijoux (Pierre), à compter du 1er janvier 1955.

PROMOTION

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 28 octobre 1955, M. Quijoux (Pierre), inspecteur des chasses, a été promu à la 1re classe du grade d'inspecteur principal, pour compter du 1er janvier 1955, tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté (majorations conservées: 10 mois, 8 jours.)

### Office de la recherche scientifique et technique outre-mer.

Par arrêté du 16 novembre 1955, M. Bolton (Henri), chargé de recherches de 3e échelon de l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer, est réintégré dans son cadre d'origine pour compter du 10 octobre 1955.

### Travaux publics.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 17 novembre 1955, a été constatée l'invalidité temporaire au taux de 100 p. 100 de M. Carlotti (Pierre), ingénieur principal des travaux publics de la France d'outre-mer, pour une période de six mois à compter du 5 juillet 1955.

M. Carlotti peut prétendre pendant cette période aux prestations en nature de la sécurité sociale.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 18 novembre 1955, M. Desfossez (Pierre), ingénieur de 3e classe des ponts et chaussées, placé, à compter du 1er octobre 1955, dans la position de service détaché auprès du ministère de la France d'outre-mer, a été, pour compter de la même date, classé dans le cadre général des travaux publics de la France d'outre-mer au grade d'ingénieur principal de 3e classe (2e échelon) en conservant dans la classe une ancienneté civile d'un an.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 17 novembre 1955, M. Gerber (Sébastien-Charles), docteur ès sciences physiques de l'université de Toulouse, a été nommé, en application de l'article 16-B-2° du décret du 15 juillet 1944, modifié par les décrets n° 45-1543 du 11 juillet 1945 et n° 49-725 du 30 mai 1949, dans le cadre général des travaux publics de la France d'outre-mer, au grade d'ingénieur adjoint de 1re classe, pour compter du 11 février 1955.

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

### Liste d'admission au concours d'entrée en première année (ingénieurs) à l'école technique supérieure du laboratoire.

Les candidats par ordre de mérite dont les noms suivent ont été admis au concours d'entrée en première année (ingénieurs) de l'école technique supérieure du laboratoire, établissement reconnu par l'Etat, 95, rue du Dessous-des-Berges, à Paris (13e) (session octobre 1955) :

1 De Bruchard (Jean).
2 Toupillier (Louis).
3 Budillon (François).
4 Morin (Denise).
5 Porte (Janine).
6 Foret (Jacques).
7 Gaillard (Roger).
8 Gruber (Michèle).
9 Jarry (Yves).
10 Soulas (Françoise).
11 Schram (Rose-Marie).

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

### Décret du 22 novembre 1955 autorisant la chambre de commerce de Morlaix à contracter un emprunt.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, du ministre de l'industrie et du commerce, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu la loi du 9 avril 1898 sur l'organisation des chambres de commerce;

Vu la loi du 22 février 1941 concernant la perception de taxes locales de péages dans les ports maritimes et le décret du 26 avril 1941 pris pour l'application de cette loi;

Vu le décret du 5 décembre 1907 qui a institué des taxes de péages au port de Morlaix au profit de la chambre de commerce de cette ville;

Vu les textes qui ont modifié le tarif de ces péages et, notamment, l'arrêté du 25 octobre 1955 qui a relevé le taux de ces péages et a affecté le produit de ces taxes aux travaux de rétablissement des profondeurs du port et de l'avant-port de Morlaix, approuvés par décision ministérielle du 8 avril 1955;

Vu la délibération du 23 avril 1955 par laquelle la chambre de commerce de Morlaix a demandé l'autorisation de contracter un emprunt de 5.850.000 F sous la garantie des péages en cause,

Décrète:

Art. 1er. — La chambre de commerce de Morlaix est autorisée à contracter un emprunt de 5.850.000 F en vue du financement des travaux de rétablissement des profondeurs du port et de l'avant-port de Morlaix.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être conclu, et réalisé en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement, auprès de la caisse des dépôts et consignations, du Crédit foncier de France ou de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de tout autre établissement public régulièrement autorisé.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans un délai maximum de trente ans.

Si l'emprunt est réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, le taux réel de l'intérêt, compte tenu du prix d'émission, ne pourra en aucun cas être supérieur à celui qui résulte du taux nominal d'intérêt pratiqué par la caisse des dépôts et consignations au moment de la passation du contrat et d'une anticipation de trois mois des versements contractuels appliquée à un emprunt remboursable par semestrialités.

Si l'emprunt est réalisé par voie de souscription publique, les conditions de l'émission devront être soumises au ministre des finances et des affaires économiques.

Il sera fait face au service d'intérêt et d'amortissement dudit emprunt au moyen du produit des péages perçus au port de Morlaix, au profit de la chambre de commerce de cette ville.

Art. 2. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'industrie et du commerce et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 novembre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,*
EDOUARD CORNIGLION-MOLINIER.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
PIERRE PFLIMLIN.

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
ANDRÉ MORICE.

### Affectation provisoire au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme de la casemate « C », à Avesnes-sur-Helpe (Nord).

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu le décret n° 49-1313 du 27 septembre 1949 relatif à l'affectation des immeubles domaniaux ou détenus en jouissance à un titre quelconque par l'Etat, modifié par le décret n° 53-1091 du 5 novembre 1953;

Vu l'adhésion du ministre de la défense nationale et des forces armées (guerre) en date du 7 juillet 1955;

Vu l'avis favorable émis par la commission centrale de contrôle des opérations immobilières au cours de sa séance du 12 octobre 1955,

Arrêtent:

Art. 1er. — Sont affectés à titre provisoire au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme (direction des routes et de la circulation routière), pour les besoins du service ordinaire des ponts et chaussées de l'arrondissement d'Avesnes, la casemate « C » de la place d'Avesnes, située rue des Crapauds et rue Saint-Louis, à Avesnes-sur-Helpe, ainsi que le terrain en dépendant et le hangar métallique édifié sur ce terrain, le tout d'une superficie de 40 ares 22, dont 14 ares 10 bâtis, tels que ces immeubles sont figurés sur le plan annexé.

Art. 2. — Le directeur des routes au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme et le chef du service des domaines au secrétariat d'Etat aux finances et aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 novembre 1955.

*Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,*

Pour le ministre et par délégation:

*Le directeur du cabinet,*

HENRI ZIEGLER.

*Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:

*Le directeur général des impôts,*

ROBERT BLOT.

**Taux de la redevance à percevoir sur les aéroports de la métropole pour l'usage des installations aménagées pour la réception des passagers.**

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'industrie et du commerce et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu le décret n° 53-893 du 24 septembre 1953 relatif au régime juridique, administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, et notamment ses articles 18, 24 et 26;

Vu le décret n° 54-528 du 25 avril 1954 fixant la liste des redevances soumises à une réglementation établie par arrêté interministériel;

Vu l'arrêté interministériel du 11 octobre 1954 réglementant les conditions d'établissement et de perception des redevances d'usage des installations aménagées sur les aéroports pour la réception des passagers et des marchandises;

Vu les avis du conseil supérieur de l'aviation marchande en date du 30 avril et du 29 juillet 1955,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les taux de la redevance à percevoir sur les aéroports de la métropole pour l'usage des installations aménagées pour la réception des passagers sont fixés comme suit:

Passagers à destination:

| | |
|---|---|
| D'un autre aéroport de la métropole | 300 F. |
| D'un aéroport situé en Europe, en Algérie, en Tunisie et au Maroc | 400 |
| De tous autres aéroports | 1.200 |

Art. 2. — Les enfants et les autres passagers bénéficiant d'une réduction au moins égale à 90 p. 100 sur le prix du billet normal sont exemptés de la redevance.

Art. 3. — Les enfants et les autres passagers bénéficiant d'une réduction comprise entre 90 p. 100 et 50 p. 100 du prix du billet normal sont assujettis à la redevance au taux réduit de 50 p. 100.

Art. 4. — La date de mise en vigueur de la redevance est fixée pour chaque aéroport par décision du ministre chargé de l'aviation marchande prise, le cas échéant, après avis de l'exploitant de l'aéroport.

Art. 5. — Sont abrogés:

L'arrêté du 12 octobre 1954 fixant les taux de la redevance sur les passagers à percevoir par l'aéroport de Paris;

L'arrêté du 12 octobre 1954 fixant les taux de la redevance sur les passagers à percevoir sur l'aéroport de Marseille-Marignane;

L'arrêté du 12 octobre 1954 fixant les taux de la redevance sur les passagers à percevoir sur l'aéroport de Bordeaux-Mérignac;

L'arrêté du 25 octobre 1954 en tant qu'il fixe les taux de la redevance sur les passagers à percevoir sur les aéroports de Calais-Marck, Cherbourg-Maupertus et le Touquet-Paris-Plage;

L'arrêté du 28 mai 1955 fixant les taux de la redevance sur les passagers à percevoir sur l'aéroport de Biarritz-Bayonne-Anglet;

L'arrêté du 28 mai 1955 fixant les taux de la redevance sur les passagers à percevoir sur l'aéroport de Nice-le Var;

L'arrêté du 23 juillet 1955 fixant les taux de la redevance sur les passagers à percevoir sur l'aéroport de Toulouse-Blagnac;

L'arrêté du 23 juillet 1955 en tant qu'il fixe les taux de la redevance sur les passagers à percevoir sur l'aéroport de Nantes-Château-Bougon.

Art. 6. — Le secrétaire général à l'aviation civile et commerciale au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 novembre 1955.

*Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,*

ÉDOUARD CORNIGLION-MOLINIER.

*Le ministre de l'intérieur,*

Pour le ministre et par délégation:

*Le secrétaire général du ministère de l'intérieur,*

RENÉ PAIRA.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*

Pour le ministre et par délégation:

*Le directeur du cabinet,*

PIERRE BESSE.

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*

Pour le ministre et par délégation:

*Le directeur du cabinet,*

RENÉ TERREL.

*Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,*

GILBERT-JULES.

**Date d'application des redevances à percevoir pour l'usage des installations aménagées pour les passagers dans certains aéroports**

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu l'arrêté du 12 novembre 1955 fixant les taux de la redevance à percevoir sur les aéroports de la métropole pour l'usage des installations aménagées pour la réception des passagers, et notamment son article 4,

Décide:

Art. 1er. — Les dispositions de l'arrêté du 12 novembre 1955 susvisé entreront en vigueur à dater de la publication de la présente décision pour les aéroports suivants:

Biarritz-Bayonne-Anglet, Bordeaux-Mérignac, Calais-Marck, Cherbourg-Maupertus, le Touquet-Paris-Plage, Marseille-Marignane, Nantes-Château-Bougon, Nice-Côte-d'Azur, Toulouse-Blagnac, aérodromes dépendant de l'aéroport de Paris.

Art. 2. — Les dispositions de l'arrêté susvisé entreront en vigueur le 1er janvier 1956 pour les aéroports de: Beauvais-Tille, Perpignan-Llabanère, Strasbourg-Entzheim.

Fait à Paris, le 12 novembre 1955.

ÉDOUARD CORNIGLION-MOLINIER.

## MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

**Prorogation de la validité d'un permis d'exploitation de minerai d'uranium.**

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la pétition en date du 2 juin 1955, présentée par M. Guillaumat, administrateur général, délégué du Gouvernement, agissant au nom et pour le compte du commissariat à l'énergie atomique dont le siège est à Paris (7e), 69, rue de Varenne, à l'effet d'obtenir le renouvellement du permis d'exploitation de minerai d'uranium et substances radioactives connexes qui lui a été accordé par arrêté ministériel du 31 décembre 1952;

Vu le mémoire exposant les travaux effectués, et les plans produits à l'appui de la pétition;

Vu les rapports et avis des ingénieurs des mines en date des 12 et 15 juillet 1955;

Vu l'avis du préfet de Saône-et-Loire en date du 8 août 1955 et l'avis du préfet de la Nièvre en date du 19 juillet 1955;

Vu l'avis du conseil général des mines en date du 3 novembre 1955;

Vu le décret-loi n° 55-590 du 20 mai 1955 relatif aux permis d'exploitation de mines, notamment son article 9;

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 1952, publié au *Journal officiel* du 11 janvier 1953, accordant au commissariat à l'énergie atomique un permis d'exploitation de minerai d'uranium et substances radioactives connexes portant sur le territoire des communes de Gruny, Cressy-sur-Somme, Marly-sous-Issy, Issy-l'Evêque, Cuy, Sainte-Radegonde (arrondissement d'Autun, Saône-et-Loire), Uxeau, la Chapelle-au-Mans, Neuvy-Grandchamp (arrondissement de Charolles, Saône-et-Loire), Tazilly, Luzy (arrondissement de Château-Chinon, Nièvre);

Sur la proposition du directeur des mines et de la sidérurgie,

Arrête:

Art. 1er. — Est prorogée de cinq années la durée de validité du permis d'exploitation de minerai d'uranium et substances radioactives connexes accordé au commissariat à l'énergie atomique par l'arrêté ministériel susvisé du 31 décembre 1952, publié au *Journal officiel* du 11 janvier 1953.

Art. 2. — Le directeur des mines et de la sidérurgie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* et affiché par les soins des préfets et aux frais du titulaire du permis dans les communes sur lesquelles porte ledit permis.

Fait à Paris, le 21 novembre 1955.

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
RENÉ TERREL.

## Comité de coordination de la recherche industrielle.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu l'arrêté du 30 avril 1954 créant le comité de coordination de la recherche industrielle,

Arrête:

Art. 1er. — Le nombre des membres du comité de coordination de la recherche industrielle, qui avait été fixé à douze aux termes des dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 30 avril 1954, est porté à treize.

Art. 2. — L'inspecteur général chargé de la recherche technique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 novembre 1955.

Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
RENÉ TERREL.

Par arrêté du 21 novembre 1955, M. Dumesnil, représentant le président du conseil supérieur de la recherche scientifique et du progrès technique, est nommé membre du comité de coordination de la recherche industrielle.

## Commission des marchés de Gaz de France.

Par arrêté du 22 novembre 1955, M. Rerolle (Edouard), ingénieur en chef des mines, est nommé rapporteur général de la commission des marchés de Gaz de France, en remplacement de M. Jacquelin (Claude).

## Administrateurs civils.

TABLEAU D'AVANCEMENT DE CLASSE RÉTROACTIF

**Année 1953.**

*Pour la classe exceptionnelle.*

M. Brunier (Maxime).

*Pour la 1re classe.*

M. Nehlil (Pierre).

*Pour la 2e classe.*

MM. Gauthier (André), Lebeschu (Louis).

PROMOTIONS

Par arrêté du 23 novembre 1955:

M. Brunier (Maxime), administrateur civil de 1re classe, 3e échelon, est, compte tenu d'un reliquat de majoration d'ancienneté pour services militaires de 10 mois 23 jours à la date du 21 juillet 1952, nommé administrateur civil de classe exceptionnelle (indice 630) le 28 août 1953.

M. Nehlil (Pierre), administrateur civil de 2e classe, 3e échelon, est, compte tenu d'un reliquat de majoration d'ancienneté pour services militaires de 4 mois 25 jours à la date du 21 juillet 1952, nommé administrateur civil de 1re classe, 1er échelon (indice 525), le 26 février 1953.

M. Gauthier (André), déjà nommé par arrêté du 2 février 1954 administrateur civil de 2e classe, 1er échelon (indice 440), le 14 octobre 1953, est, compte tenu d'une majoration d'ancienneté pour services militaires de 1 mois 29 jours, accordée le 21 juillet 1952, nommé à cette classe et à cet échelon le 15 août 1953.

M. Lebeschu (Louis), promu administrateur civil de 2e classe, 4e échelon, le 23 novembre 1952, compte tenu d'une majoration d'ancienneté pour services militaires de 1 mois 29 jours, est nommé administrateur civil de 2e classe, 1er échelon (indice 440), le 28 novembre 1953.

## Administration centrale.

Par arrêté du 23 novembre 1955, Mme North (Lydie), adjoint administratif de classe exceptionnelle au ministère de l'industrie et du commerce, est détachée, pour la période du 1er août 1955 au 31 janvier 1956, auprès des mines domaniales de potasse d'Alsace, en qualité de secrétaire comptable.

Par arrêté du 23 novembre 1955, Mme Rieunier (Simone), secrétaire d'administration de 2e classe, 3e échelon, au ministère de l'industrie et du commerce, est détachée auprès du ministère de la France d'outre-mer pour une nouvelle période de cinq ans, à compter du 1er août 1955, pour continuer ses services auprès du haut commissariat de la République française à Madagascar.

## Mines.

Par arrêté en date du 18 novembre 1955, les ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat (mines) dont les noms suivent, inscrits au tableau d'avancement pour l'année 1955, sont promus:

*A la 2e classe du grade d'ingénieur.*

MM. Herenguel (Roland); Troutot (Louis) (service détaché), à compter du 4 octobre 1955.

M. Joly (Valentin), à compter du 27 octobre 1955.

MM. Dufour (René); Doudon (Roger), à compter du 12 décembre 1955.

*A la 3e classe du grade d'ingénieur.*

MM. Gavronski (Roman); Siegemund (Emile), à compter du 17 novembre 1955.

M. Mira (Henri) (service détaché), à compter du 13 décembre 1955.

*A la 4e classe du grade d'ingénieur.*

M. Pedel (Jean), à compter du 24 octobre 1955.

M. Soubeyrand (Louis), à compter du 25 décembre 1955.

M. Michon (Henri), à compter du 31 décembre 1955.

*A la 1re classe du grade d'ingénieur adjoint.*

M. Mauri (Jean) (service détaché), compte tenu d'un reliquat d'ancienneté de 1 an 10 mois et 28 jours pour services militaires, à compter du 17 octobre 1955.

*A la 2e classe du grade d'ingénieur adjoint.*

M. Cuilleret (Roger), à compter du 8 octobre 1955.

*A la 3e classe du grade d'ingénieur adjoint.*

MM. Gragez (Marcel), compte tenu d'une bonification d'ancienneté de 1 an et 5 mois pour services militaires; Rogez (Camille) (service détaché), à compter du 1er décembre 1955.

## INFORMATION

### Décret du 26 novembre 1955 nommant le président directeur général et le président directeur général honoraire de la Société nationale des entreprises de presse.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce, chargé de l'information, et du ministre des finances et des affaires économiques;

Vu la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, ensemble la loi n° 54-782 du 2 août 1954 tendant à modifier certaines dispositions de ladite loi du 11 mai 1946;

Vu le décret n° 46-1528 du 16 juin 1946 portant règlement d'administration publique pour l'organisation et le fonctionnement de la Société nationale des entreprises de presse;

Vu les présentations faites par application de l'article 1er du décret du 16 juin 1946 précité;

Vu la proposition faite par le conseil d'administration de la Société nationale des entreprises de presse et tendant à ce que l'honorariat soit conféré à M. Chavanon,

Décrète:

Art. 1er. — M. Mollin (Jean), maître des requêtes au conseil d'Etat, est nommé président directeur général de la Société nationale des entreprises de presse, en remplacement de M. Chavanon (Christian), qui est déchargé de ses fonctions sur sa demande et qui est nommé président directeur général honoraire.

Art. 2. — Le ministre de l'industrie et du commerce, chargé de l'information, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 novembre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'industrie et du commerce, chargé de l'information,*
ANDRÉ MORICE.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
PIERRE PFLIMLIN

*Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,*
GILBERT-JULES.

### Commission mixte de protection des réceptions de radiodiffusion et de télévision.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu le décret n° 48-1947 du 27 décembre 1948, modifié par le décret n° 49-485 du 11 avril 1949 et par le décret n° 52-658 du 6 juin 1952, instituant à l'administration de la radiodiffusion-télévision française une commission mixte de protection des réceptions de radiodiffusion et de télévision;

Vu l'arrêté du 7 mai 1955 fixant au 10 mai 1955 la date d'expiration des pouvoirs des membres de la commission mixte de protection des réceptions de radiodiffusion et de télévision, précédemment nommés,

Arrête:

Art. 1er. — Sont nommés membres de la commission mixte de protection des réceptions de radiodiffusion et de télévision:

*En qualité de représentants de la radiodiffusion-télévision française.*

M. Leschi, directeur des services techniques.
M. Tardas, directeur des services généraux.
M. Barroux, chef des services de l'exploitation.
M. Barre, chef du service de la réception.

*En qualité de représentant du ministère de la justice.*

M. Deliel, président de chambre à la cour d'appel de Paris.

*En qualité de représentants du ministère de l'industrie et du commerce.*

M. Duffaut, inspecteur général des ponts et chaussées, chef du service technique de l'énergie électrique et des grands barrages.
M. Lapeyre, chef du service des constructions électriques, direction des industries mécaniques et électroniques.

*En qualité de représentant du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.*

M. Julien, ingénieur en chef des ponts et chaussées.

*En qualité de représentant du ministère de la défense nationale.*

M. Lacoste, ingénieur militaire en chef près la direction des études et fabrication d'armements.

*En qualité de représentant d'Electricité de France.*

M. Paimbœuf, chef de la division transmission à la direction de l'exploitation.

*En qualité de représentants des constructeurs de matériels et d'installations électriques.*

M. Guibert, délégué du syndicat général de la construction électrique.
M. Satche, ingénieur de la société Alsthom.

*En qualité de représentants des industries radio-électriques.*

M. Marty, délégué général de la fédération nationale des syndicats des industries radio-électriques et électroniques.
M. Simmler, président du syndicat des constructeurs français de condensateurs électriques fixes.

*En qualité de représentant des constructeurs automobiles.*

M. Langlois-Meurinne, secrétaire général de la chambre syndicale des constructeurs d'automobiles et représentants de la fédération nationale de l'automobile, du cycle, du motocycle et des activités qui s'y rattachent.

*En qualité de représentant de l'Union technique de l'électricité.*

M. Lange, chef des études techniques de l'Union technique de l'électricité.

*En qualité de représentants des usagers de la radiodiffusion-télévision française.*

M. Jean Balland, 1, rue Papillon, Pomponne (Seine-et-Oise).
M. André Dasté, 6, rue Ernest-Barsot, Bordeaux (Gironde).

Art. 2. — Les membres de la commission ainsi désignés peuvent, en cas d'empêchement, se faire suppléer dans les conditions suivantes:

*Représentants de la radiodiffusion-télévision française, des ministères de l'industrie et du commerce, des travaux publics, des transports et du tourisme, de la défense nationale.*

Ces représentants sont suppléés de plein droit par les fonctionnaires qui les remplacent normalement dans l'exercice de leurs fonctions.

*Représentant du ministère de la justice.*

M. Joubrel, magistrat à l'administration centrale (direction des affaires civiles et du sceau).

*Représentants d'Electricité de France.*

M. Chevallier, adjoint au chef de la division transmission, service des transports d'énergie.
M. Morisseau, chef du département technique à la direction de la distribution.

*Représentants des constructeurs de matériels et d'installations électriques.*

M. Michoudet, chef adjoint du service technique du syndicat général de la construction électrique, suppléant de M. Guibert.
M. Lacroix, ingénieur à la Compagnie électro-mécanique, suppléant de M. Satche.

*Représentants des industries radio-électriques.*

M. Aujames, ingénieur près la fédération nationale des syndicats des industries radio-électriques et électroniques, suppléant de M. Marty.
M. Embasaygues, propriétaire des établissements Embasaygues, suppléant de M. Simmler.

*Représentant des constructeurs d'automobiles.*

M. Martin, chef de service à la chambre syndicale des constructeurs d'automobiles.

*Représentant de l'Union technique de l'électricité.*

M. de Souza, ingénieur à l'Union technique de l'électricité.

*Représentants des usagers.*

M. Lucien Chamaleix, 33, boulevard des Batignolles, Paris (17e).
M. Yves Berducou, 148, rue de Saussure, Paris (17e)

Art. 3. — Les nominations effectuées aux articles 1er et 2 du présent arrêté sont valables pour une période de deux années.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 novembre 1955.

Pour le ministre et par délégation :
*Le conseiller technique*
*délégué auprès des services d'information,*
HENRI CARRIER.

## MINISTERE DE L'AGRICULTURE

### Décret du 26 novembre 1955 concernant l'encépagement et le degré alcoolique de certaines appellations contrôlées de la Gironde.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la loi modifiée et complétée du 1er août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles;

Vu la loi modifiée et complétée du 6 mai 1919 sur la protection des appellations d'origine;

Vu les articles 20 et suivants du décret du 30 juillet 1935 relatif au marché du vin et au régime économique de l'alcool;

Vu la loi du 13 janvier 1938 complétant les dispositions du décret du 30 juillet 1935 sur les appellations contrôlées, modifiée par la loi du 3 avril 1942;

Vu le décret du 3 avril 1942, complété par le décret du 21 avril 1948;

Vu les décrets pris en application de l'article 21 du décret du 30 juillet 1935 définissant les conditions de contrôle des vins à appellation contrôlée;

Vu le décret du 8 novembre 1955 concernant l'encépagement et le degré alcoolique de certaines appellations contrôlées de la Gironde;

Vu la délibération de l'institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie en date du 10 mai 1955 et du 6 juillet 1955,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 2 du décret du 8 novembre 1955 concernant l'encépagement et le degré alcoolique de certaines appellations contrôlées de la Gironde est abrogé.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 novembre 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre de l'agriculture,*
JEAN SOURBET.

### Concours pour le recrutement d'un maître de conférences à l'école nationale vétérinaire de Lyon.

Par arrêté du 4 novembre 1955, un concours pour le recrutement d'un maître de conférences attaché à la chaire de maladies contagieuses à l'école nationale vétérinaire de Lyon est ouvert le 20 février 1956 à cet établissement.

Les demandes des candidats devront parvenir avant le 1er février 1956 au ministère de l'agriculture, 78, rue de Varenne, Paris (7e) (direction de la production agricole, gestion des services extérieurs).

### Ouverture de crédits sur exercice clos.

Par arrêté interministériel en date du 7 novembre 1955, il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer sur exercice clos 1952, un crédit spécial de 8.977.905 F, montant de nouvelles créances constatées sur cet exercice.

### Eaux et forêts.

Par arrêté en date du 10 novembre 1955, les chefs de district des eaux et forêts dénommés ci-après sont mutés, sur leur demande, en la même qualité, aux postes indiqués ci-dessous:

M. Gout (Pierre), à Bracon (Jura), maison forestière de Plaisance, district n° 8, inspection des eaux et forêts de Poligny, est affecté à Saint-Germain-de-Calberte (Lozère), maison forestière de Saint-Germain-de-Calberte, district n° 15, inspection des eaux et forêts de Mende-Est.

M. Trichard (Henri), à Langeac (Haute-Loire), district n° 8, inspection des eaux et forêts du Puy, est affecté à Brie-de-la-Rochefoucauld (Charente), maison forestière du Lac-Français, district n° 16, inspection des eaux et forêts d'Angoulême.

Les agents techniques des eaux et forêts dénommés ci-après sont mutés, sur leur demande, en la même qualité, aux postes indiqués ci-dessous:

M. Aniort (Mathieu), à Lapradelle-Puilaurens (Aude), maison forestière du Prat-del-Rey, triage n° 50, inspection des eaux et forêts de Quillan, est affecté à Mijanès (Ariège), triage n° 17, inspection des eaux et forêts de Foix-Sud.

M. Belin (Henri), à Argilly (Côte-d'Or), maison forestière d'Argilly, triage n° 141, inspection des eaux et forêts de Beaune, est affecté à Broin (Côte-d'Or), triage n° 145, inspection des eaux et forêts de Beaune.

M. Berdot (Simon), à Gerde (Hautes-Pyrénées), triage n° 94, inspection des eaux et forêts de Tarbes-Arreau, est affecté à Adé (Hautes-Pyrénées), triage n° 71, inspection des eaux et forêts de Tarbes-Argelès.

M. Chevaleyre (Jean-Marie), à Saint-Anthème (Puy-de-Dôme), triage n° 53, inspection des eaux et forêts de Clermont-Ferrand-Est, est affecté à Blomard (Allier), maison forestière du Vieux-Château, triage n° 8, inspection des eaux et forêts de Moulins.

M. Germain (François), à Mégevelle (Haute-Savoie), triage n° 37, inspection des eaux et forêts de Bonneville, est affecté à Saint-André-Val-de-Fier (Haute-Savoie), triage n° 9, inspection des eaux et forêts d'Annecy.

M. Guiboux (Fernand), à Lande-de-Goult (Orne), maison forestière de la Gâtine, triage n° 20, inspection des eaux et forêts d'Alençon, est affecté à Pisseleux (Aisne), maison forestière de Morleferl, triage n° 31, inspection des eaux et forêts de Villers-Cotterets.

M. Husser (Marcel), à Gresswiller (Bas-Rhin), maison forestière communale de Schweinspferch, triage n° 158, inspection des eaux et forêts d'Obernai, est affecté à Andlau (Bas-Rhin), maison forestière d'Andlau, triage n° 172, inspection des eaux et forêts d'Obernai.

M. Marchal (René), à Abbeville (Meurthe-et-Moselle), triage n° 20, inspection des eaux et forêts de Briey, est affecté à Longuyon (Meurthe-et-Moselle), maison forestière de Villancy, triage n° 2, inspection des eaux et forêts de Briey.

M. Maluchet (Edme), à Montigny-le-Roi (Haute-Marne), triage n° 87, inspection des eaux et forêts de Langres, est affecté à Ageville (Haute-Marne), maison forestière d'Ageville, triage n° 61, inspection des eaux et forêts de Chaumont.

M. Rivière (Hervé), à Saint-Denis (Réunion), maison forestière du Brûlé, triage n° 4, inspection des eaux et forêts de Saint-Denis, est affecté à Saint-Paul (Réunion), Bois de Nefles, triage n° 35, inspection des eaux et forêts de Saint-Denis.

M. Wavrant (Eugène), à Buironfosse (Aisne), triage n° 2, inspection des eaux et forêts de Lyon, est affecté à Vaux-les-Palameix (Meuse), maison forestière de Vaux-les-Palameix, triage n° 91, inspection des eaux et forêts de Verdun-Est.

Additif au *Journal officiel* du 10 novembre 1955, page 11078, *b*) Candidats bénéficiaires de la législation sur les emplois réservés, entre M. Duprat et M. Michel, lire:

« D-83 M. Gerard (Lucien-Jean), à la Ferté (Ardennes), est nommé agent technique des eaux et forêts de 1re échelon à Signy-le-Petit (Ardennes), triage n° 37, inspection des eaux et forêts de Mézières ».

Rectificatif au *Journal officiel* du 10 novembre 1955: page 11078, 1re colonne, 23e ligne, au lieu de: « Par arrêté en date du 26 octobre 1955, M. Dufour (Marcel), agent technique stagiaire des eaux et forêts de Reims, etc. », lire: « Par arrêté en date du 26 octobre 1955, M. Dufour (Marcel), agent technique stagiaire des eaux et forêts à Louvois (Marne), triage n° 83 de l'inspection des eaux et forêts de Reims, etc. ».

### Ecoles nationales d'agriculture.

Par arrêté du 18 novembre 1955, M. Duplan (Jean-Marie), ingénieur agricole, diplômé de l'école nationale supérieure des sciences agronomiques appliquées, a été nommé assistant de zootechnie stagiaire à l'école nationale d'agriculture de Grignon, à compter du 1er novembre 1955, à la suite des résultats du concours sur titres et sur épreuves ouvert le 17 octobre 1955.

### Ecoles nationales vétérinaires.

Par arrêté du 4 novembre 1955, M. Bost, chef de travaux agrégé à l'école nationale vétérinaire de Lyon, est muté d'office et dans l'intérêt du service, en la même qualité, à l'école nationale vétérinaire de Toulouse, à compter du 1er octobre 1955.

Par arrêté du 8 novembre 1955, M. Ravaud (Marc) est nommé assistant rétribué à l'école nationale vétérinaire de Toulouse pour la durée de l'année scolaire 1955-1956, à compter du 1er octobre 1955.

### Enseignement ménager agricole.

Par arrêté du 23 novembre 1955, Mlle Deslandes (Simone), professeur d'école ménagère agricole de 6e classe, est placée en service détaché pour une nouvelle période allant du 1er février 1953 au 30 septembre 1955 en vue de remplir les fonctions de professeur d'enseignement ménager agricole au centre pénitentiaire de Doullens (Somme).

Par arrêté du 23 novembre 1955, Mlle Deville (Marguerite), professeur d'école ménagère agricole de 6e classe, est placée en service détaché pour une nouvelle période de 7 mois à compter du 1er mars 1956 en vue de remplir les fonctions de professeur d'enseignement ménager agricole au centre pénitentiaire de Doullens (Somme).

### Services vétérinaires.

Par arrêté du 4 novembre 1955, M. Rolet, directeur des services vétérinaires, est muté, d'office et dans l'intérêt du service, de la direction des services vétérinaires de la Loire à la direction des services vétérinaires du Rhône, à compter du 12 juillet 1956.

### Circulaire du 17 novembre 1955 concernant l'immatriculation des fruitières, des ramasseurs et des ateliers de traitement du lait, en application du décret du 21 mai 1955 relatif aux laits destinés à la consommation humaine.

*Le ministre de l'agriculture à Messieurs les préfets.*

Le décret n° 55-771 du 21 mai 1955 relatif aux laits destinés à la consommation humaine prévoit dans ses articles 5 et 11 que les fruitières et les ramasseurs, d'une part, les exploitants d'atelier de traitement du lait, d'autre part, doivent faire une déclaration conforme au modèle réglementaire annexé au décret.

Le préfet qui reçoit la déclaration délivre à chaque intéressé un récépissé indiquant le numéro d'immatriculation qui lui est affecté.

J'ai l'honneur de vous adresser les instructions suivantes en ce qui concerne les déclarations et les immatriculations dont il s'agit.

1° *Ateliers de traitement du lait.*

Les ateliers visés sont ceux qui mettent en vente pour la consommation humaine des laits ayant subi un traitement de pasteurisation ou tout autre traitement approuvé dans les conditions fixées par le dernier paragraphe de l'article 6 du décret précité.

Les exploitants de ces ateliers doivent souscrire une déclaration selon le modèle publié au *Journal officiel* du 18 juin 1955 et fournir les pièces prévues. Ces documents sont envoyés avant la mise en service de l'atelier à la préfecture du département dans lequel il est situé.

Dans le cas d'ateliers fonctionnant à la date de publication du décret du 21 mai 1955, leurs exploitants doivent faire sans tarder une nouvelle déclaration selon les modalités rappelées ci-dessus. Il va de soi que les numéros d'immatriculation précédemment affectés à ces ateliers leur sont réservés.

En ce qui concerne l'immatriculation des nouveaux ateliers, les règles fixées pour le mode d'attribution des numéros par la circulaire du 24 mars 1950 (*Journal officiel* du 5 avril 1950) demeurent toujours en vigueur.

2° *Fruitières et ramasseurs.*

Sont assujettis à la déclaration:

Les fruitières (coopératives fromagères d'un type spécial situées dans les régions de Franche-Comté et de Savoie) vendant directement du lait cru au consommateur dans leur rayon de ramassage;

Les ramasseurs collectant moins de 600 litres de lait par jour chez les producteurs.

En ce qui concerne les personnes physiques ou morales servant à un titre quelconque d'intermédiaire entre le producteur et le consommateur et qui, aux termes de l'article 4 du décret, sont assimilées aux ramasseurs, il conviendra de n'exiger la déclaration que de la part de celles qui s'approvisionnent directement en tout ou en partie en lait cru dans les exploitations agricoles environnantes pour le revendre au consommateur.

La déclaration doit être établie selon le modèle publié au *Journal officiel* du 18 juin 1955 et accompagnée des pièces prévues. Ces documents sont adressés au préfet du département dans lequel est située l'entreprise.

L'attribution du numéro d'immatriculation aux intéressés se fera en s'inspirant des règles fixées à ce sujet en ce qui concerne les ateliers de traitement du lait.

Toutefois, l'enregistrement des entreprises vendant du lait cru sera distinct de celui qui concerne les ateliers de traitement du lait.

Le numéro d'immatriculation affecté aux fruitières et ramasseurs vendant du lait cru sera composé des éléments suivants:

1° L'indicatif du département pris dans le code officiel géographique;

2° La lettre R en caractère majuscule;

3° Un numéro d'ordre commençant au numéro 1.

L'indicatif du département doit être inscrit en premier lieu, la lettre R en deuxième et le numéro d'ordre en troisième lieu. Un tiret séparera d'une part le premier et le deuxième élément, d'autre part le deuxième et le troisième élément du numéro.

*Exemple:* pour un ramasseur du département de l'Yonne, enregistré le quatrième: « 89 — R — 4 — ».

Dans le cas où des récépissés de déclaration auraient déjà été délivrés, il vous appartiendra de modifier les numéros d'immatriculation affectés en suivant les principes ci-dessus énoncés.

Lorsque la vente du lait cru par les fruitières ou par les ramasseurs est effectuée dans d'autres départements, un exemplaire du récépissé de la déclaration revêtu du numéro d'immatriculation attribué devra être envoyé par vos soins à chacun des préfets intéressés.

Enfin vous n'aurez pas à me transmettre les ampliations des récépissés délivrés à ces entreprises qui doivent être conservés au service administratif de la répression des fraudes de votre préfecture pour être tenus à la disposition des divers services de contrôle intéressés, mais je vous invite à continuer à m'adresser sous le timbre du service de la répression des fraudes, 42 *bis*, rue de Bourgogne, Paris (7e), celles qui concernent les ateliers de traitement du lait.

JEAN SCUBBET.

## MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

### Services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre.

Par arrêté du 23 novembre 1955, M. Klein (Ernest), contrôleur de 1e échelon (indice 224) des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre à Alkirch, est placé en position de détachement auprès du ministère de la France d'outre-mer pour une période de cinq ans, à compter du 1er mars 1955, en vue d'exercer les fonctions de chef de l'office de main-d'œuvre de la Côte d'Ivoire (indice 330).

## MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DU LOGEMENT

### Acquisition de terrains situés à Sarralbe (Moselle) et supportant des constructions allemandes.

Par arrêté concerté du ministre de la reconstruction et du logement et du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques en date du 10 novembre 1955, pris en application de l'article 18 de la loi n° 51-650 du 24 mai 1951 prorogé par l'article 30 de la loi n° 53-1324 du 31 décembre 1953, l'acquisition de terrains situés à Sarralbe, écart de Eich (Moselle), et supportant des constructions allemandes, délimités au plan annexé audit arrêté, est déclarée d'utilité publique et urgente.

### Délimitation de terrains favorables à la création de zones d'habitations.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 16 novembre 1955, pris en application des articles 79 à 81 du code de l'urbanisme et de l'habitation et du décret n° 55-121 du 20 janvier 1955 relatifs au fonds national d'aménagement du territoire, les terrains sis sur le territoire de la commune de Revin (Ardennes) délimités au plan annexé audit arrêté sont reconnus favorables à la création d'une zone d'habitations.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 16 novembre 1955, pris en application des articles 79 à 81 du code de l'urbanisme et de l'habitation et du décret n° 55-121 du 20 janvier 1955 relatifs au fonds national d'aménagement du territoire, les terrains sis sur le territoire de la commune de Martigné-Ferchaud (Ille-et-Vilaine) délimités au plan annexé audit arrêté sont reconnus favorables à la création d'une zone d'habitations.

### Revision d'un projet de reconstruction et d'aménagement.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 17 novembre 1955, pris en application du code de l'urbanisme et de l'habitation, la revision du projet de reconstruction et d'aménagement de Cabourg (Calvados), approuvé le 13 avril 1950, est ordonnée.

Cette revision portera sur les points suivants:

A. — Suppression:

1° Du parking n° 2 prévu en bordure des avenues de la Libération, Jean-Mermoz et de Dives;

2° Du parking n° 3 prévu entre les avenues du Roi-Albert-1er et de Dives;

3° De l'espace libre public prévu à l'angle des avenues Pasteur et de Beuzeval;

4° De l'espace libre public prévu entre la promenade de la Terrasse et l'avenue Maréchal-Foch.

B. — Transformation en espace libre public de la réserve n° 7 située en bordure de la Dives et primitivement prévue pour un terrain de camping.

C. — Créations nouvelles. — Recherche d'un emplacement pour parking: 1° près de la poste; 2° rue Pasteur.

D. — Rectification des emprises de la voirie à l'angle des avenues de la Paix et des Dunettes.

E. — Délimitation des servitudes *non ædificandi* au voisinage du dépôt des ordures ménagères.

F. — Programme d'aménagement. — Mise en conformité du programme d'aménagement avec le plan ainsi rectifié.

Jusqu'à l'a probation du projet d'aménagement revisé, les mesures de sauvegarde qui font l'objet des articles 20 à 29 du code de l'urbanisme et de l'habitation sont remises en vigueur sur les parties du territoire de la commune de Cabourg intéressées par les modifications indiquées ci-dessus.

### Administration centrale.

Par arrêté du 23 novembre 1955, M. Beaugrand (Pierre), vérificateur 5e échelon à l'administration centrale du ministère de la reconstruction et du logement, est maintenu en position de service détaché pour une période de cinq ans, à compter du 1er juin 1954, en vue d'occuper un emploi de contrôleur 3e échelon du cadre administratif temporaire des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement.

### Services extérieurs.

Par arrêté du 23 novembre 1955, Mlle Marchand (Jeanne), commis titulaire 6e échelon des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement au service départemental du Loiret, est maintenue dans la position de service détaché pour une période maximum de cinq ans, à compter du 1er juillet 1955, en vue d'occuper un emploi de rédacteur 5e échelon du cadre administratif temporaire des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement.

Par arrêté du 23 novembre 1955, Mme Magne (Christiane), commis titulaire 9e échelon des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement au service départemental du Finistère, est maintenue dans la position de service détaché pour une période maximum de cinq ans, à compter du 1er juillet 1955, en vue d'occuper un emploi de rédacteur 6e échelon du cadre administratif temporaire des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement.

Par arrêté du 23 novembre 1955, M. Péguet (Marc), commis titulaire 9e échelon des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement au service départemental du Rhône, est maintenu dans la position de service détaché pour une période maximum de cinq ans, à compter du 1er juillet 1955, en vue d'occuper un emploi de rédacteur 6e échelon du cadre administratif temporaire des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement.

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

### Administration centrale.

Par arrêté du 23 novembre 1955, Mme Piot (Martine), aide commis à l'administration centrale du ministère de la santé publique et de la population, est maintenue en service détaché dans les cadres temporaires du ministère de la reconstruction et du logement en qualité de vérificateur.

Cette mesure prend effet pour une durée maximum de cinq ans à compter du 1er juillet 1955.

### Inspection de la population et de l'aide sociale.

Par arrêté du 23 novembre 1955, Mlle Choquet (Paule), inspecteur principal de la population et de l'aide sociale (1e échelon), est détachée pour une nouvelle période de cinq ans, à compter du 23 janvier 1955, en qualité de directeur de l'hôpital communal de Neuilly-sur-Seine.

## MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

### Services extérieurs.

Par arrêté du 23 novembre 1955, M. Pascal (Louis), employé de bureau, 8e échelon, indice 160, au ministère des anciens combattants et victimes de guerre (direction interdépartementale de Lyon), est détaché en la même qualité auprès du ministère du travail et de la sécurité sociale (direction du travail et de la main-d'œuvre de Valence), à compter du 1er février 1955, pour une période d'un an.

### Liste d'aptitude à l'emploi d'expert vérificateur auxiliaire.

Par arrêté du 14 novembre 1955, les candidats dont les noms suivent ont été, à la suite de la session du 27 octobre 1955 du concours pour l'emploi d'expert vérificateur, déclarés aptes à cet emploi:

1 MM. Jouneau (André).
2 Bousquet (Marcel).
3 Tremolière (Maurice).

## SUSPENSION TEMPORAIRE DE FONCTIONS

### Ministère de la justice.

D'un jugement rendu le 27 juin 1955 par le tribunal civil de Niort, statuant en matière disciplinaire, il appert que Me Faucher, huissier de ce tribunal, en résidence à Coulonges-sur-l'Autize, a été condamné à la peine de la suspension pendant quatre mois.

Par arrêt en date du 25 octobre 1955, la cour d'appel de Poitiers a donné acte à Me Faucher de son désistement d'appel.

# NOMINATIONS A DES EMPLOIS RESERVES

### Ministère de la défense nationale et des forces armées.

Par arrêté du 17 octobre 1955, Mme veuve Puget, née Chapuy, a été nommée commis administratif stagiaire dans les services extérieurs de la guerre (services de santé des armées) à Lyon (Rhône), en application du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (1re et 2e partie, livre III, titre II, chapitre IV).

### Ministère des finances et des affaires économiques.

Par arrêté du 10 novembre 1955, les candidats dont les noms suivent ont été nommés employés de bureau à l'administration centrale des finances, en exécution de la loi du 26 octobre 1916 et du décret du 10 juillet 1947 sur les emplois réservés:

MM. Carlou (Jean-François).
Gorgues (Clément).
Maini (Germain).
Petitjean (Paul).
Mechiche Binhas.

Mmes Quilgars (Francine).
Robert (Marie-Louise).
Seguy (Ernestine).
Tastevin (Antoinette).
M. Ronsin (Jean).

# INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## ASSEMBLEE NATIONALE

### Ordre du jour du mardi 29 novembre 1955.

**A quinze heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

Vote sur la question de confiance posée contre l'adoption de l'ensemble des propositions de la conférence des présidents en ce qu'elles n'ont pas retenu la demande du Gouvernement d'examiner, à partir du mardi 29 novembre, par priorité et jusqu'à leur achèvement, le projet de loi sur la date des élections et les projets sur la réforme électorale. (Scrutin public à la tribune.)

### Modifications aux listes électorales des membres des groupes.

I. — GROUPE DES RÉPUBLICAINS SOCIAUX

(68 membres au lieu de 69.)

Supprimer le nom de M. Quinson.

II. — GROUPE INDÉPENDANT PAYSAN

*Apparentés aux termes de l'article 16 du règlement.*

(5 membres au lieu de 4.)

Ajouter le nom de M. Quinson.

### Convocations de commissions.

La commission de la défense nationale se réunira le mercredi 30 novembre 1955, à dix heures (local de la commission n° 213) :

Examen du projet de loi (n° 11857), retour du Conseil de la République, portant organisation générale de la défense nationale, et des observations présentées par M. Pierre André, rapporteur. — Décisions à prendre.

La commission de l'éducation nationale se réunira le mercredi 30 novembre 1955, à dix heures (local de la commission n° 262) :

I. — Rapport de M. Faraud sur le projet de loi (n° 7311) réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif.

II. — Rapport de M. Prélot sur la proposition de loi (n° 11968), modifiée par le Conseil de la République, tendant à transformer l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Besançon en école de plein exercice.

III. — Eventuellement, rapport de M. André Marie sur le projet de loi (n° 7924) tendant à compléter la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des sites.

IV. — Nomination de rapporteurs pour :

La proposition de résolution (n° 11484) de M. Deixonne (congés de longue durée des membres de l'enseignement atteints de tuberculose);

La proposition de loi (n° 11615) de M. Deshors (participation des présidents des chambres d'agriculture aux commissions départementales chargées de l'examen des dossiers de bourses);

La proposition de résolution (n° 11878) de M. Souquès (augmentation du traitement afférent à la médaille d'argent des instituteurs);

La proposition de résolution (n° 11883) de M. Verdier (augmentation des subventions attribuées à la cité universitaire de Paris).

V. — Questions diverses.

La commission de la justice et de législation se réunira le mercredi 30 novembre 1955, à dix heures (local de la commission n° 250) :

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 11677) de M. Bouxom tendant à soumettre des logements des habitations à loyer modéré aux mêmes conditions d'occupation que les locaux soumis à la loi du 1er septembre 1948;

La proposition de loi (n° 11615) de M. Frédéric-Dupont tendant à rendre obligatoire les dispositifs d'ouverture automatique dans les immeubles d'habitation;

La proposition de loi (n° 11921) prorogeant les dispositions du décret du 22 septembre 1953 relatif à la location-gérance des fonds de commerce;

La proposition de loi (n° 11803) de M. Paul Coste-Floret modifiant le décret du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux;

La proposition de loi (n° 11616) de M. Vigier relevant de la forclusion certains locataires commerçants;

Le projet de loi (n° 11918) tendant à reconnaître la personnalité juridique des sociétés civiles;

Le projet de loi (n° 11910) modifiant l'article 400 du code pénal;

Le projet de loi (n° 11756) modifiant les articles 25, 30 et 35 de la loi sur la liberté de la presse;

La proposition de loi (n° 11912) relative aux infractions en matière de coordination des transports ferroviaires;

La proposition de loi (n° 11697) de M. Lecourt réglementant les perquisitions effectuées chez les avocats et les médecins;

La proposition de loi (n° 11699) de M. Minjoz modifiant les articles 591 et 595 du code d'instruction criminelle;

La proposition de loi (n° 11732) de M. Lefranc modifiant la loi du 11 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive;

La proposition de loi (n° 11617) de M. Emile Hugues modifiant la loi du 7 mars 1925 créant les sociétés à responsabilité limitée;

Le projet de loi (n° 11755) modifiant la loi du 23 juillet 1947 sur la cour de cassation;

Le projet de loi (n° 11919) relatif aux jugements par défaut rendus par les tribunaux de commerce;

La proposition de résolution (n° 11539) de M. Cayeux invitant le Gouvernement à assurer le financement autonome de l'allocation de logement;

Les pétitions (nos 225, 347, 355 et 366).

II. — Nomination de rapporteurs pour avis pour:

La proposition de loi (n° 11142) de M. Vendroux exonérant des frais de radiation au registre du commerce les entreprises sinistrées;

La proposition de loi (n° 11342) de M. Gabelle réformant le régime fiscal concernant les actes judiciaires et extra-judiciaires;

Le projet de loi (n° 11762) sur la responsabilité du transporteur au cas de transport aérien.

III. — Rapport de M. Isorni sur le projet de loi (nos 4562 et 11917) complétant l'article 640 du code d'instruction criminelle.

IV. — Rapport de M. Mignot sur la proposition de loi (nos 7847 et 11939) relative à la location-gérance des fonds de commerce.

V. — Rapport de M. Silvandre sur le projet de loi (nos 9253 et 11951) relatif à l'amnistie dans les territoires d'outre-mer.

VI. — Avis de M. Maurice Grimaud sur la proposition de loi (n° 10319) de Mme Francine Lefebvre tendant à donner compétence aux conseils de prud'hommes pour connaître des différends à l'occasion du contrat de travail entre les gens de maison et leurs employeurs.

VII. — Avis de M. Henri-Louis Grimaud sur le projet de loi (n° 2132) tendant à modifier l'acte dit loi du 30 décembre 1940 organisant la profession d'architecte.

VIII. — Rapport de M. Maurice Grimaud sur la pétition (n° 301).

IX. — Rapport de M. Minjoz sur les propositions de loi (n°s 7192, 7324 et 7389) de M. Minjoz, de M. Joseph Denais et de M. Cayeux relatives aux ventes par appartements.

X. — Rapport de M. Silvandre sur la proposition de loi (n° 11324) de M. Minjoz portant amnistie à l'égard des anciens combattants d'Indochine.

XI. — Rapport de M. Maurice Grimaud sur la proposition de loi (n° 1247) de M. Garet tendant à modifier l'article 1033 du code de procédure civile relatif aux délais de procédure.

XII. — Suite du rapport de M. Henri-Louis Grimaud sur les propositions de loi tendant à modifier la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers.

XIII. — Rapport de M. Alphonse Denis sur la proposition de loi (n° 5815) de M. Alcide Benoît tendant à interdire l'acquisition de biens fonciers agricoles par des sociétés commerciales.

XIV. — Rapport de M. Alphonse Denis sur la proposition de loi (n° 10964) de M. André Mercier tendant à amnistier les infractions aux dispositions de l'article 33 de la loi du 14 août 1954 relatif au contrôle fiscal.

---

La commission de la marine marchande et des pêches se réunira le mercredi 30 novembre 1955, à dix heures (local de la commission n° 220):

I. — Nomination d'un commissaire pour la commission administrative d'études chargée d'examiner le problème des liaisons maritimes entre le continent et la Corse.

II. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 11656) de MM. André Monteil et Moisan relative aux taxes d'usage des installations d'outillages concédés dans les ports de pêche;

Le projet de loi (n° 11753) sur la ratification de la convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, signée à Londres le 12 mai 1954;

La proposition de loi (n° 11828) de M. Coudray tendant à faire bénéficier les marins et agents du service général des dispositions de l'article 4 de la loi du 3 avril 1955 sur les pensions;

La proposition de loi (n° 11881) de MM. Mazier et Michaud tendant à modifier certaines dispositions du régime des pensions;

Les propositions de résolution (n°s 11900 et 11945) de M. Mazier et de M. Germolacce tendant à reviser par décret les salaires forfaitaires.

III. — Nomination du rapporteur pour avis de la proposition de loi (n° 11911) de M. Bartolini tendant à assujettir à la patente les propriétaires ou fermiers de marais salants.

IV. — Questions diverses.

---

La commission des moyens de communication et du tourisme se réunira le jeudi 1er décembre 1955, à dix heures (local de la commission n° 211):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 11890) de M. Jean Cayeux tendant à créer un haut commissariat chargé de l'aménagement du bassin de la Seine;

La proposition de résolution (n° 11881) de M. Regaudie tendant à faire bénéficier les agents de la Société nationale des chemins de fer français, anciens déportés et internés de la Résistance titulaires d'une pension militaire d'invalidité, des dispositions de l'article 35 de la loi du 31 décembre 1953.

II. — Nomination de rapporteurs pour avis pour:

La proposition de loi (n° 10115) de M. Minjoz tendant à la suspension et au retrait du permis de conduire;

La proposition de résolution (n° 11707) de M. Billat tendant à accorder la franchise postale aux militaires en Afrique du Nord pour les lettres et les colis.

III. — Rapport de M. Penoy sur le projet de loi (n° 11825), adopté par le Conseil de la République, tendant à la construction d'un pont sur la Charente au Martrou.

IV. — Communication de M. Regaudie sur la commission des comptes transports de la Nation.

V. — Audition de M. Pouget, membre du conseil supérieur du tourisme, sur le projet de construction d'un tunnel routier sous le mont Blanc.

VI. — Questions diverses.

---

La commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement se réunira le jeudi 1er décembre 1955, à neuf heures (local de la commission n° 208):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 11739) de M. François Bénard tendant à modifier le décret du 20 mai 1955 sur le prix des terrains expropriés.

La proposition de loi (n° 11789) de M. René Schmitt relative à un plan quinquennal de 300.000 logements par an;

La proposition de résolution (n° 11682) de M. Temple tendant à la création de centres d'accueil pour les sans-logis;

La proposition de résolution (n° 11711) de M. Krieger relative à l'indemnisation des dommages de guerre mobiliers.

II. — Nomination du rapporteur pour avis du projet de loi (n° 11817) relatif au logement des Français musulmans originaires d'Algérie.

III. — Rapport de M. Klock sur la proposition de loi (n° 11168) de M. Joseph Denais relative à la taxe sur l'habitat.

IV. — Avis de M. Triboulet sur le rapport (n° 9057) de M. Deixonne relatif à la profession d'architecte.

V. — Audition de M. Péguret, administrateur civil au ministère des finances, sur le financement de la construction.

VI. — Examen d'une demande de prolongation de délai du Conseil de la République pour la proposition de loi tendant à modifier la loi sur les dommages de guerre.

VII. — Questions diverses.

---

### Rectification

*au compte rendu in extenso de la séance du mercredi 23 novembre 1955.*

(*Journal officiel* du 24 novembre 1955.)

Dans le scrutin (n° 3269) sur la motion préjudicielle présentée par M. Deixonne à la discussion du projet de crédit collectif sur l'exercice 1955:

M. Louis Vallon, porté comme ayant voté « contre », déclare avoir voulu voter « pour ».

---

## CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

### Ordre du jour du mardi 29 novembre 1955.

**A quinze heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

Réponses des ministres aux questions orales suivantes:

I. — M. Chapalain demande à M. le ministre de l'industrie et du commerce: 1° s'il estime normal que les fédérations de distributeurs et de producteurs de films de cinéma décident que, dans les villes qui n'appliqueraient pas le régime défini par elles, dans une lettre-circulaire aux propriétaires de salles, les contrats signés ne seraient pas respectés et seraient remplacés par la fourniture de films projetés dans les salles au prix de 55 F, prix qui échappe à la taxation de l'impôt sur les spectacles; 2° si une telle situation ne lui paraît pas intolérable, par la pression dont sont l'objet les municipalités qui ont le souci de l'équilibre des budgets communaux et des bureaux d'aide sociale; 3° si cette menace ne constitue pas un délit de coalition contre les exploitants de salles, prévu par les lois en vigueur; 4° quelles mesures il compte prendre pour faire cesser ces abus. (N° 650.)

II. — M. Michel Debré a l'honneur de demander à M. le ministre de l'industrie et du commerce s'il n'estime pas utile de faire prochainement une déclaration sur le projet de canalisation de la Moselle. (N° 658.)

III. — M. Michel Debré a l'honneur de demander à M. le président du conseil quelle attitude compte prendre le Gouvernement français à l'égard des plaintes formulées à l'Organisation des Nations Unies contre la politique et la présence françaises en Afrique du Nord. (N° 657.) (*Question transmise à M. le ministre des affaires étrangères.*)

IV. — M. Michel Debré demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il est exact que le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ait affirmé la compétence de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne l'Afrique du Nord française, y compris l'Algérie; dans l'affirmative, quelle a été la réponse du Gouvernement français (n° 659).

V. — M. François Schleiter a l'honneur d'appeler l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur un projet de réforme du statut actuel du corps des conseillers et secrétaires d'ambassade

en voie d'élaboration à l'administration des affaires étrangères et envisageant la création de deux branches distinctes au sein de ce corps; et lui demande si un tel projet, par lequel le Gouvernement s'interdirait pratiquement de choisir les titulaires des plus hauts grades de la carrière diplomatique ailleurs que dans un cadre privilégié où serait versé un tiers des effectifs dès la sortie de l'école et avant toute mise à l'épreuve de leur qualité professionnelle a reçu son approbation; et s'il ne serait pas souhaitable que le Gouvernement recueille le sentiment du Parlement avant la mise en œuvre d'une si importante réforme (n° 656).

### Convocations de commissions.

La commission de l'éducation nationale, des beaux arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs se réunira le mardi 29 novembre 1955, à seize heures (local n° 207):

I. — Examen, en troisième lecture, de la proposition de loi (n° 182, session 1955-1956) tendant à assurer le fonctionnement de la caisse nationale des lettres.

II. — Rapport de M. Berlaud sur le projet de loi (n° 204, année 1955) portant remise au musée national de Tokyo, à titre d'échange, d'objets de fouilles appartenant au musée Guimet.

III. — Avis de M. Delalande sur la proposition de loi (n° 368, année 1955), adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la formation professionnelle et à la vulgarisation agricoles.

IV. — Questions diverses.

La commission des finances se réunira le mercredi 30 novembre 1955 (local de la commission):

I. — A onze heures.

Nomination d'un troisième vice-président et d'un troisième secrétaire, en application de la résolution adoptée le 17 novembre par le Conseil de la République,

Désignation d'un rapporteur pour avis pour la proposition de loi (n° 306, année 1955), adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la formation professionnelle et à la vulgarisation agricoles;

Avis sur le projet de loi (n° 188, session 1955-1956), adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la retraite des ouvriers mineurs. Rapporteur pour avis: M. Alric.

II. — A seize heures.

Audition de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation économique et financière.

III. — A dix-huit heures.

(En commun avec la commission du travail.)

Audition de M. le ministre des finances sur le projet de loi (n° 146, session 1955-1956), adopté par l'Assemblée nationale, instituant un fonds national de la vieillesse.

La commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale se réunira le jeudi 1er décembre 1955, à neuf heures quarante-cinq (local n° 202):

I. — Désignation de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 189, session 1955-1956), adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil;

La proposition de loi (n° 190, session 1955-1956), adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux délais de recours contentieux en matière administrative;

Le projet de loi (n° 192, session 1955-1956), adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'amnistie pour certaines infractions commises en Tunisie;

La proposition de loi (n° 11897 A. N., 2e législature), adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux infractions commises à l'égard des victimes d'accidents.

II. — Exposé de M. Gaston Charlet sur les dispositions du projet de loi (n° 544, année 1955) portant institution d'un code de procédure pénale.

III. — Désignation des membres de différents groupes de travail chargés d'assister le rapporteur, M. Gaston Charlet, dans l'étude du projet de loi portant institution d'un code de procédure pénale ci-dessus visé.

Additif à l'ordre du jour de la séance que tiendra la commission des boissons le jeudi 1er décembre 1955, à dix heures trente (local n° 214, salle Jules-Meline):

Examen de la proposition de loi (n° 203, session 1955-1956), adoptée par l'Assemblée nationale, portant création du conseil interprofessionnel des vins de Fitou, Corbières, Minervois, Clape et Quatourze. — Désignation d'un rapporteur.

# INFORMATIONS

## RELATIVES

# A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

### Ordre du jour du mardi 29 novembre 1955.

**A quinze heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Examen d'une demande de délai supplémentaire présentée par la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, relative à la demande d'avis (n° 171, année 1954), transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif à l'accession au statut civil de droit commun des administrés français des territoires sous tutelle du Cameroun et du Togo.

2. — Examen d'une demande de délai supplémentaire, présentée par la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, relative à la demande d'avis (n° 47, année 1955), transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à modifier et à compléter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives aux conditions d'entrée, de circulation, de séjour et d'exercice des activités professionnelles des étrangers en France métropolitaine, en Algérie et dans les départements d'outre-mer.

3. — Discussion de: *a*) la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. René Pleven, député, tendant à compléter les actes d'état civil par l'indication du statut civil des individus ainsi qu'à généraliser et réorganiser l'état civil en Algérie, dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle et à y supprimer le régime de la pluralité des états civils; *b*) la proposition de M. Georges Monnet et des membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines, tendant à demander au gouvernement d'unifier, dans l'ensemble des territoires d'outre-mer, les règles relatives à l'état civil autochtone. (N°s 190 et 152, année 1955 et 83, session 1955-1956, M. Boisdon, rapporteur).

4. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Lefaucheux et les membres du groupe du mouvement républicain populaire attirant l'attention de l'Assemblée nationale sur l'intérêt et l'urgence qui s'attachent à examiner, dans les délais les plus rapprochés, le projet de loi relatif à la preuve du mariage contracté suivant les règles du droit musulman, selon l'avis donné par l'Assemblée algérienne dans sa séance du 13 janvier 1953 et transmis à l'Assemblée nationale avec demande d'une solution rapide. (N°s 22 et 78, session 1955-1956. — M. Boisdon, rapporteur.)

5. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, modifiant certaines dispositions du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie. (N°s 4 et 77, session 1955-1956. — M. Boisdon, rapporteur.)

6. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, complétant l'article 2 du décret n° 52-964 du 28 juillet 1952 réglementant l'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et de sage-femme dans les territoires d'outre-mer et dans les territoires sous tutelle du Togo et du Cameroun. (N°s 206, année 1955, et 93, session 1955-1956. — Mme Eboué-Tell, rapporteur.)

7. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, modifiant l'article 2 (§ 8) du décret n° 52-964 du 28 juillet 1952 réglementant l'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme dans les territoires d'outre-mer et dans les territoires sous tutelle du Togo et du Cameroun. (N°s 209, année 1955, et 94, session 1955-1956. — Mme Eboué-Tell, rapporteur.)

# AVIS ET COMMUNICATIONS

### Ministère de l'éducation nationale.

**Avis relatif à l'ajournement du concours de recrutement d'un professeur de lettres des écoles nationales d'ingénieurs arts et métiers.**

La session qui devait avoir lieu le 16 avril 1956 pour le recrutement d'un professeur de lettres des écoles nationales d'ingénieurs arts et métiers est ajournée *sine die*.

**Ministère des finances et des affaires économiques, ministère de l'industrie et du commerce, ministère de l'agriculture, ministère de la santé publique et de la population et ministère de la marine marchande.**

### Avis aux importateurs de produits originaires et en provenance d'Espagne.

Les importateurs sont informés de la mise en répartition des produits repris à la liste B de l'accord commercial franco-espagnol valable du 1er novembre 1955 au 31 octobre 1956.

Les contingents peuvent être, sauf indications contraires, utilisés en totalité.

Les demandes de licences d'importation, déposées au titre de l'accord précédent et qui n'auront pas été délivrées dans un délai de dix jours à compter de la date d'insertion du présent avis au *Journal officiel*, resteront valables et seront examinées en conformité des dispositions du présent texte.

Par ailleurs, la mise en application du nouvel accord commercial rend caduc les avis aux importateurs publiés avant la date d'insertion du présent avis au *Journal officiel*, qui prévoyaient l'importation, sous le régime du certificat d'importation, de produits originaires et en provenance d'Espagne. Les nouvelles dispositions concernant ce régime sont indiquées aux titres IV et V ci-après.

Les modalités d'importation des produits repris à la liste B de l'accord franco-espagnol sont fixées comme suit :

#### I. — *Produits à importer par les groupements ou organismes assimilés.*

Les groupements et organismes assimilés indiqués ci-après sont seuls qualifiés pour déposer, dès l'insertion du présent avis, des demandes de licences d'importation concernant les produits suivants :

| NUMÉROS de poste | NUMÉROS du tarif douanier. | PRODUITS |
|---|---|---|
| 41 | 97. | Riz, brisures de riz (pour mémoire). — Office national interprofessionnel des céréales. |
| 64 | Ex 302. | Minerai de tungstène (pour mémoire). — Société d'importation et de répartition du minerai de tungstène. |
| 71 | 728 E et F, 729 E et F. | Peaux d'ovins et de caprins et peaux picklées. — Groupement d'importation et de répartition des cuirs et peaux bruts. |

#### II. — *Produits à importer sous licences individuelles examinées simultanément.*

Les demandes de licences d'importation concernant les produits suivants, établies sur formules modèle A. C., devront être parvenues à l'office des changes (3e sous-direction), 8, rue de la Tour-des-dames, à Paris (9e), avant le 17 décembre 1955 (vingt jours), à onze heures trente, au plus tard.

A l'expiration de ce délai, elles feront l'objet d'un examen simultané de la part des services techniques compétents.

Pour certains produits, des modalités spéciales d'importation sont indiquées en regard de chacun d'eux.

| NUMÉROS de poste | NUMÉROS du tarif douanier. | PRODUITS |
|---|---|---|
| 3 | 8 A. | Pigeons vivants pour tir. |
| 4 | 23, 24. | Poissons frais (à l'exception des sardines et thons frais). |
| 6 | Ex 25 E. | Anchois salés. |
| 7 | 26 A. | Crustacés frais. |
| 8 | Ex 27 A. | Moules fraîches. |
| 9 | Ex 27 A. | Autres coquillages. |
| 10 | 34. | Miel. — Les demandes de licences d'importation devront être accompagnées d'une facture *pro forma* indiquant la valeur franco frontière française du produit et précisant la qualité offerte. |
| 23 | Ex 92. | Piments doux secs moulus et non moulus. |
| 52 | 161. | Olives farcies d'anchois. |
| 53 | Ex 189 et ex 190 A. | Olives farcies de piments. |
| 54 | 163. | Moules en conserves. |
| 56 | Ex 189, ex 190 A. | Conserves végétales (piments sorons, fonds d'artichauts, etc.). |
| 74 | 760 A, C et D. | Pelleteries apprêtées. — Importation réservée aux importateurs, négociants et utilisateurs spécialisés. |
| 85 | 1630 A et B. | Têtes de machines à coudre. |
| 88 | 1663. | Machines à calculer. |
| 91 | 1938 et 1941. | Armes et fusils de chasse, revolvers et pistolets. |
| 92 | 1969 à 1980. | Jouets. |

#### III. — *Produits à importer sous licences individuelles examinées au fur et à mesure de leur présentation.*

Les demandes de licences d'importation concernant les produits suivants, établies sur formules modèle A. C., seront reçues par l'office des changes (3e sous-direction), 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris (9e), à partir du 12 décembre 1955.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3 du décret du 13 juillet 1949, elles seront examinées au fur et à mesure de leur présentation.

Pour certains produits, des modalités spéciales d'importation sont indiquées en regard de chacun d'eux.

| NUMÉROS de poste | NUMÉROS du tarif douanier. | PRODUITS |
|---|---|---|
| 2 | Ex 3. | Taureaux de combat. |
| 12 | 44. | Déchets de corne. |
| 13 | 54. | Cochenille (pour mémoire). |
| 14 | 60, 61, 64, 65 A. | Fleurs coupées, produits de pépinières et autres plants agricoles. |
| 25 | 71 E. | Anones. |
| 37 | 79 B. | Grenades. |
| 42 | 112 A. | Arachides de bouche. |
| 43 | 113 D et E. | Semences potagères et florales. |
| 46 | 119 B. | Ecorces d'agrumes et dérivés. |
| 47 | Ex 126 C. | Gomme labdanum. |
| 48 | 128 A. | Agar-agar. |
| 49 | 130 B. | Extrait de réglisse. |
| 54 | 156 H et O. | Huile d'olive. |
| 55 | 173. | Tourron. |
| 57 | 215. | Xérès, Malaga et autres vins et liqueurs similaires, vins d'appellation contrôlée. — La présente répartition portera sur 20 millions de francs. |
| 59 | Ex 240 A. | Pyrites. |
| 60 | 258 A. | Marbres en blocs. |
| 61 | 262 B. | Oxyde de fer de Malaga. |
| 62 | 290. | Minerais de fer. |
| 63 | 295. | Blendes. |
| 65 | 362. | Mercure. |
| 66 | 410. | Bioxyde de titane. |
| 67 | Ex 571 et 900. | Catgut et crins de Florence. |
| 68 | 646, 648. | Huiles essentielles (y compris huile d'agrumes). |
| 69 | 670, 671. | Films impressionnés (pour mémoire). — L'importation s'effectuera sous le couvert de déclaration autorisation d'importation (D. A. I.). |
| 70 | 700 H. | Dérivés méthacryliques. |
| 72 | 758 B. | Boyaux à base de fibres animales. |
| 73 | 759 A et B. | Pelleteries brutes. — Importation réservée aux importateurs, négociants et utilisateurs spécialisés. |
| 75 | 814 A, 816 A et B, 818 A. | Liège : *a*) en planches ; *b*) bouchons plus 50 mm ; *c*) bouchons moins 50 mm ; *d*) disques. — L'importation est réservée aux professionnels du commerce et de l'industrie du liège habilités à bénéficier des sous-répartitions prévues par l'arrêté interministériel du 23 décembre 1947 publié au *Journal officiel* du 3 janvier 1948. |
| 76 | 853, 854, 855 A et B, 1925 B. | Livres, périodiques, éditions musicales et artistiques, enregistrements sonores pour l'enseignement. — L'importation s'effectuera sous le couvert de déclaration autorisation d'importation (D. A. I.). |
| 78 | 1032, 1033. | Tapis. |
| 79 | 1036 à 1038, 1068, 1069 B. | Tulles, broderies, dentelles. |
| 80 | 1143, 1145. | Chaussures. |
| 82 | 1249 A, 1251 A, B, C. | Perles artificielles. |
| 83 | 1376 A. | Plomb (pour mémoire). |
| 84 | 1382. | Lustrerie non équipée électriquement. |
| 87 | 1611 à 1638. | Machines-outils. |
| 89 | 1669 A. | Matériel de bureau. |
| 93 | Divers. | Produits de l'artisanat. |
| 94 | Divers. | Produits chimiques divers. |
| 95 | Divers. | Divers. — Les crédits affectés à ce poste doivent permettre l'importation de produits non repris nommément à l'accord et nécessaires à l'économie française. Les licences seront délivrées après avis du ministère technique et avec l'accord de la direction des relations économiques extérieures. |

IV. — *Produits à importer sous le régime du certificat d'importation.*

Les produits suivants seront importés dans la limite des contingents repris ci-après selon la procédure du certificat d'importation définie par l'avis aux importateurs et exportateurs et avis n° 483 de l'office des changes publié au *Journal officiel* du 4 janvier 1951 (titre III, section I, paragraphe 2, et titre IV), c'est-à-dire contre remise au bureau de douane d'entrée d'un certificat d'importation établi en deux exemplaires.

Les importations sont autorisées dès l'insertion du présent avis au *Journal officiel*. Toutefois, les importations des produits repris aux postes 15 (tomates), 19 (petits pois), 20 (haricots verts), 21 (artichauts) ne seront autorisées qu'à partir des dates indiquées en regard de chacun de ces produits.

Les importations de tomates (poste 15), de petits pois (poste 19), de haricots verts (poste 20), d'artichauts (poste 21), de citrons (poste 27) et de raisins d'Almeria et autres raisins de table tardifs (poste 29) pourront faire l'objet de contrats commerciaux de vente à la commission dans les conditions fixées par l'avis aux importateurs du 7 mai 1952 relatif aux ventes en consignation, modifié par l'avis du 3 septembre 1953.

L'entrée en France et le dédouanement des marchandises pourront s'effectuer par tous les bureaux de douane normalement ouverts aux opérations de l'espèce. Néanmoins, pour les produits végétaux, ces opérations ne pourront s'effectuer que par les bureaux de douane habilités à exercer le contrôle phytosanitaire.

Des avis publiés ultérieurement au *Journal officiel* feront connaître aux importateurs l'épuisement des contingents. En tout état de cause, en ce qui concerne les produits repris au poste 15 (tomates), au poste 19 (petits pois), au poste 20 (haricots verts), au poste 21 (artichauts) et au poste 29 (raisins d'Almeria et autres raisins de table tardifs), les importations cesseront à la date limite fixée en regard de chacun de ces postes.

Les règlements financiers s'effectueront obligatoirement et exclusivement par application des dispositions du paragraphe II de la section I du titre III de l'avis n° 483 précité, c'est-à-dire « après » importation des marchandises.

Indépendamment des indications habituelles, les certificats d'importation devront comporter, en caractères très apparents, en tête de l'imprimé, une référence au présent avis.

| NUMÉROS de poste. | NUMÉROS du tarif douanier. | PRODUITS | CONTINGENTS ouverts en francs ou en poids. |
|---|---|---|---|
| 11 | 38 P. | Cordes et boyaux industriels. | 5.000.000 |
| 15 | 67 C. | Tomates (du 15 décembre 1955 au 15 mars 1956 inclus) | 5.500 tonnes. |
| 19 | 67 J. | Petits pois (du 1er janvier au 5 avril 1956 inclus) | 10.000.000 |
| 20 | 67 J. | Haricots verts (du 1er janvier au 20 avril 1956 inclus) | 20.000.000 |
| 21 | 67 L. | Artichauts (du 15 décembre 1955 au 10 mars 1956 inclus) | 100.000.000 |
| 22 | Ex 67 M, 80 A et B. | Piments (à l'exception des piments doux secs) | 85.000.000 |
| 26 | 72 A, B. | Oranges et mandarines. (Voir dispositions reprises au titre V ci-après.) | |
| 27 | 72 C. | Citrons (6.000 tonnes jusqu'au 30 avril 1956 et 16.000 tonnes à partir du 30 avril 1956) | 22.000 tonnes. |
| 29 | 74 A. | Raisins d'Almeria et autres raisins de table tardifs (du 25 novembre 1955 au 31 janvier 1956 inclus) | 220.000.000 |
| 31 | 74 B. | Raisins secs | 100.000.000 |
| 32 | 75 A. | Amandes douces et amères | 1.100.000.000 |
| 33 | 419 E. | Noyaux de fruits | 10.000.000 |
| 34 | 75 B. | Noisettes | 150.000.000 |
| 36 | 79 A. | Melons (à partir du 15 septembre 1956) | 20.000.000 |
| 40 | 91. | Safran | 100.000.000 |
| 44 | Ex 118. | Plantes médicinales | 15.000.000 |
| 45 | Ex 119 A. | Graines d'anis | 15.000.000 |
| 50 | Ex 175, 75 E. | Pignons de pin | 35.000.000 |

V. — *Importations d'oranges et de mandarines* (poste n° 26).

Sur le contingent « Oranges et mandarines », des envois d'oranges en vrac pourront être effectués à concurrence de 30.000 tonnes.

Le contingent de 200.000 tonnes d'oranges et de mandarines prévu à l'accord sera réalisé selon la procédure du certificat d'importation définie par l'avis aux importateurs et exportateurs et avis n° 483 de l'office des changes du 4 janvier 1951, c'est-à-dire contre remise au bureau de douane d'entrée d'un certificat établi en deux exemplaires et conformément aux dispositions spéciales suivantes:

Le certificat d'importation devra être accompagné, lors de sa présentation au bureau de douane d'entrée, du certificat d'exmédition délivré par le « Sindicato nacional de frutos y productos hortícolas ».

Compte tenu des dispositions du protocole annexe à l'accord commercial franco-espagnol, les importations ne pourront s'effectuer, suivant le mode et le rythme prévus par ledit protocole, que par les bureaux de douane désignés ci-après et dans la limite des contingents fixés pour chacun d'eux.

A. — Oranges en vrac.

L'importation de la fraction du contingent pouvant être utilisée pour les envois d'oranges en vrac devra être effectuée selon les modalités ci-après:

| BUREAUX d'importation. | PÉRIODES | | |
|---|---|---|---|
| | Du 27 novembre 1955 au 5 février 1956 inclus. | Du 6 février 1956 au 15 avril 1956 inclus. | Du 16 avril 1956 au 21 mai 1956 inclus. |
| Cerbère | 3.000 | 5.000 | 1.000 |
| Hendaye-Gare | 1.500 | 3.500 | » |
| Canfranc | 250 | 500 | » |
| Le Perthus | 250 | 500 | » |
| Paris-Gare Lyon-Villiot | 250 | 500 | » |
| Marseille | 1.500 | 3.000 | » |
| Sète | 1.500 | 5.000 | » |
| Port-Vendres | 1.500 | 3.500 | » |
| La Nouvelle | 250 | 500 | » |

Dans ce contingent de 30.000 tonnes est compris le tonnage de 5.000 tonnes destiné aux entreprises pratiquant la mise en filets en France et dont la liste a été communiquée à l'administration. Il est précisé, à cet égard, que le contingent de 1.000 tonnes prévu pour la période du 16 avril 1956 au 21 mai 1956 est réservé aux importateurs de cette nature.

B. — Oranges et mandarines conditionnées.

| BUREAUX d'importation. | Du 27 novembre 1955 au 8 janvier 1956 inclus. | Du 9 janvier 1956 au 5 février 1956 inclus. | Du 6 février 1956 au 4 mars 1956 inclus. | Du 5 mars 1956 au 15 avril 1956 inclus. | Du 16 avril 1956 au 29 avril 1956 inclus. | Du 30 avril 1956 au 21 mai 1956 inclus. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Cerbère | 5.500 | 5.000 | 8.000 | 22.000 | 5.000 | 6.500 |
| Hendaye-Gare | 2.500 | 2.000 | 5.000 | 12.000 | 2.000 | 3.500 |
| Canfranc | 200 | 200 | 600 | 1.500 | 300 | 400 |
| Le Perthus | 200 | 300 | 600 | 1.500 | 300 | 400 |
| Paris-Gare Lyon-Villiot | 200 | 300 | 600 | 1.500 | 300 | 400 |
| Marseille | 2.000 | 2.500 | 5.000 | 11.000 | 2.000 | 3.200 |
| Sète | 2.000 | 2.500 | 5.000 | 11.000 | 2.000 | 3.200 |
| Port-Vendres | 2.000 | 2.500 | 5.000 | 11.000 | 2.000 | 3.200 |
| La Nouvelle | 300 | 500 | 600 | 1.500 | 400 | 500 |

Le contingent de 10.000 tonnes de mandarines prévu à l'accord est inclus dans le plan d'échelonnement fixé ci-dessus; toutefois, ce contingent devra être réalisé en totalité à la date du 5 février 1956 inclus, à concurrence de 6.000 tonnes par le bureau de douane de Cerbère, de 3.800 tonnes par le bureau de douane d'Hendaye-Gare et de 200 tonnes par le bureau de douane de Paris-Gare-Lyon-Villiot.

Les importations d'oranges et de mandarines pourront faire l'objet de contrats commerciaux de vente à la commission pour lesquels les règles particulières à suivre ont été fixées par l'avis aux importateurs du 7 mai 1952, modifié par l'avis du 2 septembre 1955.

Les règlements financiers s'effectueront obligatoirement et exclusivement par application des dispositions du paragraphe II de la section I du titre III de l'avis n° 483 susvisé, c'est-à-dire « après » importation des marchandises.

Toutefois, les importateurs ont la faculté de faire ouvrir des accréditifs ou des crédits documentaires dans les conditions fixées par l'article 90 de l'instruction n° 420 aux intermédiaires agréés.

C. — Oranges. — Dispositions communes.

Dans ce contingent de 200.000 tonnes est compris un tonnage de 8.000 tonnes destiné, par priorité, aux entreprises du « circuit témoin », dont la liste a été communiquée à l'administration.

VI. — *Avis ultérieurs.*

Des avis aux importateurs fixeront ultérieurement les modalités d'importation des produits suivants:

| NUMÉROS de poste. | NUMÉROS du tarif douanier. | PRODUITS |
|---|---|---|
| 16 | 67 D. | Oignons (pour mémoire). |
| 17 | Ex 67 E. | Pommes de terre nouvelles. |
| 18 | 67 H. | Salades (pour mémoire). |
| 24 | 71 B. | Bananes. |
| 28 | 72 D. | Pamplemousses (pour mémoire). |
| 30 | 74 A. | Raisins muscat et autres raisins de table hâtifs. |
| 35 | 77 A. | Abricots frais (pour mémoire). |
| 38 | Ex 80 C. | Abricots secs (pour mémoire). |
| 39 | Ex 77 A et ex 191 B. | Pulpes de pêches et d'abricots. |

## Ministère des finances et des affaires économiques.

### Avis aux importateurs de produits originaires et en provenance des Pays-Bas.

Les importateurs sont informés de l'existence de reliquats sur des contingents de produits originaires et en provenance des Pays-Bas, mis en répartition selon la procédure de l'examen simultané par l'avis du 26 juin 1955.

Ces contingents sont les suivants:

| NUMÉROS de poste | NUMÉROS du tarif douanier. | PRODUITS |
|---|---|---|
| 15 | 66. | Feuillages, feuilles, rameaux, à l'exception des feuilles d'asparagus. |
| 43 | Ex 160, 161, 162. | Saucissons, salamis, foies conservés et autres préparations et conserves de viande, etc. — La facture (en double exemplaire) devra certifier qu'il s'agit de salami ou de saucisson pur porc, fabriqué conformément à la réglementation française sur les fraudes. |
| 61 | Ex 224. | Boissons lactées et aromatisées au chocolat. — Ces produits devront être conformes à la réglementation en vigueur en France en matière de répression des fraudes. Les importateurs devront adresser au ministère de l'agriculture, service des affaires économiques, 4e bureau, 78, rue de Varenne, à Paris, un certificat délivré par le service des fraudes, 42, rue de Bourgogne, à Paris, attestant que la composition du produit à importer et sa présentation correspondent à cette réglementation. L'envoi de ce certificat devra porter obligatoirement référence au numéro d'enregistrement de la demande de licence d'importation. |
| 71 | Ex 175 A. | Chlorobenzène. |
| 135 | 1218. | Ustensiles de laboratoire en porcelaine. |
| 149 | 1423. | Ressorts. |
| 174 | 1613, ex 1614 B. | Machines pour l'apprêt et le finissage et autres machines pour le travail du papier et du carton reprises aux numéros ci-contre. |
| 176 | 1638 A et B. | Machines et appareils à remplir, fermer et étiqueter. |

Les demandes de licences, établies en six exemplaires sur formules modèle A. C., et accompagnées de deux factures *pro forma* établies par le vendeur néerlandais ou son représentant qualifié, pourront être déposées à l'office des changes (3e sous-direction), 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris (9e), dès le 12 décembre 1955; elles seront examinées au fur et à mesure de leur présentation.

### Statistique mensuelle des vins.

Rectificatif au *Journal officiel* du 20 novembre 1955: page 11328, sous le titre: « Quantités de vins sorties des chais des récoltants », ligne: « Tarn-et-Garonne », colonne: « Total », au lieu de: « 49.261 », lire: « 49.624 ».

## Ministère de l'agriculture.

### Avis d'ouverture en 1956 d'une session du cours de mutualité et de coopération agricoles.

Une session du cours de mutualité et de coopération agricoles s'ouvrira à l'institut national agronomique le 10 janvier 1956.

Les élèves devront effectuer à l'issue des cours, d'une durée de trois mois environ, un stage d'un mois dans une institution de crédit, de mutualité ou de coopération agricoles.

1° *Admission.*

Les admissions seront prononcées par arrêté ministériel, après avis d'une commission spéciale chargée de l'examen des dossiers d'inscription et d'établir une liste de classement des candidats.

Pourront être admis à suivre les cours:

*a*) Les anciens élèves diplômés des établissements d'enseignement agricole ci-après désignés prévus par la loi du 5 juillet 1941 modifiée par les lois des 12 juin 1943 et 13 janvier 1951:

Institut national agronomique, écoles nationales d'agriculture, école nationale des industries agricoles, école nationale d'horticulture, école nationale d'enseignement ménager agricole et les titulaires du diplôme d'études agricoles du 2e degré ou du diplôme des écoles d'industrie laitière;

*b*) Les anciens élèves diplômés de l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale, de l'institut agricole d'Algérie et de l'école d'agriculture de Tunis;

*c*) Les anciens élèves diplômés d'un établissement d'enseignement supérieur spécialisé ou d'une école d'enseignement agricole privée d'un niveau équivalent à celui des établissements d'enseignement agricole public visés ci-dessus;

*d*) Les personnes pourvues d'un diplôme de baccalauréat ou de la première partie du baccalauréat, du diplôme de fin d'études secondaires, du brevet supérieur de l'enseignement primaire, du diplôme des écoles professionnelles municipales de la ville de Paris, du diplôme d'une école de commerce ou d'industrie dépendant du ministère de l'éducation nationale, du certificat de capacité en droit ou du diplôme d'ingénieur des arts et métiers;

*e*) Les personnes ayant rempli, pendant deux années, les fonctions de directeur, d'inspecteur, de secrétaire ou de comptable dans une caisse de crédit agricole, une association ou une fédération d'association agricole, un syndicat agricole, une société coopérative agricole, une société d'assurances mutuelles agricoles;

*f*) Dix techniciens étrangers titulaires d'une bourse accordée par l'O. N. U. dans les conditions prévues par la résolution du 4 décembre 1948;

*g*) Douze administrateurs de la France d'outre-mer désignés par les territoires d'Afrique et de Madagascar en vue de se perfectionner dans les questions de coopération.

Les dossiers d'inscription doivent être adressés avant le 1er janvier 1956 au service de l'enseignement, 1er bureau, 78, rue de Varenne, à Paris (7e). Ils doivent comprendre:

1° Une demande d'admission au cours de mutualité et de coopération agricoles établie sur papier libre;

2° Un extrait du casier judiciaire du candidat, remontant à moins de trois mois à la date de la demande;

3° Une pièce attestant que le candidat remplit les conditions exigées (copie du diplôme certifiée conforme, certificat du diplôme délivré par les écoles, certificat d'emploi dans une association agricole, légalisé, etc.).

Les candidats qui ont déjà occupé une situation doivent produire en outre un état de leurs divers services.

2° *Bourses ou allocations d'entretien.*

Des bourses ou allocations d'entretien pourront être accordées par arrêté ministériel aux élèves pendant toute la durée des études et du stage. Elles seront allouées aux élèves dont la situation de famille en justifie l'attribution.

Il est précisé que pour bénéficier de ces allocations ou éventuellement des bourses qui pourront être également attribuées à ces élèves par les organisations de coopération et de mutualité agricoles, ceux-ci devront souscrire l'engagement de remplir pendant cinq ans au moins des fonctions dans une institution de crédit, de coopération ou de mutualité agricoles.

Les dossiers de demande d'allocation d'entretien devront être envoyés en même temps que ceux de l'inscription. Ils devront comprendre:

1° Une demande écrite sur papier libre;

2° Un engagement établi sur papier timbré et rédigé ainsi qu'il suit:

« Je soussigné (nom et prénoms)..... ..... candidat à une allocation d'entretien, s'engage à restituer à l'Etat représenté par (le ministère de l'agriculture, la caisse nationale de crédit agricole), ou à l'organisation ayant accordé cette allocation d'entretien, le montant de l'allocation dont j'aurais bénéficié au cas où, par mon fait, je ne servirais pas pendant cinq ans dans une institution de crédit, de coopération ou de mutualité agricoles. »

Cet engagement ne pourra être contracté par les candidats mineurs qu'avec l'autorisation de leur père ou de leur tuteur;

3° Un certificat d'imposition délivré par le percepteur concernant l'intéressé;

4° Une déclaration certifiée sincère et véritable par le candidat faisant connaître:

*a*) L'indication de sa situation (célibataire, marié, nombre et âge des enfants);

*b*) L'énumération de ses moyens d'existence (montant des traitements et salaires, revenus divers, etc.);

5° Si le candidat est partiellement ou totalement à la charge des parents, le chef de famille devra fournir en ce qui le concerne les pièces visées aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus.

3° *Examen et classement de fin d'études.*

Après le stage, les élèves subiront un examen dont les épreuves sont écrites et portent sur les différentes matières du programme de l'enseignement.

Le classement définitif de sortie des élèves sera établi en tenant compte des diverses interrogations écrites, de la valeur des travaux de stage et des résultats de l'examen.

Les ingénieurs agronomes et les ingénieurs agricoles admis en cours et ayant obtenu aux épreuves de sortie 75 p. 100 du total des points pourront recevoir un diplôme de spécialité délivré par le ministre de l'agriculture.

Le nombre de points nécessaires à l'obtention du certificat spécial de fin d'études demeure fixé, pour tous les élèves du cours, à 65 p. 100 du total des points.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.

*Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,*
JEAN-PAUL MARTIN

# ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS

Compte chèque postal 1.014.00, Paris,

ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

## TIRAGES FINANCIERS

### ETABLISSEMENTS CAREL, FOUCHE & Cie

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 375.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 55, RUE D'AMSTERDAM, A PARIS

Registre du commerce: Seine n° 54-B 4036.

*Obligations de 500 F 7 0/0 1927.*

**LISTE NUMERIQUE**

**1° Des 900 obligations sorties au onzième tirage au sort du 26 octobre 1955 formant la totalité des titres à amortir au 30 novembre 1955.** Ces obligations seront remboursables à 500 F aux guichets de la Banque nationale pour le commerce et l'industrie, 16, boulevard des Italiens, ainsi que dans ses succursales et agences de Paris et de province;

**2° Des obligations sorties aux tirages précédents et non encore présentées au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 167 | 54 | 746 | 55 | 1.091 | 55 |
| 188 | 52 | 747 | 55 | 1.092 | 55 |
| 233 | 55 | 750 | 55 | 1.103 | 54 |
| 270 | 53 | 759 | 55 | 1.107 | 55 |
| 271 | 51 | 760 | 55 | 1.122 | 55 |
| 272 | 54 | 762 | 55 | 1.143 | 55 |
| 320 | 55 | 763 | 55 | 1.146 | 55 |
| 322 | 55 | 765 | 55 | 1.147 | 55 |
| 331 | 52 | 772 | 55 | 1.168 | 55 |
| 333 | 52 | 773 | 55 | 1.178 | 55 |
| 334 | 54 | 774 | 55 | 1.179 | 55 |
| 345 | 55 | 778 | 55 | 1.180 | 55 |
| 363 | 54 | 784 | 55 | 1.196 | 55 |
| 365 | 54 | 788 | 55 | 1.197 | 55 |
| 381 | 55 | 790 | 55 | 1.198 | 55 |
| 4 8 | 54 | 793 | 55 | 1.209 | 54 |
| 489 | 53 | 796 | 55 | 1.210 | 54 |
| 505 | 54 | 797 | 55 | 1.211 | 54 |
| 506 | 54 | 861 | 55 | 1.212 | 54 |
| 526 | 53 | 918 | 55 | 1.213 | 54 |
| 535 | 54 | 933 | 55 | 1.216 | 54 |
| 537 | 54 | 934 | 55 | 1.219 | 55 |
| 558 | 54 | 937 | 55 | 1.229 | 55 |
| 559 | 54 | 943 | 55 | 1.246 | 55 |
| 560 | 54 | 958 | 55 | 1.250 | 55 |
| 561 | 55 | 966 | 55 | 1.252 | 55 |
| 562 | 55 | 969 | 55 | 1.255 | 54 |
| 582 | 55 | 970 | 55 | 1.265 | 55 |
| 586 | 53 | 972 | 55 | 1.267 | 54 |
| 592 | 55 | 986 | 55 | 1.268 | 55 |
| 595 | 55 | 989 | 55 | 1.271 | 53 |
| 596 | 55 | 1.002 | 55 | 1.272 | 53 |
| 621 | 55 | 1.003 | 55 | 1.273 | 53 |
| 623 | 55 | 1.004 | 55 | 1.274 | 53 |
| 654 | 55 | 1.005 | 55 | 1.275 | 53 |
| 655 | 54 | 1.024 | 55 | 1.276 | 53 |
| 657 | 54 | 1.041 | 55 | 1.277 | 53 |
| 658 | 54 | 1.046 | 55 | 1.279 | 54 |
| 659 | 54 | 1.049 | 55 | 1.280 | 54 |
| 688 | 55 | 1.066 | 55 | 1.284 | 54 |
| 703 | 54 | 1.067 | 55 | 1.296 | 54 |
| 737 | 55 | 1.072 | 55 | 1.304 | 55 |
| 738 | 55 | 1.080 | 55 | 1.310 | 55 |
| 739 | 55 | 1.087 | 55 | 1.311 | 55 |
| 740 | 55 | 1.089 | 54 | 1.312 | 55 |
| 745 | 55 | 1.090 | 54 | 1.313 | 55 |
| 1.317 | 54 | 2.082 | 55 | 2.556 | 52 |
| 1.321 | 55 | 2.083 | 55 | 2.557 | 52 |
| 1.322 | 55 | 2.084 | 55 | 2.558 | 55 |
| 1.323 | 55 | 2.085 | 55 | 2.565 | 55 |
| 1.326 | 54 | 2.089 | 55 | 2.566 | 55 |
| 1.337 | 55 | 2.090 | 55 | 2.571 | 55 |
| 1.339 | 55 | 2.101 | 55 | 2.572 | 55 |
| 1.345 | 55 | 2.120 | 55 | 2.573 | 53 |
| 1.356 | 55 | 2.168 | 55 | 2.574 | 53 |
| 1.359 | 54 | 2.171 | 55 | 2.575 | 53 |
| 1.361 | 55 | 2.192 | 55 | 2.576 | 55 |
| 1.362 | 55 | 2.216 | 54 | 2.583 | 52 |
| 1.363 | 55 | 2.227 | 55 | 2.584 | 52 |
| 1.365 | 55 | 2.228 | 55 | 2.585 | 52 |
| 1.374 | 55 | 2.229 | 55 | 2.586 | 54 |
| 1.380 | 55 | 2.231 | 55 | 2.587 | 53 |
| 1.381 | 55 | 2.233 | 55 | 2.588 | 53 |
| 1.397 | 55 | 2.236 | 55 | 2.591 | 54 |
| 1.400 | 53 | 2.281 | 55 | 2.592 | 55 |
| 1.402 | 55 | 2.287 | 55 | 2.593 | 55 |
| 1.413 | 55 | 2.292 | 55 | 2.597 | 55 |
| 1.432 | 55 | 2.293 | 55 | 2.601 | 55 |
| 1.433 | 55 | 2.299 | 55 | 2.614 | 55 |
| 1.435 | 54 | 2.301 | 55 | 2.618 | 55 |
| 1.446 | 55 | 2.303 | 55 | 2.659 | 55 |
| 1.454 | 55 | 2.335 | 55 | 2.665 | 55 |
| 1.456 | 55 | 2.340 | 55 | 2.678 | 54 |
| 1.457 | 55 | 2.354 | 55 | 2.679 | 54 |
| 1.462 | 54 | 2.352 | 55 | 2.683 | 54 |
| 1.472 | 54 | 2.368 | 55 | 2.689 | 55 |
| 1.475 | 54 | 2.395 | 55 | 2.697 | 55 |
| 1.476 | 55 | 2.402 | 54 | 2.698 | 55 |
| 1.535 | 55 | 2.405 | 53 | 2.699 | 55 |
| 1.565 | 53 | 2.407 | 53 | 2.710 | 55 |
| 1.569 | 53 | 2.408 | 54 | 2.731 | 54 |
| 1.577 | 54 | 2.414 | 55 | 2.733 | 55 |
| 1.645 | 55 | 2.415 | 55 | 2.736 | 54 |
| 1.692 | 53 | 2.416 | 55 | 2.739 | 54 |
| 1.702 | 53 | 2.417 | 55 | 2.741 | 55 |
| 1.718 | 54 | 2.418 | 55 | 2.742 | 55 |
| 1.723 | 53 | 2.419 | 55 | 2.746 | 54 |
| 1.725 | 50 | 2.421 | 55 | 2.760 | 55 |
| 1.740 | 55 | 2.422 | 55 | 2.761 | 55 |
| 1.741 | 54 | 2.427 | 55 | 2.763 | 55 |
| 1.757 | 51 | 2.429 | 55 | 2.764 | 55 |
| 1.774 | 55 | 2.440 | 54 | 2.767 | 54 |
| 1.906 | 54 | 2.441 | 54 | 2.768 | 55 |
| 1.908 | 54 | 2.442 | 55 | 2.769 | 55 |
| 1.994 | 53 | 2.450 | 55 | 2.770 | 55 |
| 2.002 | 55 | 2.459 | 54 | 2.774 | 55 |
| 2.008 | 54 | 2.460 | 54 | 2.772 | 55 |
| 2.009 | 55 | 2.462 | 55 | 2.774 | 54 |
| 2.010 | 54 | 2.463 | 55 | 2.789 | 55 |
| 2.021 | 55 | 2.464 | 55 | 2.790 | 55 |
| 2.022 | 55 | 2.465 | 55 | 2.794 | 55 |
| 2.031 | 54 | 2.468 | 54 | 2.828 | 55 |
| 2.032 | 54 | 2.469 | 54 | 2.892 | 55 |
| 2.033 | 54 | 2.473 | 55 | 2.893 | 55 |
| 2.034 | 54 | 2.477 | 54 | 2.897 | 55 |
| 2.035 | 54 | 2.478 | 53 | 2.903 | 55 |
| 2.036 | 54 | 2.479 | 54 | 2.908 | 55 |
| 2.037 | 54 | 2.483 | 55 | 2.910 | 55 |
| 2.056 | 54 | 2.485 | 55 | 2.913 | 54 |
| 2.057 | 54 | 2.487 | 55 | 2.914 | 55 |
| 2.058 | 54 | 2.498 | 54 | 2.915 | 55 |
| 2.061 | 54 | 2.500 | 55 | 2.916 | 54 |
| 2.062 | 52 | 2.522 | 55 | 2.917 | 55 |
| 2.065 | 54 | 2.523 | 54 | 2.921 | 53 |
| 2.068 | 55 | 2.524 | 54 | 2.949 | 55 |
| 2.076 | 55 | 2.538 | 55 | 2.954 | 52 |
| 2.078 | 55 | 2.554 | 52 | 2.955 | 54 |
| 2.079 | 55 | 2.555 | 52 | 2.956 | 55 |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2.980 | 55 | 4.070 | 55 | 4.613 | 55 | 5.798 | 55 | 6.618 | 55 | 7.551 | 52 |
| 2.981 | 55 | 4.071 | 55 | 4.616 | 55 | 5.808 | 54 | 6.622 | 54 | 7.552 | 52 |
| 3.004 | 53 | 4.073 | 55 | 4.617 | 55 | 5.847 | 54 | 6.632 | 55 | 7.554 | 52 |
| 3.008 | 54 | 4.075 | 55 | 4.619 | 55 | 5.820 | 53 | 6.641 | 55 | 7.555 | 55 |
| 3.009 | 53 | 4.078 | 55 | 4.621 | 55 | 5.843 | 53 | 6.643 | 55 | 7.558 | 55 |
| 3.032 | 54 | 4.085 | 55 | 4.622 | 55 | 5.848 | 52 | 6.645 | 55 | 7.567 | 55 |
| 3.034 | 55 | 4.0 9 | 55 | 4.626 | 55 | 5.852 | 54 | 6.646 | 55 | 7.568 | 55 |
| 3.035 | 54 | 4.090 | 55 | 4.615 | 55 | 5.860 | 55 | 6.648 | 55 | 7.575 | 55 |
| 3.036 | 54 | 4.128 | 55 | 4.648 | 54 | 5.861 | 55 | 6.651 | 54 | 7.576 | 55 |
| 3.038 | 54 | 4.130 | 55 | 4.649 | 55 | 5.878 | 55 | 6.658 | 55 | 7.577 | 55 |
| 3.042 | 55 | 4.131 | 55 | 4.659 | 55 | 5.879 | 55 | 6.660 | 54 | 7.5 8 | 55 |
| 3.043 | 54 | 4.132 | 55 | 4.660 | 55 | 5.890 | 55 | 6.661 | 55 | 7.592 | 55 |
| 3.045 | 55 | 4.133 | 55 | 4.661 | 55 | 5.8 1 | 55 | 6.663 | 55 | 7.593 | 55 |
| 3.046 | 55 | 4.138 | 55 | 4.669 | 55 | 5.882 | 55 | 6.664 | 55 | 7.594 | 55 |
| 3.048 | 55 | 4.139 | 55 | 4.681 | 55 | 5.883 | 55 | 6.666 | 55 | 7.595 | 55 |
| 3.049 | 55 | 4.157 | 55 | 4.683 | 55 | 5.886 | 54 | 6.667 | 55 | 7.596 | 55 |
| 3.050 | 55 | 4.161 | 54 | 4.690 | 55 | 5.896 | 55 | 6.668 | 55 | 7.599 | 55 |
| 3.064 | 55 | 4.165 | 54 | 4.691 | 55 | 5.897 | 55 | 6.671 | 55 | 7.610 | 55 |
| 3.073 | 55 | 4.166 | 55 | 4.744 | 55 | 5.898 | 55 | 6.673 | 55 | 7.630 | 55 |
| 3.076 | 55 | 4.167 | 55 | 4.745 | 55 | 5.899 | 55 | 6.681 | 55 | 7.639 | 55 |
| 3.089 | 55 | 4.168 | 55 | 4.747 | 55 | 5.900 | 55 | 6.682 | 55 | 7.645 | 55 |
| 3.090 | 55 | 4.169 | 55 | 4.748 | 55 | 5.922 | 55 | 6.689 | 55 | 7.651 | 55 |
| 3.098 | 55 | 4.170 | 55 | 4.750 | 54 | 5.949 | 54 | 6.701 | 55 | 7.660 | 52 |
| 3.103 | 55 | 4.172 | 55 | 4.751 | 55 | 5.959 | 50 | 6.702 | 55 | 7.664 | 52 |
| 3.181 | 54 | 4.174 | 54 | 4.755 | 55 | 5.964 | 54 | 6.703 | 55 | 7.666 | 55 |
| 3.185 | 54 | 4.177 | 54 | 4.756 | 55 | 5.967 | 55 | 6.704 | 55 | 7.674 | 55 |
| 3.195 | 54 | 4.180 | 55 | 4.757 | 55 | 6.009 | 55 | 6.705 | 55 | 7.690 | 54 |
| 3.201 | 55 | 4.181 | 55 | 4.758 | 55 | 6.011 | 53 | 6.706 | 55 | 7.709 | 54 |
| 3.205 | 55 | 4.185 | 55 | 4.759 | 55 | 6.065 | 55 | 6.707 | 55 | 7.715 | 55 |
| 3.219 | 55 | 4.193 | 55 | 4.761 | 54 | 6.066 | 55 | 6.708 | 55 | 7.716 | 55 |
| 3.220 | 55 | 4.225 | 54 | 4.832 | 54 | 6.067 | 55 | 6.709 | 55 | 7.720 | 55 |
| 3.231 | 55 | 4.226 | 54 | 4.838 | 55 | 6.068 | 55 | 6.711 | 55 | 7.726 | 55 |
| 3.234 | 55 | 4.227 | 54 | 4.921 | 55 | 6.072 | 55 | 6.736 | 55 | 7.727 | 55 |
| 3.235 | 55 | 4.228 | 54 | 4.924 | 55 | 6.081 | 55 | 6.741 | 55 | 7.730 | 55 |
| 3.270 | 54 | 4.229 | 54 | 4.925 | 55 | 6.0 4 | 55 | 6.742 | 55 | 7.731 | 55 |
| 3.274 | 54 | 4.230 | 54 | 4.926 | 55 | 6.085 | 55 | 6.745 | 48 | 7.732 | 54 |
| 3.275 | 55 | 4.231 | 54 | 4.938 | 55 | 6.086 | 55 | 6.746 | 55 | 7.736 | 53 |
| 3.276 | 55 | 4.232 | 54 | 4.939 | 55 | 6.093 | 55 | 6.747 | 55 | 7.742 | 55 |
| 3.286 | 55 | 4.238 | 54 | 4.942 | 55 | 6.098 | 55 | 6.748 | 55 | 7.746 | 55 |
| 3.288 | 55 | 4.251 | 55 | 4.943 | 55 | 6.100 | 55 | 6.749 | 53 | 7.755 | 55 |
| 3.335 | 55 | 4.260 | 55 | 4.944 | 55 | 6.129 | 55 | 6.750 | 53 | 7.756 | 55 |
| 3.358 | 55 | 4.261 | 55 | 4.945 | 55 | 6.131 | 55 | 6.754 | 55 | 7.757 | 55 |
| 3.368 | 55 | 4.263 | 55 | 4.946 | 55 | 6.171 | 55 | 6.755 | 55 | 7.758 | 55 |
| 3.379 | 52 | 4.264 | 55 | 4.948 | 55 | 6.172 | 54 | 6.757 | 55 | 7.759 | 55 |
| 3.380 | 52 | 4.285 | 54 | 4.949 | 55 | 6.173 | 54 | 6.774 | 55 | 7.760 | 55 |
| 3.381 | 52 | 4.293 | 53 | 4.950 | 55 | 6.193 | 54 | 6.775 | 55 | 7.771 | 54 |
| 3.383 | 52 | 4.301 | 55 | 4.951 | 55 | 6.195 | 54 | 6.776 | 55 | 7.776 | 55 |
| 3.383 | 52 | 4.302 | 55 | 4.952 | 55 | 6.199 | 55 | 6.782 | 55 | 7.777 | 55 |
| 3.386 | 55 | 4.320 | 55 | 4.964 | 55 | 6.200 | 55 | 6.783 | 55 | 7.778 | 55 |
| 3.438 | 53 | 4.321 | 55 | 4.979 | 55 | 6.201 | 54 | 6.716 | 55 | 7.781 | 55 |
| 3.479 | 55 | 4.342 | 54 | 4.980 | 55 | 6.202 | 54 | 6.797 | 55 | 7.814 | 55 |
| 3.491 | 55 | 4.343 | 54 | 4.981 | 55 | 6.203 | 54 | 6.799 | 55 | 7.826 | 55 |
| 3.505 | 55 | 4.344 | 54 | 4.9 2 | 55 | 6.241 | 55 | 6.800 | 55 | 7.827 | 55 |
| 3.506 | 55 | 4.345 | 54 | 4.984 | 55 | 6.245 | 55 | 6.802 | 55 | 7.828 | 55 |
| 3.510 | 55 | 4.346 | 54 | 4.985 | 55 | 6.246 | 55 | 6.803 | 55 | 7.832 | 52 |
| 3.511 | 55 | 4.347 | 54 | 5.008 | 54 | 6.247 | 55 | 6.808 | 55 | 7.833 | 55 |
| 3.513 | 55 | 4.348 | 54 | 5.033 | 55 | 6.252 | 54 | 6.809 | 55 | 7.838 | 55 |
| 3.520 | 55 | 4.349 | 55 | 5.035 | 55 | 6.253 | 55 | 6.831 | 55 | 7.839 | 55 |
| 3.525 | 55 | 4.351 | 53 | 5.150 | 55 | 6.285 | 55 | 6.841 | 52 | 7.840 | 55 |
| 3.529 | 53 | 4.368 | 55 | 5.156 | 54 | 6.286 | 55 | 6.842 | 55 | 7.843 | 55 |
| 3.531 | 55 | 4.398 | 55 | 5.162 | 55 | 6.287 | 55 | 6.844 | 52 | 7.849 | 55 |
| 3.539 | 55 | 4.402 | 54 | 5.318 | 54 | 6.288 | 55 | 6.870 | 55 | 7.850 | 55 |
| 3.540 | 55 | 4.408 | 55 | 5.319 | 54 | 6.289 | 55 | 6.890 | 55 | 7.851 | 55 |
| 3.556 | 55 | 4.409 | 55 | 5.321 | 54 | 6.292 | 55 | 6.893 | 55 | 7.852 | 55 |
| 3.592 | 55 | 4.410 | 55 | 5.329 | 53 | 6.293 | 55 | 6.898 | 55 | 7.853 | 55 |
| 3.597 | 55 | 4.411 | 55 | 5.330 | 53 | 6.294 | 55 | 6.900 | 55 | 7.854 | 55 |
| 3.599 | 55 | 4.415 | 55 | 5.365 | 54 | 6.298 | 55 | 6.905 | 55 | 7.855 | 55 |
| 3.719 | 55 | 4.417 | 54 | 5.366 | 54 | 6.305 | 54 | 6.906 | 55 | 7.865 | 54 |
| 3.720 | 54 | 4.422 | 55 | 5.368 | 54 | 6.309 | 55 | 6.907 | 55 | 7.880 | 55 |
| 3.797 | 55 | 4.423 | 55 | 5.369 | 55 | 6.317 | 55 | 6.908 | 55 | 7.881 | 55 |
| 3.801 | 54 | 4.426 | 55 | 5.394 | 54 | 6.122 | 55 | 6.910 | 55 | 7.884 | 55 |
| 3.822 | 55 | 4.427 | 55 | 5.458 | 51 | 6.123 | 55 | 6.912 | 55 | 7.885 | 55 |
| 3.826 | 55 | 4.428 | 55 | 5.463 | 54 | 6.146 | 55 | 6.913 | 55 | 7.890 | 55 |
| 3.824 | 55 | 4.429 | 55 | 5.509 | 55 | 6.153 | 55 | 6.914 | 55 | 7.891 | 55 |
| 3.864 | 54 | 4.431 | 55 | 5.510 | 55 | 6.156 | 55 | 6.915 | 55 | 7.898 | 55 |
| 3.875 | 51 | 4.432 | 55 | 5.522 | 55 | 6.157 | 55 | 6.922 | 55 | 7.899 | 54 |
| 3.876 | 51 | 4.444 | 55 | 5.528 | 55 | 6.459 | 55 | 6.923 | 55 | 7.902 | 55 |
| 3.877 | 51 | 4.445 | 55 | 5.566 | 55 | 6.463 | 55 | 6.924 | 55 | 7.918 | 55 |
| 3.878 | 51 | 4.446 | 55 | 5.568 | 55 | 6.465 | 55 | 6.950 | 55 | 7.929 | 52 |
| 3.879 | 51 | 4.465 | 55 | 5.569 | 54 | 6.526 | 55 | 6.951 | 55 | 7.952 | 55 |
| 3.880 | 51 | 4.471 | 55 | 5.570 | 55 | 6.527 | 55 | 6.952 | 55 | 7.954 | 55 |
| 3.881 | 51 | 4.472 | 55 | 5.571 | 55 | 6.528 | 55 | 6.955 | 55 | 7.957 | 55 |
| 3.882 | 51 | 4.473 | 55 | 5.572 | 55 | 6.529 | 55 | 6.976 | 55 | 7.961 | 55 |
| 3.919 | 55 | 4.477 | 55 | 5.573 | 55 | 6.530 | 55 | 7.021 | 54 | 7.985 | 54 |
| 3.961 | 55 | 4.478 | 55 | 5.588 | 55 | 6.531 | 55 | 7.064 | 54 | 7.986 | 55 |
| 3.962 | 55 | 4.480 | 52 | 5.605 | 55 | 6.533 | 55 | 7.132 | 55 | 7.993 | 55 |
| 3.965 | 55 | 4.481 | 52 | 5.608 | 55 | 6.536 | 55 | 7.158 | 54 | 7.994 | 55 |
| 3.966 | 55 | 4.482 | 52 | 5.687 | 55 | 6.545 | 54 | 7.224 | 55 | 7.995 | 54 |
| 3.981 | 54 | 4.483 | 52 | 5.722 | 54 | 6.559 | 55 | 7.374 | 54 | 7.996 | 55 |
| 3.983 | 55 | 4.484 | 55 | 5.723 | 54 | 6.560 | 55 | 7.377 | 54 | 7.997 | 55 |
| 3.984 | 55 | 4.485 | 52 | 5.772 | 55 | 6.565 | 54 | 7.413 | 55 | 8.011 | 54 |
| 3.993 | 55 | 4.486 | 52 | 5.776 | 55 | 6.575 | 55 | 7.482 | 55 | 8.015 | 54 |
| 4.052 | 55 | 4.488 | 55 | 5.779 | 55 | 6.579 | 55 | 7.502 | 55 | 8.064 | 55 |
| 4.064 | 55 | 4.489 | 55 | 5.782 | 55 | 6.603 | 55 | | | | |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8.622 | 55 | 9.627 | 55 | 11.528 | 55 | 11.972 | 55 | 14.001 | 52 | 14.415 | 53 |
| 8.625 | 52 | 9.633 | 54 | 11.536 | 54 | 11.975 | 55 | 14.005 | 55 | 14.420 | 55 |
| 8.635 | 53 | 9.713 | 54 | 11.537 | 54 | 11.976 | 55 | 14.006 | 54 | 14.421 | 55 |
| 8.674 | 55 | 9.729 | 55 | 11.538 | 54 | 11.977 | 55 | 14.007 | 54 | 14.445 | 55 |
| 8.275 | 54 | 9.772 | 54 | 11.539 | 54 | 11.978 | 55 | 14.008 | 55 | 14.476 | 54 |
| 8.286 | 54 | 9.789 | 55 | 11.540 | 54 | 11.979 | 55 | 14.009 | 55 | 14.479 | 54 |
| 8.288 | 55 | 9.801 | 55 | 11.547 | 55 | 11.980 | 54 | 14.010 | 55 | 14.480 | 54 |
| 8.318 | 54 | 9.878 | 53 | 11.548 | 55 | 11.991 | 54 | 14.011 | 55 | 14.481 | 53 |
| 8.338 | 54 | 9.880 | 55 | 11.549 | 55 | 12.054 | 54 | 14.012 | 55 | 14.482 | 53 |
| 8.350 | 55 | 9.898 | 55 | 11.553 | 55 | 12.073 | 54 | 14.013 | 55 | 14.483 | 53 |
| 8.378 | 53 | 9.914 | 54 | 11.580 | 55 | 12.074 | 54 | 14.014 | 55 | 14.484 | 53 |
| 8.427 | 55 | 9.923 | 55 | 11.586 | 55 | 12.091 | 54 | 14.015 | 55 | 14.485 | 53 |
| 8.446 | 55 | 10.056 | 50 | 11.587 | 55 | 12.104 | 54 | 14.016 | 55 | 14.486 | 53 |
| 8.471 | 55 | 10.058 | 55 | 11.588 | 55 | 12.121 | 54 | 14.034 | 54 | 14.487 | 53 |
| 8.482 | 55 | 10.061 | 54 | 11.622 | 55 | 12.170 | 54 | 14.035 | 54 | 14.488 | 53 |
| 8.498 | 55 | 10.065 | 55 | 11.623 | 55 | 12.181 | 53 | 14.036 | 54 | 14.489 | 53 |
| 8.506 | 55 | 10.068 | 55 | 11.630 | 55 | 12.182 | 53 | 14.037 | 54 | 14.490 | 55 |
| 8.507 | 49 | 10.071 | 55 | 11.631 | 55 | 12.189 | 55 | 14.067 | 54 | 14.491 | 55 |
| 8.508 | 49 | 10.073 | 55 | 11.636 | 55 | 12.196 | 53 | 14.068 | 54 | 14.492 | 55 |
| 8.512 | 55 | 10.079 | 54 | 11.640 | 55 | 12.225 | 53 | 14.069 | 54 | 14.494 | 54 |
| 8.513 | 55 | 10.092 | 54 | 11.657 | 55 | 12.241 | 55 | 14.070 | 54 | 14.495 | 54 |
| 8.514 | 55 | 10.094 | 55 | 11.666 | 54 | 12.251 | 52 | 14.071 | 54 | 14.549 | 54 |
| 8.515 | 55 | 10.095 | 55 | 11.668 | 55 | 12.340 | 55 | 14.074 | 53 | 14.548 | 55 |
| 8.517 | 55 | 10.098 | 55 | 11.669 | 55 | 12.437 | 50 | 14.080 | 55 | 14.579 | 54 |
| 8.640 | 54 | 10.099 | 54 | 11.673 | 54 | 12.438 | 51 | 14.096 | 54 | 14.611 | 55 |
| 8.687 | 55 | 10.100 | 55 | 11.675 | 55 | 12.479 | 51 | 14.099 | 55 | 14.616 | 54 |
| 8.698 | 55 | 10.101 | 50 | 11.677 | 55 | 12.511 | 50 | 14.103 | 55 | 14.662 | 54 |
| 8.691 | 54 | 10.103 | 55 | 11.678 | 55 | 12.547 | 51 | 14.104 | 55 | 14.682 | 54 |
| 8.692 | 55 | 10.104 | 55 | 11.680 | 54 | 12.548 | 49 | 14.111 | 55 | 14.691 | 53 |
| 8.693 | 55 | 10.107 | 54 | 11.688 | 54 | 12.671 | 53 | 14.114 | 55 | 14.712 | 54 |
| 8.698 | 55 | 10.108 | 54 | 11.714 | 55 | 12.783 | 54 | 14.123 | 55 | 14.716 | 53 |
| 8.699 | 55 | 10.109 | 54 | 11.717 | 55 | 12.789 | 53 | 14.139 | 55 | 14.770 | 54 |
| 8.701 | 55 | 10.112 | 52 | 11.725 | 55 | 12.796 | 54 | 14.162 | 55 | 14.779 | 53 |
| 8.705 | 55 | 10.117 | 53 | 11.726 | 55 | 12.809 | 53 | 14.171 | 54 | 14.782 | 55 |
| 8.708 | 55 | 10.151 | 55 | 11.727 | 55 | 12.810 | 53 | 14.172 | 53 | 14.792 | 55 |
| 8.718 | 54 | 10.169 | 52 | 11.728 | 55 | 12.905 | 54 | 14.182 | 54 | 14.809 | 53 |
| 8.722 | 55 | 10.173 | 55 | 11.730 | 55 | 12.921 | 54 | 14.197 | 53 | 14.876 | 54 |
| 8.725 | 55 | 10.174 | 55 | 11.734 | 55 | 12.927 | 54 | 14.198 | 53 | 14.937 | 55 |
| 8.726 | 55 | 10.199 | 54 | 11.739 | 55 | 12.931 | 54 | 14.199 | 53 | 14.939 | 54 |
| 8.727 | 55 | 10.210 | 55 | 11.742 | 55 | 12.935 | 54 | 14.200 | 55 | 14.987 | 54 |
| 8.729 | 55 | 10.259 | 54 | 11.745 | 55 | 12.948 | 54 | 14.218 | 55 | 14.992 | 54 |
| 8.730 | 55 | 10.260 | 54 | 11.767 | 55 | 12.959 | 54 | 14.219 | 55 | 15.213 | 55 |
| 8.731 | 55 | 10.261 | 55 | 11.768 | 54 | 12.961 | 54 | 14.220 | 54 | 15.317 | 54 |
| 8.734 | 55 | 10.270 | 55 | 11.772 | 55 | 12.963 | 55 | 14.221 | 54 | 15.327 | 54 |
| 8.735 | 55 | 10.273 | 55 | 11.779 | 55 | 12.964 | 54 | 14.222 | 54 | 15.331 | 54 |
| 8.754 | 55 | 10.286 | 54 | 11.781 | 55 | 12.992 | 55 | 14.223 | 54 | 15.342 | 55 |
| 8.760 | 55 | 10.287 | 55 | 11.801 | 55 | 13.004 | 54 | 14.224 | 54 | 15.375 | 53 |
| 8.771 | 54 | 10.289 | 55 | 11.810 | 55 | 13.017 | 53 | 14.226 | 54 | 15.376 | 53 |
| 8.785 | 53 | 10.430 | 52 | 11.824 | 55 | 13.018 | 53 | 14.227 | 54 | 15.379 | 54 |
| 8.789 | 55 | 10.649 | 48 | 11.826 | 53 | 13.024 | 54 | 14.229 | 54 | 15.401 | 54 |
| 8.806 | 55 | 10.683 | 54 | 11.827 | 53 | 13.060 | 53 | 14.231 | 55 | 15.406 | 54 |
| 8.833 | 55 | 10.685 | 54 | 11.830 | 55 | 13.094 | 55 | 14.239 | 55 | 15.414 | 54 |
| 8.834 | 52 | 10.690 | 54 | 11.835 | 55 | 13.145 | 53 | 14.268 | 55 | 15.432 | 54 |
| 8.839 | 53 | 10.712 | 54 | 11.839 | 55 | 13.161 | 55 | 14.271 | 55 | 15.524 | 54 |
| 8.840 | 54 | 10.715 | 54 | 11.841 | 54 | 13.207 | 55 | 14.272 | 53 | 15.570 | 54 |
| 8.845 | 55 | 10.745 | 54 | 11.842 | 54 | 13.392 | 55 | 14.301 | 54 | 15.542 | 54 |
| 8.852 | 55 | 10.774 | 54 | 11.848 | 53 | 13.435 | 54 | 14.302 | 54 | 15.543 | 53 |
| 8.870 | 54 | 10.775 | 52 | 11.849 | 55 | 13.484 | 54 | 14.303 | 55 | 15.625 | 51 |
| 8.872 | 55 | 10.781 | 53 | 11.850 | 55 | 13.485 | 52 | 14.304 | 55 | 15.626 | 50 |
| 8.874 | 55 | 10.783 | 53 | 11.851 | 55 | 13.496 | 53 | 14.308 | 55 | 15.641 | 54 |
| 8.886 | 55 | 10.802 | 54 | 11.853 | 55 | 13.509 | 54 | 14.312 | 55 | 15.645 | 55 |
| 8.895 | 55 | 10.881 | 53 | 11.856 | 55 | 13.526 | 55 | 14.314 | 54 | 15.646 | 54 |
| 8.917 | 54 | 10.909 | 54 | 11.861 | 54 | 13.540 | 54 | 14.316 | 55 | 15.649 | 54 |
| 8.919 | 54 | 10.966 | 54 | 11.862 | 54 | 13.572 | 55 | 14.321 | 55 | 15.652 | 54 |
| 8.920 | 54 | 10.983 | 55 | 11.863 | 54 | 13.573 | 53 | 14.327 | 55 | 15.672 | 54 |
| 8.921 | 54 | 10.989 | 53 | 11.864 | 54 | 13.576 | 49 | 14.330 | 55 | 15.683 | 55 |
| 8.922 | 55 | 10.994 | 55 | 11.865 | 54 | 13.577 | 54 | 14.331 | 55 | 15.688 | 52 |
| 8.929 | 55 | 11.026 | 54 | 11.866 | 54 | 13.602 | 54 | 14.335 | 55 | 15.689 | 52 |
| 8.930 | 54 | 11.032 | 54 | 11.867 | 54 | 13.603 | 53 | 14.339 | 54 | 15.732 | 54 |
| 8.940 | 55 | 11.040 | 54 | 11.870 | 55 | 13.604 | 54 | 14.310 | 54 | 15.736 | 50 |
| 8.956 | 55 | 11.059 | 54 | 11.871 | 55 | 13.606 | 53 | 14.341 | 54 | 15.739 | 53 |
| 8.958 | 55 | 11.061 | 54 | 11.877 | 54 | 13.616 | 54 | 14.342 | 55 | 15.750 | 49 |
| 8.986 | 55 | 11.097 | 54 | 11.879 | 55 | 13.620 | 54 | 14.343 | 55 | 15.751 | 53 |
| 8.999 | 55 | 11.115 | 54 | 11.891 | 54 | 13.627 | 55 | 14.344 | 55 | 15.771 | 53 |
| 9.072 | 54 | 11.191 | 54 | 11.893 | 54 | 13.632 | 54 | 14.345 | 55 | 15.782 | 54 |
| 9.077 | 55 | 11.195 | 55 | 11.894 | 54 | 13.678 | 54 | 14.346 | 55 | 15.788 | 54 |
| 9.120 | 48 | 11.302 | 55 | 11.899 | 55 | 13.679 | 54 | 14.348 | 55 | 15.791 | 54 |
| 9.124 | 50 | 11.282 | 55 | 11.907 | 55 | 13.680 | 53 | 14.353 | 55 | 15.822 | 49 |
| 9.136 | 48 | 11.327 | 54 | 11.913 | 54 | 13.684 | 54 | 14.358 | 55 | 15.891 | 55 |
| 9.137 | 55 | 11.330 | 53 | 11.914 | 54 | 13.699 | 55 | 14.359 | 55 | 15.895 | 54 |
| 9.172 | 52 | 11.337 | 54 | 11.917 | 55 | 13.731 | 53 | 14.371 | 55 | 15.905 | 55 |
| 9.295 | 54 | 11.404 | 53 | 11.923 | 55 | 13.754 | 54 | 14.372 | 55 | 15.928 | 54 |
| 9.304 | 54 | 11.452 | 54 | 11.945 | 55 | 13.783 | 54 | 14.373 | 55 | 15.930 | 53 |
| 9.305 | 54 | 11.456 | 53 | 11.950 | 55 | 13.785 | 53 | 14.374 | 55 | 15.931 | 53 |
| 9.317 | 55 | 11.472 | 54 | 11.951 | 55 | 13.822 | 54 | 14.375 | 55 | 15.941 | 55 |
| 9.328 | 55 | 11.477 | 54 | 11.953 | 55 | 13.824 | 49 | 14.376 | 55 | 16.001 | 54 |
| 9.427 | 55 | 11.503 | 54 | 11.954 | 55 | 13.863 | 54 | 14.382 | 55 | 16.002 | 55 |
| 9.485 | 55 | 11.504 | 54 | 11.966 | 55 | 13.893 | 54 | 14.386 | 55 | 16.031 | 52 |
| 9.490 | 55 | 11.505 | 54 | 11.967 | 55 | 13.895 | 54 | 14.397 | 55 | 16.035 | 54 |
| 9.507 | 55 | 11.506 | 54 | 11.968 | 55 | 13.950 | 54 | 14.398 | 55 | 16.039 | 54 |
| 9.515 | 54 | 11.507 | 54 | 11.969 | 55 | 13.973 | 55 | 14.399 | 55 | 16.041 | 55 |
| 9.570 | 50 | 11.510 | 55 | 11.970 | 55 | 13.992 | 55 | 14.400 | 55 | 16.083 | 48 |
| 9.622 | 55 | 11.527 | 55 | 11.971 | 55 | 13.999 | 49 | 14.402 | 54 | 16.112 | 52 |
| 9.623 | 54 | | | | | | | 14.403 | 54 | | |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 16.122 | 55 | 17.160 | 53 | 19.060 | 53 | 20.300 | 54 | 21.178 | 55 | 22.790 | 55 |
| 16.195 | 55 | 17.413 | 54 | 19.066 | 54 | 20.302 | 53 | 21.487 | 54 | 22.860 | 55 |
| 16.199 | 55 | 17.443 | 55 | 19.276 | 54 | 20.325 | 53 | 21.512 | 54 | 22.869 | 53 |
| 16.212 | 54 | 17.460 | 55 | 19.322 | 54 | 20.328 | 53 | 21.531 | 54 | 22.871 | 54 |
| 16.217 | 54 | 17.462 | 50 | 19.328 | 53 | 20.336 | 53 | 21.536 | 55 | 22.874 | 53 |
| 16.230 | 53 | 17.573 | 52 | 19.363 | 54 | 20.340 | 54 | 21.542 | 54 | 22.895 | 54 |
| 16.255 | 55 | 17.574 | 54 | 19.371 | 54 | 20.341 | 54 | 21.547 | 55 | 22.897 | 52 |
| 16.302 | 54 | 17.576 | 53 | 19.376 | 52 | 20.406 | 53 | 21.555 | 53 | 22.898 | 55 |
| 16.312 | 55 | 17.580 | 54 | 19.378 | 54 | 20.408 | 54 | 21.587 | 52 | 22.904 | 54 |
| 16.319 | 54 | 17.585 | 53 | 19.395 | 54 | 20.630 | 54 | 21.588 | 53 | 22.915 | 54 |
| 16.364 | 53 | 17.591 | 50 | 19.408 | 55 | 20.637 | 54 | 21.625 | 55 | 22.916 | 54 |
| 16.528 | 55 | 17.593 | 53 | 19.416 | 54 | 20.692 | 53 | 21.630 | 53 | 22.931 | 53 |
| 16.542 | 53 | 17.741 | 54 | 19.480 | 55 | 20.708 | 55 | 21.631 | 53 | 23.076 | 53 |
| 16.543 | 53 | 17.835 | 54 | 19.522 | 53 | 20.718 | 55 | 21.641 | 55 | 23.149 | 54 |
| 16.546 | 53 | 17.838 | 55 | 19.534 | 53 | 20.736 | 54 | 21.708 | 55 | 23.148 | 50 |
| 16.548 | 53 | 17.847 | 55 | 19.561 | 53 | 20.792 | 54 | 21.719 | 52 | 23.176 | 41 |
| 16.579 | 54 | 17.862 | 55 | 19.588 | 54 | 20.834 | 54 | 21.722 | 53 | 23.177 | 54 |
| 16.586 | 54 | 17.863 | 55 | 19.594 | 54 | 20.843 | 53 | 21.749 | 54 | 23.238 | 54 |
| 16.587 | 55 | 17.903 | 53 | 19.619 | 54 | 20.845 | 54 | 21.887 | 55 | 23.290 | 54 |
| 16.606 | 52 | 17.904 | 49 | 19.626 | 54 | 20.846 | 54 | 21.896 | 49 | 23.310 | 53 |
| 16.686 | 53 | 18.036 | 55 | 19.633 | 54 | 20.853 | 53 | 21.960 | 55 | 23.311 | 41 |
| 16.730 | 54 | 18.182 | 54 | 19.653 | 53 | 20.859 | 54 | 21.981 | 54 | 23.313 | 54 |
| 16.803 | 54 | 18.188 | 54 | 19.655 | 53 | 20.919 | 50 | 22.006 | 55 | 23.315 | 53 |
| 16.813 | 54 | 18.194 | 53 | 19.661 | 53 | 20.928 | 53 | 22.040 | 54 | 23.316 | 50 |
| 16.814 | 52 | 18.204 | 54 | 19.664 | 53 | 20.969 | 54 | 22.061 | 54 | 23.318 | 54 |
| 16.818 | 52 | 18.208 | 52 | 19.707 | 54 | 20.984 | 54 | 22.068 | 53 | 23.319 | 50 |
| 16.827 | 52 | 18.246 | 54 | 19.710 | 53 | 20.996 | 54 | 22.119 | 53 | 23.322 | 49 |
| 16.828 | 54 | 18.220 | 53 | 19.770 | 53 | 21.027 | 54 | 22.156 | 53 | 23.324 | 53 |
| 16.829 | 54 | 18.306 | 54 | 19.780 | 54 | 21.028 | 54 | 22.161 | 55 | 23.326 | 53 |
| 16.872 | 54 | 18.337 | 54 | 19.854 | 55 | 21.054 | 54 | 22.265 | 54 | 23.330 | 54 |
| 16.873 | 53 | 18.356 | 54 | 19.873 | 54 | 21.118 | 53 | 22.272 | 55 | 23.334 | 54 |
| 16.883 | 54 | 18.372 | 54 | 19.880 | 53 | 21.121 | 54 | 22.279 | 55 | 23.342 | 54 |
| 16.895 | 53 | 18.387 | 54 | 19.884 | 54 | 21.127 | 53 | 22.325 | 54 | 23.409 | 54 |
| 16.898 | 53 | 18.465 | 54 | 19.929 | 54 | 21.154 | 54 | 22.351 | 54 | 23.420 | 54 |
| 16.899 | 53 | 18.527 | 54 | 19.933 | 54 | 21.161 | 53 | 22.365 | 54 | 23.453 | 53 |
| 16.971 | 54 | 18.571 | 55 | 20.018 | 53 | 21.176 | 55 | 22.381 | 54 | 23.456 | 53 |
| 16.978 | 54 | 18.617 | 50 | 20.025 | 54 | 21.209 | 54 | 22.387 | 54 | 23.458 | 53 |
| 17.038 | 54 | 18.660 | 53 | 20.030 | 50 | 21.234 | 53 | 22.414 | 52 | 23.566 | 55 |
| 17.114 | 55 | 18.674 | 55 | 20.091 | 54 | 21.243 | 54 | 22.527 | 54 | 23.580 | 55 |
| 17.169 | 54 | 18.785 | 53 | 20.094 | 54 | 21.248 | 54 | 22.547 | 53 | 23.617 | 54 |
| 17.173 | 53 | 18.823 | 53 | 20.109 | 54 | 21.250 | 50 | 22.551 | 55 | 23.621 | 54 |
| 17.226 | 53 | 18.831 | 54 | 20.129 | 55 | 21.253 | 53 | 22.552 | 53 | 23.731 | 54 |
| 17.246 | 53 | 18.859 | 54 | 20.136 | 54 | 21.274 | 54 | 22.558 | 50 | 23.735 | 53 |
| 17.275 | 54 | 18.879 | 54 | 20.151 | 55 | 21.292 | 49 | 22.559 | 53 | 23.739 | 53 |
| 17.284 | 54 | 18.880 | 55 | 20.163 | 53 | 21.309 | 55 | 22.560 | 54 | 23.744 | 53 |
| 17.297 | 53 | 18.910 | 53 | 20.167 | 53 | 21.311 | 53 | 22.568 | 54 | 23.748 | 53 |
| 17.307 | 53 | 18.915 | 54 | 20.171 | 52 | 21.316 | 54 | 22.611 | 54 | 23.753 | 53 |
| 17.313 | 53 | 18.933 | 53 | 20.173 | 54 | 21.318 | 54 | 22.663 | 53 | 23.758 | 52 |
| 17.317 | 54 | 18.937 | 55 | 20.199 | 54 | 21.391 | 54 | 22.674 | 54 | 23.783 | 55 |
| 17.348 | 52 | 18.999 | 54 | 20.230 | 54 | 21.404 | 54 | 22.676 | 54 | 23.887 | 54 |
| 17.392 | 55 | 19.053 | 55 | 20.282 | 55 | 21.443 | 54 | 22.718 | 54 | 23.889 | 54 |
| 17.394 | 54 | 19.054 | 55 | | | | | 22.773 | 53 | 23.894 | 54 |

## COMPAGNIE des ETABLISSEMENTS de la RISLE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 240.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 59, RUE DE CHATEAUDUN, PARIS

Registre du commerce: Seine 55-B 7737.

*Obligations* 3 1/2 0/0 1947 *de* 5.000 *F.*

**Neuvième amortissement.**

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a utilisé par rachats en Bourse la totalité de la somme qui aurait été exigée pour le remboursement au pair des 128 obligations dont l'amortissement est prévu au 15 janvier 1956.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements des années 1948 à 1955 ont été couverts par rachats en Bourse.

## SOCIETE CHIMIQUE DE GERLAND

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 127.500.000 F

SIÈGE SOCIAL: 49, RUE DE LA RÉPUBLIQUE, LYON

R. C.: Lyon B 1669.

Usant de la faculté qui lui a été réservée lors de l'émission de ses 6.000 obligations 4 0/0 1946 de 5.000 F, la Société chimique de Gerland a racheté en Bourse 152 obligations correspondant au chiffre prévu pour l'amortissement de l'emprunt au 1er janvier 1956.

En conséquence, il n'y a pas lieu d'effectuer de tirage au sort pour ledit amortissement.

Les précédents amortissements ont également été effectués par voie de rachats en Bourse.

## SOCIETE CHIMIQUE DE GERLAND

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 127.500.000 F

SIÈGE SOCIAL: 49, RUE DE LA RÉPUBLIQUE, LYON

R. C.: Lyon B 1669.

Usant de la faculté qui lui a été réservée lors de l'émission de ses 10.000 obligations 6 0/0 1949 de 5.000 F, la Société chimique de Gerland a racheté en Bourse 179 obligations correspondant au chiffre prévu pour l'amortissement de l'emprunt au 15 janvier 1956.

En conséquence, il n'y a pas lieu d'effectuer de tirage au sort pour ledit amortissement.

Les précédents amortissements ont également été effectués par voie de rachats en Bourse.

## Société des Matériaux de Construction de la Loisne

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 525 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 9, AVENUE PERCIER, PARIS (8e)

R. C.: Seine no 55-B 9136.

*Obligations* 5 1/2 0/0 1948.

**Huitième amortissement.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse la totalité de l'amortissement prévu pour le 15 février 1956.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements antérieurs ont été effectués par rachats en Bourse.

## Etablissements J.-J. CARNAUD et Forges de Basse-Indre

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.028.500.000 F

SIÈGE SOCIAL : 37, RUE DE SURÈNE, PARIS

R. C. : Seine 55-B 2433.

*Obligations 5 0/0 1929 de 1.000 F.*

### LISTE NUMERIQUE

**1° Des séries comprenant les 2.022 obligations sorties au dix-huitième tirage (21e amortissement) effectué le 3 novembre 1955** (la société a racheté 758 titres pour compléter cet amortissement) ;

**2° Des séries comprenant des obligations sorties aux tirages précédents et non encore remboursées.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 11 à 20 | 53 |
| 31 à 40 | 51 |
| **201 à 210** | 55 |
| **271 à 280** | 55 |
| 301 à 310 | 51 |
| **351 à 370** | 55 |
| 491 à 500 | 45 |
| **501 à 510** | 55 |
| **751 à 760** | 55 |
| **781 à 790** | 55 |
| 861 à 870 | 53 |
| 871 à 880 | 52 |
| 1.001 à 1.010 | 51 |
| **1.021 à 1.030** | 55 |
| **1.201 à 1.210** | 55 |
| **1.241 à 1.250** | 55 |
| 1.321 à 1.330 | 46 |
| 1.341 à 1.350 | 40 |
| **1.381 à 1.390** | 55 |
| 1.431 à 1.440 | 50 |
| 1.471 à 1.480 | 53 |
| 1.581 à 1.590 | 54 |
| **1.641 à 1.650** | 55 |
| 1.761 à 1.770 | 53 |
| **1.771 à 1.780** | 55 |
| **1.821 à 1.830** | 55 |
| 1.961 à 1.960 | 54 |
| **2.031 à 2.040** | 55 |
| 2.081 à 2.090 | 53 |
| **2.211 à 2.220** | 55 |
| **2.241 à 2.250** | 55 |
| **2.301 à 2.310** | 55 |
| **2.441 à 2.450** | 55 |
| **2.561 à 2.570** | 55 |
| **2.671 à 2.680** | 55 |
| **2.921 à 2.930** | 55 |
| **2.961 à 2.970** | 55 |
| **3.051 à 3.060** | 55 |
| **3.261 à 3.270** | 55 |
| **3.351 à 3.360** | 55 |
| **3.441 à 3.450** | 55 |
| **3.541 à 3.550** | 55 |
| **3.731 à 3.740** | 55 |
| 3.801 à 3.810 | 52 |
| **3.871 à 3.880** | 55 |
| **3.971 à 3.980** | 55 |
| 4.171 à 4.180 | 50 |
| 4.221 à 4.220 | 52 |
| **4.281 à 4.290** | 55 |
| **4.371 à 4.380** | 55 |
| 4.391 à 4.400 | 51 |
| 4.491 à 4.500 | 51 |
| **4.511 à 4.520** | 55 |
| **4.561 à 4.570** | 55 |
| 4.591 à 4.600 | 53 |
| 4.671 à 4.680 | 53 |
| 4.771 à 4.780 | 53 |
| 4.791 à 4.800 | 54 |
| 4.831 à 4.840 | 52 |
| 4.931 à 4.940 | 53 |
| **4.941 à 4.950** | 55 |
| **4.981 à 4.990** | 55 |
| **5.041 à 5.050** | 55 |
| **5.061 à 5.070** | 55 |
| 5.081 à 5.090 | 54 |
| 5.101 à 5.110 | 53 |
| 5.211 à 5.220 | 51 |
| 5.271 à 5.280 | 54 |
| 5.561 à 5.470 | 52 |
| 5.561 à 5.570 | 54 |
| 5.721 à 5.730 | 53 |
| 5.731 à 5.740 | 51 |
| 5.781 à 5.790 | 54 |
| 5.851 à 5.860 | 53 |
| **5.971 à 5.980** | 55 |
| **6.011 à 6.020** | 55 |
| **6.111 à 6.120** | 55 |
| 6.141 à 6.150 | 53 |
| 6.151 à 6.160 | 46 |
| 6.191 à 6.200 | 54 |
| 6.251 à 6.260 | 51 |
| 6.401 à 6.410 | 53 |
| **6.611 à 6.620** | 55 |
| **6.671 à 6.680** | 55 |
| 6.711 à 6.720 | 53 |
| **6.731 à 6.740** | 55 |
| 6.751 à 6.760 | 54 |
| 6.801 à 6.810 | 53 |
| 6.851 à 6.860 | 50 |
| 6.931 à 6.940 | 53 |
| 6.981 à 6.990 | 51 |
| 7.041 à 7.050 | 52 |
| 7.121 à 7.130 | 53 |
| **7.361 à 7.373** | 55 |
| 7.431 à 7.440 | 54 |
| **7.431 à 7.490** | 55 |
| **7.821 à 7.830** | 55 |
| **7.881 à 7.890** | 55 |
| 7.971 à 7.980 | 49 |
| 8.151 à 8.160 | 54 |
| **8.231 à 8.240** | 55 |
| **8.251 à 8.260** | 55 |
| **8.321 à 8.330** | 55 |
| **8.331 à 8.340** | 55 |
| **8.481 à 8.490** | 55 |
| **8.511 à 8.520** | 55 |
| **8.581 à 8.590** | 55 |
| 8.631 à 8.640 | 54 |
| 8.641 à 8.650 | 54 |
| 8.651 à 8.660 | 52 |
| **8.771 à 8.780** | 55 |
| 8.781 à 8.790 | 54 |
| **8.921 à 8.930** | 55 |
| 8.931 à 8.940 | 54 |
| **9.031 à 9.034** | 55 |
| 9.071 à 9.080 | 51 |
| 9.101 à 9.110 | 53 |
| 9.151 à 9.160 | 53 |
| **9.211 à 9.220** | 55 |
| 9.241 à 9.250 | 53 |
| 9.281 à 9.290 | 54 |
| **9.451 à 9.460** | 55 |
| 9.541 à 9.550 | 53 |
| **9.551 à 9.560** | 55 |
| 9.631 à 9.640 | 54 |
| **9.771 à 9.780** | 55 |
| 9.871 à 9.880 | 45 |
| **9.891 à 9.900** | 55 |
| 10.031 à 10.040 | 50 |
| 10.161 à 10.170 | 53 |
| 10.191 à 10.200 | 53 |
| **10.241 à 10.250** | 55 |
| 10.261 à 10.270 | 54 |
| 10.341 à 10.350 | 54 |
| **10.431 à 10.440** | 55 |
| 10.501 à 10.510 | 53 |
| 10.571 à 10.580 | 54 |
| 10.621 à 10.630 | 54 |
| **10.651 à 10.660** | 55 |
| **10.701 à 10.710** | 55 |
| 10.751 à 10.760 | 53 |
| **10.781 à 10.790** | 55 |
| 10.921 à 10.930 | 54 |
| 10.931 à 10.940 | 53 |
| **10.951 à 10.960** | 55 |
| 11.011 à 11.020 | 54 |
| **11.021 à 11.030** | 55 |
| 11.031 à 11.040 | 54 |
| 11.181 à 11.190 | 50 |
| 11.191 à 11.200 | 52 |
| **11.321 à 11.330** | 55 |
| 11.381 à 11.390 | 54 |
| 11.391 à 11.400 | 53 |
| 11.401 à 11.410 | 54 |
| 11.421 à 11.430 | 54 |
| **11.461 à 11.470** | 55 |
| 11.521 à 11.530 | 47 |
| 11.581 à 11.590 | 53 |
| **11.621 à 11.630** | 55 |
| **11.741 à 11.750** | 55 |
| 11.751 à 11.760 | 54 |
| **11.781 à 11.790** | 55 |
| 11.841 à 11.850 | 53 |
| **11.851 à 11.860** | 55 |
| **12.111 à 12.120** | 55 |
| 12.251 à 12.260 | 53 |
| 12.291 à 12.300 | 53 |
| 12.321 à 12.330 | 53 |
| **12.341 à 12.350** | 55 |
| 12.541 à 12.550 | 48 |
| 12.551 à 12.560 | 48 |
| 12.591 à 12.600 | 54 |
| **12.751 à 12.760** | 55 |
| 12.771 à 12.780 | 54 |
| **12.911 à 12.920** | 55 |
| 12.941 à 12.940 | 54 |
| **12.981 à 12.990** | 55 |
| 13.001 à 13.010 | 47 |
| 13.011 à 13.020 | 47 |
| 13.031 à 13.040 | 54 |
| **13.041 à 13.050** | 55 |
| 13.571 à 13.580 | 53 |
| 13.661 à 13.670 | 53 |
| 13.671 à 13.680 | 45 |
| **13.711 à 13.720** | 55 |
| **13.921 à 13.930** | 55 |
| 13.991 à 14.000 | 51 |
| 14.091 à 14.100 | 53 |
| 14.131 à 14.140 | 51 |
| **14.171 à 14.180** | 55 |
| **14.351 à 14.360** | 55 |
| **14.421 à 14.430** | 55 |
| **14.441 à 14.450** | 55 |
| **14.531 à 14.540** | 55 |
| **14.631 à 14.640** | 55 |
| **14.661 à 14.670** | 55 |
| 14.741 à 14.750 | 54 |
| **14.971 à 14.980** | 55 |
| 15.191 à 15.200 | 54 |
| **15.201 à 15.210** | 55 |
| 15.331 à 15.340 | 54 |
| **15.341 à 15.350** | 55 |
| **15.411 à 15.420** | 55 |
| **15.441 à 15.450** | 55 |
| **15.501 à 15.510** | 55 |
| 15.531 à 15.540 | 53 |
| **15.581 à 15.590** | 55 |
| **15.621 à 15.630** | 55 |
| 15.671 à 15.680 | 53 |
| 15.731 à 15.740 | 54 |
| **15.791 à 15.800** | 55 |
| **15.811 à 15.820** | 55 |
| **15.831 à 15.840** | 55 |
| 15.881 à 15.890 | 53 |
| 16.031 à 16.040 | 52 |
| **16.251 à 16.260** | 55 |
| 16.311 à 16.320 | 52 |
| **16.461 à 16.470** | 55 |
| **16.601 à 16.610** | 55 |
| **16.791 à 16.800** | 55 |
| **16.831 à 16.840** | 55 |
| 16.891 à 16.900 | 53 |
| 16.941 à 16.950 | 54 |
| **16.961 à 16.970** | 55 |
| **17.081 à 17.090** | 55 |
| 17.111 à 17.120 | 51 |
| 17.121 à 17.130 | 51 |
| **17.141 à 17.150** | 55 |
| **17.171 à 17.180** | 55 |
| 17.281 à 17.290 | 46 |
| 17.301 à 17.310 | 54 |
| 17.361 à 17.370 | 54 |
| 17.451 à 17.460 | 50 |
| 17.571 à 17.580 | 52 |
| **17.591 à 17.600** | 55 |
| 17.671 à 17.680 | 54 |
| **17.691 à 17.700** | 55 |
| **17.741 à 17.750** | 55 |
| **17.841 à 17.850** | 55 |
| 17.941 à 17.950 | 51 |
| 18.001 à 18.010 | 54 |
| **18.051 à 18.060** | 55 |
| 18.071 à 18.080 | 54 |
| **18.151 à 18.160** | 55 |
| 18.171 à 18.180 | 52 |
| 18.571 à 18.580 | 54 |
| **18.871 à 18.880** | 55 |
| **18.891 à 18.900** | 55 |
| 18.951 à 18.960 | 54 |
| **19.141 à 19.150** | 55 |
| **19.341 à 19.350** | 55 |
| **19.351 à 19.360** | 55 |
| **19.471 à 19.480** | 55 |
| **19.481 à 19.490** | 55 |
| **19.511 à 19.520** | 55 |
| 19.581 à 19.590 | 53 |
| 19.681 à 19.690 | 53 |
| 19.691 à 19.700 | 54 |
| **19.751 à 19.760** | 55 |
| 19.781 à 19.790 | 53 |
| **19.811 à 19.820** | 55 |
| 20.031 à 20.040 | 53 |
| 20.101 à 20.110 | 52 |
| **20.231 à 20.240** | 55 |
| **20.251 à 20.260** | 55 |
| **20.261 à 20.270** | 55 |
| 20.301 à 20.310 | 53 |
| 20.311 à 20.320 | 53 |
| **20.351 à 20.360** | 55 |
| **20.481 à 20.490** | 55 |
| 20.621 à 20.630 | 53 |
| **20.861 à 20.870** | 55 |
| **20.871 à 20.880** | 55 |
| **20.911 à 20.920** | 55 |
| 21.031 à 21.040 | 52 |
| 21.061 à 21.070 | 54 |
| 21.171 à 21.180 | 54 |
| 21.211 à 21.220 | 51 |
| 21.231 à 21.240 | 51 |
| **21.381 à 21.390** | 55 |
| 21.431 à 21.440 | 54 |
| **21.491 à 21.500** | 55 |
| 21.581 à 21.590 | 54 |
| 21.661 à 21.670 | 54 |
| **21.691 à 21.700** | 55 |
| 21.751 à 21.760 | 51 |
| 21.771 à 21.780 | 54 |
| 21.801 à 21.810 | 54 |
| **22.081 à 22.090** | 55 |
| 22.151 à 22.160 | 53 |
| 22.201 à 22.210 | 43 |
| **22.221 à 22.230** | 55 |
| 22.271 à 22.280 | 53 |
| 22.331 à 22.340 | 54 |
| 22.391 à 22.400 | 53 |
| **22.501 à 22.510** | 55 |
| 22.561 à 22.570 | 54 |
| 22.641 à 22.650 | 51 |
| 22.781 à 22.790 | 54 |
| **22.881 à 22.890** | 55 |
| 22.911 à 22.920 | 49 |
| 22.941 à 22.950 | 53 |
| **23.011 à 23.020** | 55 |
| **23.021 à 23.030** | 55 |
| 23.041 à 23.050 | 53 |
| 23.211 à 23.220 | 45 |
| 23.341 à 23.350 | 53 |
| **23.361 à 23.370** | 55 |
| 23.471 à 23.480 | 54 |
| 23.531 à 23.540 | 54 |
| 23.571 à 23.580 | 54 |
| **23.671 à 23.680** | 55 |
| **23.931 à 23.940** | 55 |
| 23.941 à 23.950 | 54 |
| **23.961 à 23.970** | 55 |
| 24.201 à 24.210 | 51 |
| 24.261 à 24.270 | 54 |
| **24.591 à 24.600** | 55 |
| **24.611 à 24.620** | 55 |
| 24.651 à 24.660 | 53 |
| 24.821 à 24.830 | 49 |
| 24.901 à 24.910 | 54 |
| **25.141 à 25.150** | 55 |
| **25.271 à 25.280** | 55 |
| **25.351 à 25.360** | 55 |
| 25.411 à 25.420 | 51 |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|
| 25.431 à 25.440 | 53 |
| 25.511 à 25.520 | 53 |
| **25.531 à 25.540** | 55 |
| **25.551 à 25.560** | 55 |
| 25.581 à 25.600 | 53 |
| 25.601 à 25.610 | 54 |
| 25.621 à 25.630 | 54 |
| 25.731 à 25.740 | 53 |
| **25.791 à 25.800** | 55 |
| 25.841 à 25.850 | 53 |
| 25.851 à 25.860 | 53 |
| **25.921 à 25.930** | 55 |
| 25.941 à 25.950 | 54 |
| **26.091 à 26.100** | 55 |
| 26.261 à 26.270 | 54 |
| **26.281 à 26.290** | 55 |
| **26.321 à 26.330** | 55 |
| **26.331 à 26.340** | 55 |
| **26.551 à 26.560** | 55 |
| **26.561 à 26.570** | 55 |
| 26.661 à 26.670 | 54 |
| 26.671 à 26.680 | 54 |
| 26.691 à 26.700 | 52 |
| **26.701 à 26.710** | 55 |
| 26.731 à 26.740 | 46 |
| 26.751 à 26.760 | 53 |
| 26.781 à 26.790 | 49 |
| 26.791 à 26.800 | 54 |
| **26.801 à 26.810** | 55 |
| **26.861 à 26.870** | 55 |
| 26.871 à 26.880 | 53 |
| **26.881 à 26.890** | 55 |
| 26.961 à 26.970 | 53 |
| **26.981 à 26.990** | 55 |
| 27.031 à 27.040 | 54 |
| **27.231 à 27.240** | 55 |
| **27.261 à 27.270** | 55 |
| **27.351 à 27.360** | 55 |
| **27.371 à 27.380** | 55 |
| 27.411 à 27.420 | 52 |
| **27.421 à 27.430** | 55 |
| 27.501 à 27.510 | 53 |
| 27.601 à 27.610 | 54 |
| 27.751 à 27.760 | 53 |
| **27.761 à 27.770** | 55 |
| **27.781 à 27.790** | 55 |
| 27.791 à 27.800 | 54 |
| 27.861 à 27.870 | 54 |
| 28.021 à 28.030 | 53 |
| 28.081 à 28.090 | 54 |
| 28.101 à 28.110 | 53 |
| 28.111 à 28.120 | 53 |
| 28.141 à 28.150 | 54 |
| 28.171 à 28.180 | 54 |
| **28.191 à 28.200** | 55 |
| 28.381 à 28.390 | 54 |
| **28.461 à 28.470** | 55 |
| 28.521 à 28.530 | 54 |
| 28.581 à 28.587 | 52 |
| 28.631 à 28.640 | 54 |
| **28.681 à 28.690** | 55 |
| **28.701 à 28.710** | 55 |
| 28.791 à 28.800 | 54 |
| 28.911 à 28.920 | 53 |
| **28.921 à 28.930** | 55 |
| **28.961 à 28.970** | 55 |
| 28.971 à 28.980 | 54 |
| **28.981 à 28.990** | 55 |
| **29.321 à 29.330** | 55 |
| **29.331 à 29.340** | 55 |
| 29.401 à 29.410 | 52 |
| 29.441 à 29.450 | 53 |
| 29.541 à 29.550 | 52 |
| **29.551 à 29.570** | 55 |
| **29.671 à 29.680** | 55 |
| **29.691 à 29.700** | 55 |
| **29.711 à 29.720** | 55 |
| **29.721 à 29.730** | 55 |
| 29.751 à 29.760 | 53 |
| 29.821 à 29.830 | 53 |
| 29.851 à 29.860 | 54 |
| **29.891 à 29.900** | 55 |
| **29.911 à 29.920** | 55 |
| **29.971 à 29.980** | 55 |
| 30.081 à 30.090 | 54 |
| **30.111 à 30.120** | 55 |
| 30.571 à 30.580 | 53 |
| **30.881 à 30.890** | 55 |
| 30.951 à 30.960 | 53 |
| 30.961 à 30.970 | 54 |
| 30.971 à 30.980 | 54 |
| 31.081 à 31.090 | 53 |
| 31.161 à 31.170 | 52 |
| 31.211 à 31.220 | 54 |
| 31.221 à 31.230 | 53 |
| 31.251 à 31.260 | 54 |
| **31.261 à 31.270** | 55 |
| **31.281 à 31.290** | 55 |
| **31.351 à 31.360** | 55 |
| **31.391 à 31.400** | 55 |
| **31.491 à 31.500** | 55 |
| **31.501 à 31.510** | 55 |
| 31.521 à 31.530 | 53 |
| **31.591 à 31.600** | 55 |
| 31.611 à 31.620 | 54 |
| 31.661 à 31.670 | 54 |
| **31.731 à 31.740** | 55 |
| 31.911 à 31.920 | 54 |
| 32.011 à 32.020 | 54 |
| 32.031 à 32.040 | 54 |
| **32.071 à 32.080** | 55 |
| 32.101 à 32.110 | 53 |
| 32.191 à 32.200 | 53 |
| **32.231 à 32.240** | 55 |
| 32.261 à 32.270 | 53 |
| 32.271 à 32.280 | 53 |
| 32.401 à 32.410 | 50 |
| **32.501 à 32.510** | 55 |
| **32.621 à 32.630** | 55 |
| 32.691 à 32.700 | 51 |
| **32.711 à 32.720** | 55 |
| 32.771 à 32.780 | 53 |
| **32.941 à 32.950** | 55 |
| 33.061 à 33.070 | 54 |
| 33.081 à 33.090 | 53 |
| **33.121 à 33.130** | 55 |
| 33.141 à 33.150 | 54 |
| 33.291 à 33.300 | 53 |
| 33.361 à 33.370 | 53 |
| **33.521 à 33.530** | 55 |
| 33.581 à 33.590 | 43 |
| **33.631 à 33.640** | 55 |
| 33.641 à 33.650 | 53 |
| 33.701 à 33.710 | 53 |
| 33.721 à 33.730 | 50 |
| **33.811 à 33.820** | 55 |
| 33.841 à 33.850 | 54 |
| 33.901 à 33.910 | 43 |
| 33.941 à 33.950 | 53 |
| **34.111 à 34.120** | 55 |
| 34.211 à 34.220 | 52 |
| 34.291 à 34.300 | 53 |
| 34.301 à 34.310 | 53 |
| 34.311 à 34.320 | 53 |
| **34.321 à 34.330** | 55 |
| 34.331 à 34.340 | 54 |
| **34.431 à 34.440** | 55 |
| 34.461 à 34.470 | 53 |
| 34.531 à 34.540 | 53 |
| **34.561 à 34.570** | 55 |
| **34.571 à 34.580** | 55 |
| 34.591 à 34.600 | 54 |
| 34.611 à 34.620 | 54 |
| 34.741 à 34.750 | 54 |
| **35.161 à 35.170** | 55 |
| **35.181 à 35.190** | 55 |
| 35.451 à 35.460 | 53 |
| **35.541 à 35.550** | 55 |
| **35.551 à 35.560** | 55 |
| 35.611 à 35.620 | 53 |
| 35.641 à 35.650 | 54 |
| **35.781 à 35.790** | 55 |
| 35.841 à 35.850 | 45 |
| **35.941 à 35.950** | 55 |
| 35.961 à 35.970 | 53 |
| 35.991 à 36.000 | 54 |
| **36.161 à 36.170** | 51 |
| 36.171 à 36.180 | 53 |
| 36.181 à 36.190 | 53 |
| **36.191 à 36.200** | 55 |
| **36.271 à 36.280** | 55 |
| 36.281 à 36.290 | 53 |
| **36.371 à 36.380** | 55 |
| 36.431 à 36.440 | 53 |
| **36.491 à 36.500** | 55 |
| 36.601 à 36.610 | 53 |
| 36.731 à 36.740 | 54 |
| 36.751 à 36.760 | 53 |
| 36.781 à 36.790 | 54 |
| 36.891 à 36.900 | 53 |
| **36.931 à 36.940** | 55 |
| 37.031 à 37.040 | 52 |
| 37.071 à 37.080 | 54 |
| **37.101 à 37.110** | 55 |
| **37.221 à 37.230** | 55 |
| 37.281 à 37.290 | 54 |
| 37.321 à 37.330 | 53 |
| **37.371 à 37.380** | 55 |
| 37.431 à 37.440 | 53 |
| 37.471 à 37.480 | 53 |
| 37.521 à 37.530 | 54 |
| 37.651 à 37.660 | 54 |
| **37.691 à 37.700** | 55 |
| **37.721 à 37.730** | 55 |
| 37.771 à 37.780 | 54 |
| 37.791 à 37.800 | 52 |
| **38.041 à 38.050** | 55 |
| **38.091 à 38.100** | 55 |
| **38.241 à 38.250** | 55 |
| 38.291 à 38.300 | 53 |
| **38.301 à 38.310** | 55 |
| 38.341 à 38.350 | 54 |
| **38.461 à 38.470** | 55 |
| 38.471 à 38.480 | 53 |
| 38.571 à 38.580 | 53 |
| **38.711 à 38.720** | 55 |
| 38.771 à 38.780 | 52 |
| 38.891 à 38.900 | 54 |
| **38.961 à 38.970** | 55 |
| 39.021 à 39.030 | 52 |
| **39.031 à 39.040** | 55 |
| **39.141 à 39.150** | 55 |
| 39.161 à 39.170 | 53 |
| **39.211 à 39.220** | 55 |
| 39.251 à 39.260 | 48 |
| 39.271 à 39.280 | 54 |
| 39.331 à 39.340 | 53 |
| 39.351 à 39.360 | 53 |
| 39.381 à 39.390 | 54 |
| **39.431 à 39.440** | 55 |
| 39.441 à 39.450 | 50 |
| 39.481 à 39.490 | 52 |
| **39.531 à 39.540** | 55 |
| **39.611 à 39.620** | 55 |
| **39.661 à 39.670** | 55 |
| 39.851 à 39.860 | 54 |
| 39.951 à 39.960 | 54 |
| 40.021 à 40.030 | 53 |
| 40.051 à 40.060 | 54 |
| 40.101 à 40.110 | 50 |
| 40.111 à 40.120 | 46 |
| 40.171 à 40.180 | 54 |
| **40.211 à 40.220** | 55 |
| **40.281 à 40.290** | 55 |
| **40.361 à 40.370** | 55 |
| **40.411 à 40.420** | 55 |
| 40.501 à 40.510 | 50 |
| 40.511 à 40.520 | 46 |
| **40.531 à 40.540** | 55 |
| **40.571 à 40.580** | 55 |
| 40.691 à 40.700 | 53 |
| **40.701 à 40.710** | 55 |
| **40.721 à 40.730** | 55 |
| 40.931 à 40.940 | 54 |
| 40.941 à 40.950 | 51 |
| 40.981 à 40.990 | 53 |
| 41.011 à 41.020 | 48 |
| 41.081 à 41.090 | 53 |
| 41.101 à 41.110 | 54 |
| **41.361 à 41.370** | 55 |
| 41.401 à 41.410 | 54 |
| **41.471 à 41.480** | 55 |
| 41.491 à 41.500 | 50 |
| 41.611 à 41.650 | 47 |
| **41.681 à 41.690** | 53 |
| 41.741 à 41.750 | 53 |
| 41.811 à 41.820 | 54 |
| 41.831 à 41.840 | 54 |
| **41.921 à 41.930** | 55 |
| 41.981 à 41.990 | 53 |
| 42.091 à 42.000 | 52 |
| 42.081 à 42.090 | 54 |
| **42.111 à 42.120** | 55 |
| 42.411 à 42.420 | 51 |
| 42.481 à 42.490 | 54 |
| **42.631 à 42.690** | 55 |
| **42.691 à 42.700** | 55 |
| 42.801 à 42.810 | 54 |
| 42.811 à 42.820 | 50 |
| **42.841 à 42.850** | 55 |
| **42.931 à 42.940** | 55 |
| **43.141 à 43.150** | 55 |
| 43.161 à 43.170 | 53 |
| 43.251 à 43.260 | 52 |
| 43.261 à 43.270 | 53 |
| 43.371 à 43.380 | 54 |
| 43.521 à 43.530 | 54 |
| 43.601 à 43.610 | 50 |
| 43.631 à 43.640 | 46 |
| 43.641 à 43.650 | 50 |
| 43.651 à 43.660 | 50 |
| **43.731 à 43.740** | 55 |
| **43.811 à 43.820** | 55 |
| 43.861 à 43.870 | 42 |
| 43.921 à 43.930 | 52 |
| 43.961 à 43.970 | 53 |
| 43.991 à 44.000 | 51 |
| **44.011 à 44.020** | 55 |
| **44.101 à 44.110** | 55 |
| 44.111 à 44.120 | 47 |
| 44.151 à 44.160 | 53 |
| 44.171 à 44.180 | 46 |
| 44.181 à 44.190 | 46 |
| **44.281 à 44.290** | 55 |
| 44.391 à 44.400 | 54 |
| 44.551 à 44.560 | 53 |
| **44.721 à 44.730** | 55 |
| 44.821 à 44.830 | 52 |
| 44.851 à 44.860 | 53 |
| 44.881 à 44.890 | 53 |
| **44.951 à 44.960** | 55 |
| **45.111 à 45.120** | 55 |
| 45.261 à 45.270 | 54 |
| **45.291 à 45.300** | 55 |
| 45.301 à 45.310 | 48 |
| 45.321 à 45.330 | 54 |
| **45.431 à 45.440** | 55 |
| **46.871 à 46.880** | 55 |
| **47.341 à 47.350** | 55 |
| 47.601 à 47.610 | 52 |
| **47.611 à 47.670** | 55 |
| **47.721 à 47.730** | 55 |
| **47.911 à 47.920** | 55 |
| 47.941 à 47.950 | 53 |
| 48.021 à 48.030 | 54 |
| 48.041 à 48.050 | 53 |
| **48.111 à 48.120** | 55 |
| 48.141 à 48.150 | 54 |
| 48.171 à 48.180 | 52 |
| **48.241 à 48.250** | 55 |
| 48.721 à 48.730 | 54 |
| **48.751 à 48.790** | 55 |
| **48.861 à 48.870** | 55 |
| 49.031 à 49.040 | 53 |
| **49.071 à 49.080** | 55 |
| 49.111 à 49.120 | 52 |
| **49.211 à 49.220** | 55 |
| 49.261 à 49.270 | 43 |
| 49.291 à 49.300 | 54 |
| 49.401 à 49.410 | 53 |
| 49.491 à 49.500 | 53 |
| 49.521 à 49.530 | 53 |
| 49.551 à 49.560 | 53 |
| 49.591 à 49.600 | 51 |
| **49.641 à 49.650** | 55 |
| 49.731 à 49.740 | 53 |
| 49.801 à 49.810 | 54 |
| **49.871 à 49.880** | 55 |
| 49.901 à 49.910 | 53 |
| 49.921 à 49.930 | 54 |
| 49.931 à 49.940 | 53 |
| 49.981 à 49.990 | 54 |

Les obligations amorties au tirage du 3 novembre 1955 seront remboursables à partir du 4 décembre 1955.

## SOCIETE DES CIMENTS CHIRON

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 79.615.200 F

SIÈGE SOCIAL: 3, RUE PASTEUR, CHAMBÉRY (SAVOIE)

R. C.: Chambéry n° 3211.

**Obligations 5 1/2 0/0 1943 de 2.000 F.**

Il est rappelé que les obligations émises en décembre 1943, numérotées de 1 à 3500, démunies de coupons, ont été appelées, le 1er juin 1952, à l'échange, titre pour titre, sans conformité de numéros, contre de nouvelles obligations numérotées à partir de 3.501.

**1re LISTE NUMERIQUE**

**Des obligations nouvelles amorties au tirage du 10 octobre 1955 et remboursables à partir du 15 décembre 1955 à 2.000 F;**

**Des obligations nouvelles amorties au tirage du 3 novembre 1954 parmi lesquelles figurent des titres non encore présentés au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 3.511 à 515 | 55 | 4.539 à 543 | 55 | 5.263 à 267 | 54 |
| 3.521 à 524 | 55 | 4.570 à 574 | 55 | 5.293 à 297 | 55 |
| 3.625 à 629 | 55 | 4.599 à 602 | 54 | 5.327 à 329 | 54 |
| 3.733 à 735 | 55 | 4.693 à 696 | 55 | 5.381 à 385 | 54 |
| 3.851 à 855 | 55 | 4.697 à 701 | 55 | 5.391 à 394 | 55 |
| 3.861 à 863 | 54 | 4.725 à 729 | 54 | 5.395 à 399 | 55 |
| 3.879 à 883 | 55 | 4.808 à 812 | 54 | 5.435 à 439 | 54 |
| 3.909 à 913 | 54 | 4.856 et 857 | 54 | 5.593 à 597 | 54 |
| 3.934 à 938 | 55 | 4.886 à 890 | 55 | 5.632 à 636 | 54 |
| 3.969 à 973 | 54 | 4.935 | 55 | 5.692 | 54 |
| 4.084 à 088 | 55 | 4.940 à 944 | 55 | 5.727 à 731 | 55 |
| 4.214 à 218 | 55 | 4.979 à 983 | 54 | 5.712 à 716 | 55 |
| 4.266 à 270 | 55 | 5.029 à 033 | 55 | 5.812 à 816 | 55 |
| 4.309 à 313 | 55 | 5.119 à 122 | 55 | 5.817 à 820 | 54 |
| 4.449 à 453 | 54 | 5.136 à 140 | 55 | 5.852 à 856 | 55 |
| 4.464 à 468 | 54 | 5.201 à 205 | 55 | 5.862 à 866 | 55 |

**2e Liste numérique des obligations anciennes non présentées à l'échange auxquelles ont été appliqués les numéros des obligations nouvelles amorties avant délivrance.**

830 (54) — 1.306 à 370 (55) — 1.405 (55) — 1.428 (55) — 1.451 (55).

**3e Liste numérique des obligations anciennes amorties au tirage du 29 septembre 1947, parmi lesquelles figurent des titres non présentés au remboursement.**

2.391 à 2.395.

## Produits Alimentaires Louit Frères & Cie

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 202.117.500 F

SIÈGE SOCIAL: 24, RUE ULYSSE-GAYON, BORDEAUX (GIRONDE)

Registre du commerce: Bordeaux n° 1552 B.

*Obligations de 5.000 F à 1/2 0/0 1946.*

**Neuvième amortissement du 1er janvier 1956.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la Société a procédé par voie de rachats en Bourse à son amortissement du 1er janvier 1956.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les précédents amortissements ayant été effectués par voie de rachats, il n'existe pas de titres amortis restant à rembourser.

## SOCIETE IMMOBILIERE DE L'ARTOIS

**Obligations 4 1/2 0/0 1930 de 1.000 F.**

Rectificatif au *Journal officiel* des 31 octobre 1955 et 1er novembre 1955, pages 10810 à 10821, dans la liste numérique:

Au lieu de: « 8.834 remboursement 1955 », lire: « 5.874 remboursement 1955 »; au lieu de: « 6.891 remboursement 1954 (après le n° 6841) », lire: « 6.844 remboursement 1955 »; au lieu de: 29.227 remboursement 1955 », lire: « 29.237 remboursement 1955 »; au lieu de: « 27.888 remboursement 1955 », lire: « 37.888 remboursement 1955 ».

# ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

## SEQUESTRES

Par ordonnance en date du 21 octobre 1955, le président du tribunal de première instance de Strasbourg a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts composant la succession de M. Holtzscherer (Charles), de nationalité allemande, huissier à Francfort-sur-le-Mein (Allemagne), décédé à son domicile le 14 novembre 1931, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne de son directeur départemental, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 27 octobre 1955, le président du tribunal de première instance de Thionville a ordonné la mise sous séquestre des biens, droits et intérêts appartenant à:

Schatto (Henri) et son épouse, née Hoffmann (Caroline), demeurant à Obermoschel (Allemagne), Friedrischstrasse n° 222, de nationalité allemande, propriétaires de biens consistant notamment en immeubles sis à Tressange;

Held (Charles) et son épouse, née Jungmann (Marguerite), demeurant à Worms (Allemagne), de nationalité allemande, propriétaires indivis de biens consistant notamment en immeubles sis à Tressange;

Pascal (Camille), décédé le 25 février 1917 à Berlin, ayant demeuré à Berlin-Friedenau (Allemagne), Begastrasse n° 22, de nationalité allemande, qui était propriétaire indivis de biens consistant notamment en terres sises à Ottange.

## DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Przepierski (Antoine), né le 8 juin 1894 à Berlin (Allemagne), demeurant 25, rue des Ecoles, à Barneville-sur-Mer (Manche), ayant acquis la nationalité française par décret du 18 novembre 1921, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui d'Antoine.

M. Matis (Jacques-Maurice-Georges-Lucien-Marie), né le 2 décembre 1932 à la Grillère, commune de Saint-Germain-les-Belles (Haute-Vienne), demeurant 8, rue Pasteur, à Limoges, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de: de Bisschop, pour s'appeler désormais Jacques de Bisschop, qui est le nom de sa mère, ou à défaut Jacques Matis de Bisschop.

# BILANS

## SOUS-COMPTOIR des ENTREPRENEURS

**Situation au 31 octobre 1955.**

ACTIF

| | | |
|---|---|---|
| Immeubles | 445.829.237 | |
| Amortissements | 52.666.036 | |
| | | 393.163.201 |
| Matériel et mobilier | | 116.498.996 |
| Installations et agencements | | 78.165.198 |
| Crédit foncier, compte capital | | 252.187.500 |
| Accrédités | | 390.757.569.265 |
| Débiteurs divers | | 422.048.822 |
| Portefeuille des effets | | 3.456.106.500 |
| Effets échus et non renouvelés | | 4.312.925.565 |
| Portefeuille titres | | 69.957.950 |
| Espèces en caisse, banques et chèques postaux | | 335.471.207 |
| Comptes d'ordre | | 510.976.760.138 |
| Résultats | | » |
| | | 911.191.657.342 |

PASSIF

| | |
|---|---|
| Capital social | 500.000.000 |
| Prime d'émission | 163.662.500 |
| Réserves et provisions | 1.075.720.569 |
| Effets des accrédités | 390.152.720.569 |
| Crédit foncier. — Billets échus | 4.343.387.815 |
| Créditeurs divers | 4.079.697.757 |
| Comptes d'ordre | 510.976.760.138 |
| Résultats | » |
| | 911.191.657.342 |

Paris, le 24 novembre 1955.

*Le président directeur général du Sous-Comptoir des entrepreneurs,*

Signé: J. APPERT.

# COMPAGNIE D'ASSURANCES " UTRECHT RISQUES-DIVERS "

**Société anonyme au capital de 25 millions de francs belges (dont 2/5 versés).**

ENTREPRISE PRIVÉE RÉGIE PAR LE DÉCRET-LOI DU 14 JUIN 1938 POUR LES CONTRATS SOUSCRITS OU EXÉCUTÉS EN FRANCE ET EN ALGÉRIE

***Direction pour la France et l'Afrique du Nord : 34, avenue de l'Opéra, PARIS (2e)***

R. C. : Seine n° 37.847 B.

**Bilan au 31 décembre 1954.**

| ACTIF | | Francs. |
|---|---|---|
| Placements : | | |
| 1° Valeurs et espèces déposées en cautionnement ou consignées à la caisse des dépôts et consignations | 5.421.377 | |
| 2° Valeurs n'ayant reçu aucune affectation spéciale : | | |
| Valeurs représentant des engagements pris envers les assurés et bénéficiaires de contrats | 1.969.674 | |
| | | 7.391.051 |
| Espèces en caisse au siège social | | 55.847 |
| Banques, chèques postaux | | 1.878.139 |
| Quittances de primes à recevoir et créances sur les agents et courtiers : | | |
| *a*) Espèces en caisse dans les agences | | 2.178.123 |
| Réserves pour risques en cours à la charge des cessionnaires | | 2.015.106 |
| Réserve pour sinistres à payer à la charge des cessionnaires | | 2.412.524 |
| Créances diverses, débiteurs divers | | 23.134 |
| Intérêts et loyers échus et non recouvrés | | 328.611 |
| Mobilier, matériel et agencement : 1.311.118 — 131.111 | | 1.180.007 |
| Solde débiteur | | 14.456.661 |
| Total général | | 31.969.506 |

| PASSIF | | Francs. |
|---|---|---|
| Réserve de garantie | | 52.544 |
| Réserve pour cautionnements | | 5.000.000 |
| Engagements de la société envers les assurés et bénéficiaires de contrats d'assurances (réserves techniques) (art. 149, 1°, du décret du 30 décembre 1938) : | | |
| Opérations d'assurance directe, réassurance non déduite : | | |
| *a*) Réserve pour risques en cours | 3.693.089 | |
| *b*) Réserve pour sinistres restant à payer | 4.223.243 | |
| | | 7.916.332 |
| Autres dettes privilégiées et dettes immédiatement exigibles (art. 149, 2°, du décret du 30 décembre 1938) : | | |
| Dettes fiscales et autres dettes privilégiées | | 461.919 |
| Dettes pour dépôts de garantie des agents, des assurés et des tiers autres que les cessionnaires (art. 149, 3°, du décret du 30 décembre 1938) : | | |
| Provisions de primes et autres dépôts de garantie en espèces | | 35.600 |
| Dettes envers les agents et courtiers | | 2.024 |
| Dettes en compte courant envers les cessionnaires et rétrocessionnaires | | 2.934.619 |
| Dettes en compte courant envers le siège social | | 11.990.150 |
| Dettes diverses (créditeurs divers) | | 106.256 |
| Réserves ou provisions pour annulations de primes et frais de recouvrement des primes arriérées | | 100.000 |
| Autres éléments du passif : | | |
| Frais généraux à régler | 346.592 | |
| Provisions : fonds de garantie | 15.000 | |
| | | 361.592 |
| Total général | | 31.969.506 |

**Etat détaillé de profits et pertes de l'exercice 1954.**

| DEBIT | | Francs. |
|---|---|---|
| *Résultat des opérations d'assurances.* | | |
| Sinistres payés | 1.049.235 | |
| Commissions échues | 2.719.880 | |
| Primes cédées en réassurance | 6.013.286 | |
| Réserves techniques au 31 décembre de l'exercice (réassurances non déduites) : | | |
| *a*) Risques en cours | 3.693.089 | |
| *b*) Sinistres à payer | 4.223.243 | |
| | 7.916.332 | |
| Réserve pour annulation de primes et frais de recouvrement des primes arriérées au 31 décembre de l'exercice | 100.000 | |
| Autres éléments de débit imputables aux catégories | 89 | |
| Frais généraux | 10.816.149 | |
| Total des éléments de débit des opérations d'assurances | | 28.611.971 |
| *Gestion générale.* | | |
| Impôts et taxes sur primes d'assurances directes : | | |
| *a*) Versés | 868.869 | |
| *b*) Dus | 461.919 | |
| Autres amortissements réglementaires | 131.111 | |
| Réserves ou provisions au 31 décembre : | | |
| Réserve de garantie | 52.544 | |
| Réserve pour cautionnements | 5.000.000 | |
| | 5.052.544 | |
| Total des éléments de débit de la gestion générale. | | 6.514.443 |
| Total général | | 35.129.414 |

| CREDIT | | Francs. |
|---|---|---|
| *Résultat des opérations d'assurances.* | | |
| Primes émises, accessoires de primes et coûts de police, nets d'impôts et nets d'annulations | 11.267.678 | |
| Commissions reçues des réassureurs | 1.809.436 | |
| Parts des réassureurs dans les sinistres payés | 646.328 | |
| Recours et sauvetages sur sinistres | 2.220 | |
| Réserves techniques à la charge des réassureurs au 31 décembre de l'exercice | 4.487.630 | |
| Total des éléments de crédit des opérations d'assurances | | 18.302.992 |
| *Gestion générale.* | | |
| Revenu des valeurs mobilières | 1.035.237 | |
| Bénéfices sur réalisation de valeurs mobilières et immobilières | 3.733 | |
| Impôts et taxes sur primes d'assurances directes (annulations déduites) : | | |
| De l'exercice | 1.330.788 | |
| Total des éléments de crédit de la gestion générale. | | 2.369.758 |
| Solde débiteur | | 14.456.664 |
| Total général | | 35.129.414 |

# ASSOCIATIONS

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES

### DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

27 octobre 1955. Déclaration à la préfecture de Vaucluse. **Association des parents d'écoliers des écoles communales des quartiers Nord de la ville d'Orange.** But: regrouper les élèves pour les conduire à l'école et les ramener par un service de car. Siège social: foyer municipal, Orange.

27 octobre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Quentin. **Billard-Club du Vermandois.** But: vulgariser la pratique du sport de billard; développer les liens d'amitié entre les membres et organiser toutes manifestations dans le but de leur venir en aide. Siège social: 1, rue de Vermand, Saint-Quentin (Aisne).

28 octobre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Compiègne. **Section des vieux travailleurs de Jaux.** But: établissement des dossiers de pension et entr'aide entre ses membres. Siège social: mairie, Jaux (Oise).

2 novembre 1955. Déclaration à la préfecture de la Haute-Savoie. **Aide aux isolés.** But: développer l'assistance morale ou matérielle aux isolés. Siège social: hôtel de ville, Annecy.

2 novembre 1955. Déclaration à la préfecture du Tarn. **Société d'histoire naturelle du département du Tarn.** But: étudier les diverses branches des sciences naturelles, notamment leur application au département du Tarn. Siège social: hôtel Reynes (chambre de commerce), 14, rue Timbal, Albi.

4 novembre 1955. Déclaration à la préfecture d'Ille-et-Vilaine. **Groupement des petits propriétaires de la Chevrolais.** But: défense des intérêts des petits propriétaires de la Chevrolais. Siège social: la Chevrolais, Saint-Jacques-de-la-Lande.

4 novembre 1955. Déclaration à la préfecture de l'Orne. **Association d'aide aux mal-logés.** But: alerter et éclairer l'opinion publique sur la crise du logement et, par tous les moyens jugés efficaces, travailler à la destruction des taudis. Siège social: hôtel de ville, Sées.

4 novembre 1955. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. **Association départementale des déportés, internés, résistants et patriotes.** But: défense des intérêts matériels et moraux de ses membres. Siège social: 75, rue Vannerie, Dijon.

4 novembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Verdun. **Association locale des aides familiales rurales d'Ancemont.** But: aide matérielle et morale aux mères de familles nombreuses par la prise en charge d'une aide familiale rurale. Siège social: mairie, Ancemont (Meuse).

5 novembre 1955. Déclaration à la préfecture de l'Allier. **Art et danse.** But: pratique de la danse classique. Siège social: chez Mme Cluzel, présidente, la Rigolée, Avermes.

7 novembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Meaux. **Association pour l'assurance des élèves des écoles publiques de Seine-et-Marne.** But: faire assurer ses membres contre les risques de la responsabilité civile et leur faire donner un complément aux prestations de la sécurité sociale. Siège social: école de garçons, Meaux (Seine-et-Marne).

8 novembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Pontivy. **La Planécolanterie des petits chanteurs de Notre-Dame-de-Joie.** But: former les enfants et les jeunes gens par la pratique du chant et leur donner, par des méthodes appropriées, une formation morale en même temps que civique qui en fera des hommes capables de servir leur pays. Siège social: place Bourdonnaye-du-Cézio, Pontivy (Morbihan).

9 novembre 1955. Déclaration à la préfecture de la Charente. **Association des commerçants et industriels du canton de Ruffec.** But: conserver un rang honorable au commerce et à l'industrie du canton et veiller aux divers intérêts de ses membres. Siège social: hôtel de ville, Ruffec.

12 novembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Valenciennes. **Amicale sportive de Thivencelles.** But: pratique des sports en vue du développement de la jeunesse. Siège social: salon des mines, Thivencelles (Nord).

14 novembre 1955. Déclaration à la préfecture d'Angers. **Association locale des aides familiales rurales.** But: venir en aide aux familles. Siège social: salle des fêtes, Saint-Mathurin.

14 novembre 1955. Déclaration à la préfecture de Belfort. **Comité départemental de la jeunesse au plein air.** But: recherche de ressources et organisation de colonies de vacances. Siège social: inspection primaire, palais de justice, Belfort.

14 novembre 1955. Déclaration à la préfecture de Pau. **Association « Plein air ».** But: organisation du repos et des loisirs. Siège social: 2, rue Jean-Baptiste-Carreau, Pau.

15 novembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Cholet. **Association d'éducation populaire de Maulévrier.** But: œuvres sociales et éducatives. Siège social: école libre, Maulévrier (Maine-et-Loire).

15 novembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Montluçon. **Amicale laïque de Théneuille.** But: resserrer les liens existant entre l'école et la population. Siège social: mairie, Théneuille (Allier).

15 novembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture d'Arles. **Club amical des supporters du cercle olympique arlésien.** But: venir en aide aux sociétés sportives en général et au cercle olympique arlésien en particulier. Siège social: Atlantic-Bar, rue Portagnel, Arles (Bouches-du-Rhône).

16 novembre 1955. Déclaration à la préfecture d'Ille-et-Vilaine. **Association des écrivains de l'Ouest.** But: encourager la diffusion de la culture dans les régions de l'Ouest et assurer la défense professionnelle de ses membres à l'exclusion de toute préoccupation d'ordre politique, confessionnel ou racial. Siège social: 59, rue de Nantes, Rennes.

16 novembre 1955. Déclaration à la préfecture des Côtes-du-Nord. **Association familiale de formation professionnelle agricole et ménagère rurale de la région de Moncontour.** But: créer, entretenir et défendre les œuvres de formation professionnelle agricole et ménagère rural. Siège social: mairie de Quessoy.

16 novembre 1955. Déclaration à la préfecture des Alpes-Maritimes. **Le Home, maison d'accueil de Menton.** But: création, organisation et fonctionnement d'une maison d'accueil pour ménages, hommes et femmes, dont l'âge, l'état de santé ou les ressources ne leur permettent plus de vivre isolément. Siège social: 6, montée du Louvre, Menton.

16 novembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Saumur. **Association d'éducation populaire de Meigné-sous-Doué.** But: éducation physique, civique, morale et religieuse des enfants et des jeunes. Siège social: chez M. Abel Poiron, au bourg de Meigné-sous-Doué (Maine-et-Loire).

17 novembre 1955. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Cercle artistique de Saint-Augustin.** But: apprendre aux jeunes gens et jeunes filles du quartier l'art musical, théâtral et chorégraphique. Siège social: 18, place Amélie-Raba-Léon, Bordeaux.

18 novembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Montluçon. **Association amicale des anciennes élèves du pensionnat Sainte-Philomène.** But: grouper les anciennes élèves et soutenir l'institution par son influence. Siège social: institution Sainte-Philomène, 5, route de Paris, Montluçon (Allier).

18 novembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Bayonne. **Groupement communal de défense contre les maladies des animaux.** But: lutter contre les maladies des animaux. Siège social: mairie d'Arbonne (Basses-Pyrénées).

18 novembre 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Guingamp. **Commune libre de Saint-Michel-de-Guingamp.** But: distraire et soulager, venir en aide aux œuvres d'intérêt social. Siège social: chez M. Jean Le Goff, 18, rue des Ponts-Saint-Michel, Guingamp (Côtes-du-Nord).

18 novembre 1955. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Les Amis bordelais de Maurice Utrillo.** But: perpétuer la mémoire de l'artiste. Siège social: 7, rue Leyteire, Bordeaux.

19 novembre 1955. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Société de musique de chambre de Bordeaux.** But: organiser des concerts et encourager la pratique de la musique de chambre. Siège social: 112, rue du Palais-Gallien, Bordeaux.

21 novembre 1955. Déclaration à la préfecture de Caen. **Chorale Saint-Etienne-de-Caen.** But: pratique, culture et développement du chant choral, religieux et profane. Siège social: 15, rue Guillaume-le-Conquérant, Caen.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.